

« Radio-Télévision » : à l'écoute des Savoyards

Le Monde



83375
1/64

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14858 - 7 F

- DIMANCHE 1^{er} - LUNDI 2 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOIRNE

La fin de la campagne électorale aux États-Unis

L'avance de M. Clinton sur M. Bush s'est sensiblement réduite

Injures

A campagne présidentielle américaine a perdu un peu de sa hauteur dans les derniers jours précédant le scrutin du 3 novembre. M. George Bush traite désormais son adversaire démocrate de « clown » et même de « dingue », et M. Bill Clinton rétorque que ces injures, déballées sans relâche par le président sortant, « ne sont que de la boue ».

Ce genre de propos peut surprendre les Européens. Mais, dans la dernière ligne droite avant le poteau d'arrivée, la tradition américaine veut que tous les coups soient permis. Il n'est plus question de programme économique, de réforme fiscale, ni même d'arguments électoraux au sens où on l'entend d'habitude. Il s'agit désormais de démolir l'adversaire, avec les moyens du bord. Tout objet qui vous tombe sous la main est bon dès lors qu'on peut le lier à la figure de l'autre. L'attaque « ad hominem » a remplacé le débat politique.

M. BUSH a été plus créatif dans ces pratiques brutales que dans la gestion de la première économie du monde. Sa campagne contre M. Michael Dukakis, en 1988, a été une des plus basses de l'histoire des États-Unis. Le malheureux candidat démocrate d'il y a quatre ans était inlassablement présenté comme l'ultime responsable de la permission de sortie accordée, dans l'État du Massachusetts dont il était le gouverneur, à un condamné de race noire qui en avait profité pour violer une femme blanche et commettre un nouveau meurtre. Les publicités politiques négatives à la télévision existaient avant que M. Bush ne devienne président. Mais celui-ci leur a donné une ampleur inquiétante.

Avec l'aide de M. James Baker, son ami et partenaire de tous les jours, chef d'orchestre de cet effort de dénigrement tous azimuts de dernière minute, le président sortant a donc récidivé. Tout est mis en œuvre pour effrayer l'électeur et salir M. Clinton et son collègue, M. Gore. Les deux candidats démocrates ont jusqu'ici refusé de s'abaisser à ce niveau, et poursuivi une campagne « classique » et positive axée sur ce qu'ils entendaient faire de l'Amérique après leur victoire. Ils ont cependant, eux aussi, adopté un ton plus acerbe. « Ce qui est dingue », c'est le chômage qui augmente et les revenus qui diminuent », a riposté vendredi M. Clinton, résumant ainsi l'adversité contre son adversaire.

CE que l'affrontement a perdu en dignité, il ne l'a pas gagné en clarté. L'écart entre M. Clinton et M. Bush a nettement diminué, et n'est plus en moyenne que de cinq points. Mais le candidat démocrate est toujours en tête, dans tous les cas de figure de cette élection triangulaire, car il faut évidemment tenir compte des voix qui se porteront sur M. Ross Perot. Les sondages ne sont d'ailleurs pas tous établis selon les mêmes critères, et leur marge d'erreur est estimée à 4 %.

Le seul signe réconfortant pour la démocratie américaine, qui en a vu d'autres, est fait de deux siècles, est la progression annoncée du taux de participation.

Les derniers sondages montrent que l'écart entre M. Clinton et M. Bush a diminué et n'est plus en moyenne que de cinq points, même si le candidat démocrate reste favori. Le niveau du débat politique a également baissé en raison des attaques personnelles, au ton fort peu châtié, du président sortant contre M. Clinton. Cette fin de campagne, avant le scrutin du 3 novembre, est marquée par les publicités négatives à la télévision.

Tir de barrage

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Percé sur la branche d'un arbre mort, l'oiseau de proie observe, solitaire, un paysage dévasté baignant dans une lumière blafarde. Sur cette image lugubre s'achèvent les trente secondes d'un film publicitaire en noir et blanc dénonçant - commentaire « off » à l'appui - quelques-uns des méfaits prétendument commis par M. Bill Clinton en Arkansas, État dont il est gouverneur depuis douze ans. Alors s'inscrit sur le petit écran le dernier des slogans concoctés par les stratèges républicains : « L'Amérique ne peut pas prendre ce risque ». Le message est aussi limpide qu'outrancier : élire le candidat démocrate conduirait le pays au désastre. Aux États-Unis, les candidats à la présidence bat-

tent la campagne jusqu'au dernier soir, et la presse publie des sondages jusqu'à la veille du scrutin. Les fins de bataille électorale y sont donc propices, plus qu'ailleurs, aux attaques personnelles et aux assauts douteux. A quatre jours de l'échéance, il n'est plus temps, pour convaincre, d'argumenter. Les programmes ont cédé la place aux slogans, et les critiques aux coups bas.

Dernier épisode de cette guérilla, les démocrates ont saisi, vendredi 30 octobre, l'occasion d'un rebondissement de « l'irragate » pour mettre en cause la « crédibilité » de M. George Bush. Ancien secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger vient de faire l'objet d'une deuxième inculpation dans cette affaire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER
Lire la suite page 4

M. Tranchant va retirer sa plainte contre M. Tapie

Une transaction financière a été conclue dans l'affaire Toshiba.

Page 20

M. Bernard Attali au « Grand Jury » de « RTL-le Monde »

M. Bernard Attali, PDG d'Air-France, invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

HEURES LOCALES

Anniversaire à Clermont-Ferrand

Un an après avoir donné, puis repris sa démission, le maire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, dresse le bilan de son coup d'éclat. Sa ville venait de perdre plusieurs milliers d'emplois. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise et les services de l'État recensent les atouts de l'agglomération, et tentent de tourner la page.

Lire l'article de MARTINE VALO page 11

DATES

Il y a soixante-dix ans : l'accession au pouvoir de Benito Mussolini

Lire l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 2

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or », « Marché monétaire », « Marchés primaires », « Marché international des capitaux »

Page 19

Le sommaire complet se trouve page 20

Des exportations tardives de produits non chauffés

L'Institut Mérieux impliqué dans l'affaire du sang

L'Institut Mérieux a exporté jusqu'en novembre 1985 dans plusieurs pays d'Europe, du Maghreb, du Proche-Orient et d'Amérique du Sud des produits anti-hémophiliques non chauffés et non testés pour le virus du sida. Cette pratique commerciale, autorisée par un visa d'exportation du ministère de la Santé, était en totale opposition avec les mesures sanitaires prises dès l'été 1985 par le gouvernement pour faire face à l'épidémie de sida.

La révélation de l'exportation tardive, par l'Institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc), de produits anti-hémophiliques non chauffés et non testés vis-à-vis de l'infection par le virus du sida apporte un nouvel élément dans l'affaire du sang contaminé. Ces exportations témoignent à nouveau des dysfonctionnements du système transfusionnel français.

Cela vient aussi illustrer les dramatiques insuffisances des autorités sanitaires de tutelle. Dans un entretien au Monde, M. Alain Mérieux, qui reconnaît les faits, plaide pour la mise en place dans ce domaine d'un strict contrôle de l'État.

Lire page 9 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUËL, ainsi que l'entretien avec M. Alain Mérieux.

M. Fabius demande un « jury d'honneur »

Dans un texte adressé au Monde, M. Laurent Fabius, refusant tout « privilège de juridiction », demande une réforme de la Constitution pour que les ministres puissent être poursuivis et le cas échéant, jugés dans des conditions ordinaires. Sans attendre cette réforme, l'ancien premier ministre réclame la création d'un « jury d'honneur » sur des éventuelles responsabilités dans l'affaire du sang contaminé.

Lire le point de vue du premier secrétaire du PS page 8

Guatemala : en attendant Rigoberta Menchu

Le retour d'exil du Prix Nobel de la paix n'est pas souhaité par l'armée

SANTIAGO-ATITLAN

(Guatemala)

de notre envoyé spécial

« Souriez... Colgate vous souhaite la bienvenue ! » En plein cœur du pays maya, à l'entrée des villages qui s'élèvent le long du lac Atitlan, à 1 600 mètres d'altitude, on s'attendait plutôt à voir des banderoles félicitant la Guatemalteca Rigoberta Menchu pour son prix Nobel de la

paix... Pas un seul portrait ni même une simple allusion à la dirigeante indienne sur les murs de San-Luca-Tolimán ni de Santiago-Atitlan, où les slogans de la dernière campagne électorale se mêlent aux panneaux publicitaires de Pepsi-Cola et de son dérivé concurrent.

« Vous n'avez pas célébré le prix décerné à Rigoberta Menchu ? » La question fait sourire le maire de Santiago-Atitlan,

M. Salvador Ramirez, un petit gros jovial, visiblement satisfait de lui. « Cela nous a fait plaisir parce qu'elle appartient à notre peuple, dit-il, mais elle ne représente rien chez nous, d'autant qu'elle a vécu surtout à l'étranger. » La lauréate fait partie du groupe quiché, établi un peu plus au nord.

BERTRAND DE LA GRANGE
Lire la suite page 4

Humeurs de fumeurs

L'application des mesures antitabac, dimanche 1^{er} novembre, fait jaser la France



par Laurence Folléa

Dernière ses lunettes, un sourire fendu jusqu'au nez, Monsieur Arsène, le patron du Médéric, s'insurge : « On va pas mettre trois bouts de scotch sur le zinc ! D'un côté les fumeurs de blondes, de l'autre les amateurs de brunes, et au milieu, les non-fumeurs ! Monsieur Arsène plaisante. Son bistrot fait face au siège parisien de la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, discothèques (CFHRCO), où l'on ne parle plus, depuis des mois, que « du détartré ». Il a donc bénéficié le premier des informations distillées par l'organisation syndicale à ses adhérents. Une petite brochure carrée sur « l'art et la manière d'appliquer la loi », où sont présentés les futurs pictogrammes non-fumeurs et fumeurs (des éléphants verts et bleus), circule dans tous les établissements.

Lire la suite page 9

POINT

La législation antitabac, page 10

La dame de Vétheuil

Avec Joan Mitchell, décédée le 30 octobre à Paris, disparaît un grand peintre inclassable et puissant

par Geneviève Brérette

Un beau peintre vient de mourir. Joan Mitchell avait le geste large, violent, qui balayait l'espace indécidable de ses tableaux aux couleurs d'herbe juteuse, de lils frais, de neige pétrifiée, de feux de bois, de fagots, de buissons, selon l'humeur plus qu'au rythme des saisons.

Elle n'avait pas besoin de spectacles d'exception pour ouvrir, d'ailleurs à bonne distance de la nature, concentrée sur le chaos de ses sensations plutôt que sur l'aspect du tas de feuilles tombées dans son jardin, à deux pas de chez Monet. Elle contrôlait ses pulsions, accordant sa folie à l'intensité de sa palette, échangeant un poids d'angoisse contre du noir en flaque, en barre ou en traînée, transformant ses joies en mille accents typiques. L'important était le spectacle de la peinture, quelle qu'elle soit, voire gran-

diose, et organisait volontiers en diptyques, ou triptyques. Joan Mitchell n'aimait pas les étiquettes qui la raccrochaient aux grands wagons de l'histoire de la peinture moderne. Elle avait raison. Son œuvre y échappait. La faire pencher vers l'impressionnisme, en citant par exemple les *Nymphéas*, c'est gommer les incises américaines de l'artiste, ses débuts dans les parages de De Kooning, ou de Kline, où elle a appris à gérer de grands formats et à libérer ce que, faute de mieux, on peut appeler de l'énergie. Ne voir en elle que le versant expressionniste, c'est laisser de côté son jardin français, cultivé, dans le souvenir peut-être de la *Sainte-Victoire*. En mélangeant ses poudres à la térébenthine, l'Américaine de Vétheuil visait loin, la peinture pour elle-même, bien au-delà du motif, tout naturellement.

Lire également l'article de HARRY BELLET page 15

SAVOIRS
LE MONDE
diplomatique

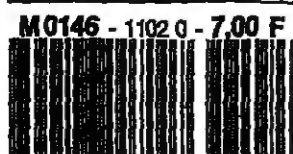
les mers, avenir de l'Europe

PREMIER VOLUME
DE LA COLLECTION
"SAVOIRS"

132 pages
en couleurs
48 francs

POUR UNE
POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Asie, 8,00 TND ; Europe, 2,00 DM ; Amérique, 2,00 US\$; Australie, 2,00 A\$; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,00 CA\$; Espagne, 9 P ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,20 L ; Luxembourg, 12 F ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3,75 F ; Portugal, 170 Esc ; Royaume-Uni, 400 F CFA ; Suède, 16 KSE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

JAVICO 1350

Il y a soixante-dix ans

L'accession au pouvoir de Benito Mussolini

par Marie-Claude Decamps

« **J**e viens tout droit de la bataille », dit d'habitude heureusement sans effusion de sang, y Cet homme en chemise noire fasciste, massif déjà, et le menton volontaire, qui s'incline devant le roi Victor-Emmanuel III, avec un rictus d'émulation, vient bien de remporter une victoire. Mais s'il lui manque quelque soufflé épique, elle n'en est pas moins éclatante, ou préoccupante. Car, ce 30 octobre 1922, en recevant du souverain italien mandat pour constituer le nouveau gouvernement. Benito Mussolini avait accepté, sans le moindre coup d'œil législatif, les allures de dictateur insurrectionnel : tout s'est déroulé selon la procédure constitutionnelle, et il n'a eu qu'à revenir de Milan en wagon-lit pour cueillir une nomination due davantage à la désagrégation de la situation qu'à la faveur d'un coup d'État. Le régime victorien, créé par la crise qu'il a seule, à cette fameuse marche sur Rome lancée trois jours plus tôt.

La marche sur Rome? « Si j'étais voulu, j'aurais pu transformer Rome en bivouac de mes manipules », dira le vainqueur. Et pourtant, qu'en fut-il exactement de cette campagne de mobilisation — et surtout de pression — préparée avec tant de minutie depuis au moins quinze jours, et les pays découpés en douze zones à investir et 30 000 « squadristes » concentrés à la périphérie de la capitale, à Santa Marinella, Monte-Rotondo et Rivoli, prêts à fondre sur elle si on leur refusait le pouvoir? Militairement, disent les experts, elle n'était pas un succès. Elle avait été menée avec beaucoup de moyens, mais sans résultats, à quelques exceptions près, n'ont surtout eu à affronter qu'une pluie battante.

A Rome, le général Pugliese et ses 25 000 hommes bien entraînés n'ont pas bronché. «Après quelques minutes de feu, tout le fascisme s'écroula», aurait lancé Badoglio. Pourtant, c'est le roi qui hésite, recule. Le roi qui, le matin du 28 octobre, justement sous la pression des nationalistes mais surtout des militaires, du général Diaz, de l'amiral Thaon Di Revel, refuse de signer le décret instituant l'état de siège que lui tend le président du conseil, Luigi Facta, homme de confiance du vieux duc, l'aristocrate libéral Giolitti : surtout ne pas opposer les fascistes à l'armée.

Le reste de la journée n'est que tristesse. Luigi Facta va partir, déjà tout est dit. Peu après minuit, Mussolini racroco, furieux, le téléphone : on ne lui proposait que quatre portefeuilles dans le nouveau gouvernement qui doit se former, lui qui, au congrès du parti fasciste à Naples, quatre jours plus tôt, a fait une sortie très applaudie, dans laquelle il déclarait : « On nous a fait des propositions ridicules... Nous n'entendons pas entrer dans un gouvernement par le porte-service... Nous n'entendons pas vendre notre droit d'aînesse pour un miserable plat de lentilles ministériel... Nous voulons devenir l'Etat! ».

La parade des colonnes fascistes

Le 29 octobre, c'est chose faite. Mussolini, nouveau président du conseil provisoire, exige un télégramme du souverain, pour accepter de rentrer à Rome le lendemain. Et les colonnes fascistes trahies de froid ? On les emmène, par la force, à Chiusi, la capitale où les fides défilent le 31 dans la capitale. Le roi lui salue même devant le Quirinal. Comme pour mieux consacrer cette parade symbolique, des journaux d'opposition sont interdits. On brûle le journal satirique *Il Monocello*, le matériel est précipité par les fenêtres. *A Epoca* et *Il Comunista*, des journalistes, dont Togliatti, le futur secrétaire du P.C.I. sont molestés. Les chemises brunes de *Il Vittorioso* et d'autres aires fascistes, se répandent en ville, et certains, raconte un journaliste de la *Stampa* de l'époque, « brandissent des étendards de table brisés comme quand on a vidé le verre ». La liste de condamnés : *« La foule n'approuve ni ne désapprouve »*. Seulement, après-midi du 30 octobre, la foule s'agrandit du fois, en entendant Mussolini crier : *« Je peux vous assurer que dans quelques heures vous aurez non un ministère, mais un gouvernement qui sera le premier à résoudre l'économie qui ont subi la pierre. Les mouvements de doute, les grèves sauvages lancées par le mouvement socialiste, dont le désastreux résultat a été la mort de 150 personnes. Il faut immédiatement trouver un chef, bientôt*



**30 octobre
1922 :
Mussolini
(au centre)
est chargé
de former le
gouvernement
par le roi
Victor-
Emmanuel III.**

un Duce ? Des grands capitaines d'entreprise à la bourgeoisie inquiète des échecs libéraux, on envie de le croire, de gommer certains effets géants du fascisme, d'oublier par exemple qu'il y eut quand même au cours de cette « marche » inutile sept morts et dix-sept blessés dans le quartier ouvrier de San-Lorenzo à Rome. Comme on préfère ne pas trop penser non plus aux coups de main sanglants des « squadristes » dans les usines et contre l'extrême gauche, à Bologne et Ferrare notamment, durant l'hiver 1920.

**Dans trois ans
la dictature...**

Le fascisme, après tout, n'est-ce pas, sinon le moindre mal, du moins le seul moyen d'assainir un peu ? Une attitude d'approbation par défaut, qui se reflète à l'étranger, en France notamment où, passé le premier moment de stupeur, l'apparente modération de Mussolini rassure : n'a-t-il pas donné l'ordre aux milices de désarmer, tandis que des placards affichés partout proclament : « Tout conflit est inutile et dommageable pour le fascisme. Mussolini a été nommé premier ministre, donc tout acte contre les institutions du gouvernement sera un acte de rébellion ».

contre Mussolini ? Lui-même n'explique-t-il pas : « La violence n'est pas pour nous un système, ni un esthétisme, encore moins un sport, c'est une dure nécessité » ?

Et le journal le Temps d'écrire le 3 novembre, sous la plume de son correspondant à Rome : « Je puis assurer que M. Mussolini a été très mécontent des agitations parfois violentes auxquelles se sont livrées quelques groupes fascistes, malgré ses ordres formels... » Le Figaro, lui, expose le thème du « révolutionnaire converti » qui a reconnu « la vanité de l'internationalisme, enfant bête du militarisme prussien ». Il faudra attendre un peu pour que le mot de Paul-Boncour, « César de carnaval », fasse fortune.

En attendant, à quoi pense-t-il, ce 30 octobre, Benito Mussolini, ce fils d'ouvrier de la Romagne, nourri de Marx, de Proudhon, de Nietzsche et de Sorel, pétri du souffle épique de la guerre « aussi nécessaire à l'homme que la maternité à la femme », directeur du *Popolo d'Italia* et surtout déjà Duce *de facto* et avant la lettre d'un pays à la dérive qui l'accablent ?

Dans trois ans, en décembre 1925, sera établie la dictature fasciste, «*Tout dans l'Etat, rien hors de l'Etat, rien contre l'Etat*». Quel chemin parcouru, depuis ce

23 mars 1919, où, dans une salle de la place San-Sepolcro à Milan, prêtée par le Cercle des intérêts industriels et commerciaux, ont été créés les Faisceaux italiens de combat, formés d'une majorité venue des anciens Faisceaux d'action révolutionnaire - un nom cher à la tradition insurrectionnelle italienne mais aussi des anarcho-syndicalistes, des conservateurs bon teint et des « arditi », ces officiers à la tête chaude.

Devant l'assemblée hétéroclite qui agite des pensées utopiques, Mussolini dira : « Nous les fascistes n'avons pas de doctrine préconstruite. Le fascisme est pragmatique, il n'a ni a priori ni but lointain. » Du pragmatisme, il lui en a déjà fallu, ne serait-ce que pour changer de cap en octobre 1914, où, fustigant les « spectateurs passifs de la guerre », il appelle, dans *Avanti!*, à un engagement des socialistes aux côtés des Alliés, ce qui lui vaut d'être chassé du journal, puis du mouvement socialiste aux cris de « Traître, Judas ».

Du pragmatisme, il lui en faudrait encore lorsque, battu aux élections de 1919, *Avanti!*, justement, écrit ironiquement qu'on a « *repêché, dans le canal qui traverse Milan, son cadavre en état de pure réaction* ». Sa chance, Mussolini la trouve pratiquement en 1920, au

lendemain d'une vague d'agitation ouvrière qui, à tout prendre, lui préférer aux classes dirigeantes une certaine subversion fasciste au danger d'une révolution « bolchevique ». Surtout si ce danger fasciste semble temporaire. Et d'aucuns, Giolitti en tête, se flattent sans doute de pouvoir récupérer le mouvement insensé. Enfin, deuxième petit coup de pouce de l'histoire, l'échec de l'agence antipolice des « poètes-perruques » d'Antonio Fiume et de Mussolini de récupérer la clientèle « d'arditi » du « Comandante », et de jouer enfin les premiers rôles. Au soir du 29 octobre, il lui enverra un long télégramme dans lequel il parle de « noire triomphe », dédiée « à vous, pour vous ».

Désormais sorti du règne du « manganello (le gourdin) et de l'huile de ricin », comme l'a écrit l'historien Pierre Milza, pour réduire et surtout humilier l'adversaire, le fascisme, passé sa phase d'« assainissement du pays », s'apprête, pour le rêve et surtout pour le pire, à se confondre avec vingt ans d'histoire de l'Italie.

Soixante-dix ans plus tard, dans une Italie en proie à une crise économique sévère, à la corruption, à la crise morale aussi, dont les principaux partis affaiblis sont profondément affectés, comment ne pas être tenté par une double lecture, tant le présent évoque les troubles du passé ? Et la presse italienne ne s'en est pas privée, qui, évoquant cette « marche sur Rome », a tenté de redistribuer les rôles.


Mais de qui avoir peur cette fois ? Des quarante mille néofascistes nostalgiques, venus derrière la petite-fille du Duce défilier, l'autre jour, sous le trop fameux petit balcon de la ville ? Ou de ceux qui, dans la soirée de ce samedi, ont voulu se faire entendre ? Benito hurler contre « l'Etat cheminot », l'Etat pasteur, l'Etat assureur » ? De plus, n'a-t-il pas menacé lui aussi de faire sa « marche sur Rome » ? Marcher, dit-il, en compagnie de ses amis, vers la « capitale du lin (je parle de la roupie de sansone) ». Mais la comparaison s'arrête là, du moins en l'Etat actuel, car, fût de toutes les contestations, le gros des ligues, surtout canalisé par le PNF, n'a pas le pouvoir pour faire un jour une « rue violente ».

En attendant, Umberto Bossi n'est pas Mussolini. Et si l'on reconnaît au Duce un rêve unitaire, celui d'avoir voulu créer, conscience nationale pour, enfin, comme disait Massimo D'Azeglio, « à présent que l'Italie est faite, faire des Italiens », le projet du « Senatur » va à l'enverse : fédérer une multitude de peuples, de nations, de tribus, de clans, de clans, de clans sur Rome — le souvenir de l'ancienne, la menace d'une nouvelle, — à soixante-dix ans de distance, seule la pluie aura été au rendez-vous.

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE LAFFITTE,
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BELVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 49-60-30-10
 Télex : 261.311 F

Édité par la SARI, le *Monde*
 Durée de la société ;
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du *Monde* ».
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du *Monde*.
 Le Monde-Entreprises.
 M. Jacques Lesourne, gérant.


Le Monde
PUBLICITE
S.A.
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tsafiri
15-17, rue du Colonel-Ferre-Avin
75007 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-73-71
Téléx : MONU 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Sa.

 Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
dessin, photographie, etc.

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS vols transatl. CEE
3 mois ...	536 F	572 F	790 F
6 mois ...	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an ...	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Adresse : _____

 Code postal : _____
 Localité : _____
 Pays : _____

*S'assurer avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.*

PP. Paris RP 221 M2 02

Le Monde

Édité par le SAAR, Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lassaut, président
Jean-Louis Luchini
Bruno Pons
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédaction en chef
Jean-Marie Colombetti
Robert Solé
présent au directeur
de la rédaction

Yves Agnès
Jacques Amaric
Thomas Fereczi
Philippe Hermand
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Burgin-Méry (1944-1959)
Jacques Foccart (1959-1982)
Jean-François Jourd'heuil
André Fontaine (1982-1987)

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

BERNARD
ATTALI

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL LE MONDE

ANNEE PAR ANNEE
REVELEZ LE MONDE

LE MONDE
EN DIRECT

RTL

AMÉRIQUES

Les élections aux États-Unis :
tir de barrage

Suite de la première page

Aux termes de celle-ci, M. Bush, alors vice-président, aurait, dès janvier 1985, participé à une réunion à la Maison Blanche au cours de laquelle aurait été discutée la livraison d'armes à l'Iran, en vue de récupérer les otages américains détenus au Liban. Une allégation que le président a, jusqu'à présent, toujours démentie.

L'initiative de cette escalade était revenue sans conteste à M. Bush. Pendant des semaines, le président sortant, très à la traîne dans les sondages, a manqué de punch, comme s'il s'était résigné, en son for intérieur, à la défaite. Mais, depuis quelques jours, tous les pronostics indiquent que M. Bush a particulièrement renoué son handicap. L'écrit moyen qui le sépare de son rival démocrate avoisine, d'une enquête à l'autre, 5 % des suffrages. Selon un sondage commandé par la chaîne CNN à l'Institut Gallup et publié vendredi 30 octobre, le président talonnerait désormais son adversaire, avec seulement un point de retard (40 % contre 41 %). Un autre sondage, qui devait être publié pendant le week-end par l'hebdomadaire *Newsweek*, donne sensiblement les mêmes chiffres.

Ayant le vent en poupe, M. Bush a déclenché un véritable tir de barrage contre M. Clinton, néanmoins toujours favori. Ses discours publics s'efforcent d'invectiver ou la mauvaise foi - monnaie courante en politique - se mêle au mauvais goût, rappelant les procédés peu glorieux utilisés en 1988 contre le candidat démocrate, Michael Dukakis.

Extraits de ce florilège d'une journée électorale de M. Bush dans l'Etat du Michigan : « Mon chien Millie en sait plus sur la politique étrangère que ces deux zigotos » (Bill Clinton et son collègue Albert Gore) ; « Vous savez pourquoi je l'appelle M. Ozone ? (Al Gore, spécialiste des questions d'environnement) ? Parce que ce type est tellement extrême, en matière d'écologie qu'il force de vouloir pro-

duire les chouettes, il va mettre tous les Américains au chômage ». Et de fustiger l'impudence de Bill Clinton qui a déjà « pris les mesures du bureau ovale » (de la Maison Blanche) pour « y installer de nouveaux rideaux ».

Soucieux de ne pas donner prise aux attaques personnelles, qu'il tient pour des manœuvres de diversion visant à occulter le bilan



économique de son adversaire, le candidat démocrate a longtemps refusé de se laisser entraîner dans une joute de bas étage qui rabaisse le débat électoral à son degré zéro. Mais il s'est finalement résolu à riposter. « Cette homme (George Bush) n'a aucune conviction. C'est un type qui dirait n'importe quoi pour se faire dire ».

En personnalisant à l'extrême, en cette fin de campagne, le combat présidentiel, en enfonçant sans cesse les mêmes gros clous d'une propagande qui exprime le mépris de l'adversaire quand elle ne frise pas la calomnie, l'objectif des républicains est clair : semer le doute

dans l'esprit des Américains sur les qualités de « caractère » de M. Clinton. Le candidat démocrate, répète-t-on à satiété dans le camp de M. Bush, est un homme peu crédible, à qui on ne peut faire confiance. L'expérience acquise comme gouverneur de l'Arkansas - un Etat pauvre et peu peuplé - ne le prédispose en rien à commander à la Maison Blanche. D'autant, ajoutent les républicains, qu'il pratique le double langage dans le souci de plaire au plus grand nombre.

Ce dernier reproche est sans doute le plus fondé. D'un bout à l'autre de sa campagne, M. Clinton a calé tout à tour - ce qui est après tout de bonne guerre - les

secrètes de l'isolement, leur crainte d'un alourdissement de l'impôt l'emportera sur leur désir - tout aussi vif - de changement.

D'ici au 3 novembre, le glorieux inconnu du sport électoral continuera d'alimenter les inquiétudes des états-majors républicain et démocrate autour de plusieurs inconnues. La participation au scrutin sera-t-elle, comme on le pressent, plus importante que par le passé ? En faveur de quel camp les nouveaux inscrits, en grande majorité des jeunes, feront-ils pencher la balance ? Au profit de qui les indécis - au moins deux électeurs sur dix - se décideront-ils ? Dans quelle proportion les partisans du candidat indépendant Ross Perot choisiront-ils, en dernière instance, et selon un réflexe classique dans une compétition triangulaire, de « voter utiles » ?

Soucieux - eux aussi - de maximiser l'utilité de leur fin de campagne, M. Bush et M. Clinton consacreront, en bonne logique, leurs ultimes efforts aux Etats les plus litigieux, ceux que le président veut maintenir ou voir revenir dans le giron républicain, et ceux que le gouverneur de l'Arkansas souhaite attirer dans le camp démocrate. Le vote présidentiel - on l'oublie trop souvent en Europe - est un scrutin national indirect qui se joue Etat par Etat.

Pour les démocrates, l'élection arrivera à point nommé. Ils viennent de demander la permission d'emprunter 1 milliard de dollars pour « booster » leur campagne. « Ils sont fauchés », a ironisé M. Frederic Malek, le patron de la campagne républicaine, en se gausant de Bill Clinton « incapable de bien gérer l'argent fédéral ». Seul Ross Perot continue sans barguigner d'employer chaque jour 2 millions de dollars sans le moindre espoir d'en être récompensé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

« Rectificatif. - Dans notre article paru le 24 octobre sur la criminalité aux Etats-Unis, intitulé « David, Goliath et les armes à feu », il fallait lire, dans le premier paragraphe, Wisconsin et non Wyoming, comme il était écrit par erreur.

Guatemala : en attendant
Rigoberta Menchu

Suite de la première page

Le maire, lui, comme les 35 000 habitants de la commune, est tumbal et s'exprime dans une langue différente. Au-delà de la différence ethnique, M. Ramirez reproche surtout à M^{me} Menchu de mener son combat à l'extérieur (elle vit en exil au Mexique depuis 1981) et d'affecter que de brefs séjours au Guatemala ces dernières années.

Ne serait-il pas risqué pour elle de revenir définitivement dans son pays, ses parents et un de ses frères ayant déjà été assassinés par l'armée au début des années 80 ? « Nous sommes tous logés à la même enseigne », répond-il sans hésiter. « A moins qu'elle ait des choses à se reprocher - a-t-elle vraiment des liens avec la guérilla comme l'affirme le gouvernement ? - elle devait avoir le courage de venir lutter au Guatemala pour rétablir la paix dans le Quiché, comme nous l'avons fait pour nous débarrasser de l'armée et nous avons dû payer un lourd tribut pour y parvenir : en dix ans, l'armée a tué des centaines de personnes dans notre communauté, jusqu'au massacre de treize innocents le 2 décembre 1990. »

Les photos des victimes et des nombreux « disparus » couvrent les murs du bureau du maire. « Pour justifier sa présence chez nous, l'armée avait inventé une guérilla qui n'a jamais existé. Les militaires se comportaient comme des criminels et extorquaient les commerçants quand ils ne les assassinaient pas dans des embuscades. Le mois prochain, la population de Santiago Atitlan célébrera le deuxième anniversaire du départ de l'armée, obtenu de haute lutte, avec l'appui de la communauté internationale. « Nous vivons désormais en paix, constate le président du comité de sécurité et de développement, M. Manuel Sisay. Ce qui a permis de relancer l'économie locale. » Les touristes sont en mesure de nous défendre sur la scène internationale. « C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui dans la même situation que la France après l'indochine et l'Algérie : nous avons gagné sur le plan militaire, mais nous avons perdu la bataille politique. »

instincteur milite pour la réunification du peuple maya et rejette les « institutions occidentales imposées » à son peuple. « On veut, dit-il, recréer nos institutions politiques et religieuses, sans que cela provoque une rupture avec les ladinos (la minorité non indienne qui dirige le pays). En ce sens, la reconnaissance internationale accordée à Rigoberta Menchu aura peut-être des effets positifs en obligeant la minorité au pouvoir à tenir compte de nos revendications. »

C'est justement ce qui fait peur aux « ladinos ». L'attribution du prix Nobel à une « va-nu-pied », qui fut domestique dans une maison de riches et se proclame « chrétienne révolutionnaire », a de quoi perturber la minorité raciste au pouvoir. Dans un premier temps, ce fut la panique et la confusion la plus totale. Le président Jorge Serrano finit par recevoir très froidement, le 18 octobre, la lauréate, qui eut le front de le lui faire remarquer : « Je ne cache pas mes divergences politiques avec Menchu », a confirmé le chef de l'Etat qui, sans le dire ouvertement, lui reproche d'avoir prêté l'usage de la violence. M. Serrano l'a néanmoins invitée à participer aux pourparlers de paix destinés à mettre fin à trente ans de guerre dans le pays. Les militaires, eux, seront les dents : après avoir déclaré que Rigoberta Menchu n'avait pas les qualités morales d'un prix Nobel, le porte-parole de l'armée, le capitaine Julio Yon, a été contraint de baisser le ton pour ne pas aggraver l'isolement du Guatemala, d'autant plus que l'ambassadeur des Etats-Unis n'a pas hésité à recevoir Rigoberta Menchu.

« La médiation de Rigoberta depuis quelques années est une attitude juste et digne par la guérilla dans le cadre de la campagne internationale menée contre nous », affirme le capitaine Yon. Fausse de ressources, nous n'avons pas été en mesure de nous défendre sur la scène internationale. « C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui dans la même situation que la France après l'indochine et l'Algérie : nous avons gagné sur le plan militaire, mais nous avons perdu la bataille politique. »

BERTRAND DE LA GRANGE

ASIE

JAPON : la crise politique

La faction la plus importante du Parti
libéral-démocrate est menacée de scission

La confirmation, le 22 octobre, de M. Keizo Oguchi dans les fonctions de président du clan Takeshita, le plus important par le nombre du Parti libéral-démocrate (PLD), met fin, momentanément, à l'une des plus âpres luttes pour le pouvoir qu'ait connues le camp conservateur depuis la succession du premier ministre Sato, il y a vingt ans.

TOKYO

de notre correspondant

Coalition de clans plus que parti véritable, le PLD, qui domine la scène politique depuis 1955, a confirmé par cette bataille interne que ses pratiques n'avaient pas changé. La réorganisation du clan Takeshita ne doit rien aux options politiques, et les longs conciliabules auxquels elle a donné lieu se sont déroulés, comme à l'accoutumée, en champ clos, loin des regards et à l'abri de tout contrôle démocratique.

Pour l'instant qu'elle puisse paraître, cette lutte, qui se poursuit en sourdine, est loin d'être anecdotique au regard de la situation politique : le clan Takeshita dépasse en nombre de parlementaires le premier parti d'opposition, le PFI, et détient quatre ministères ainsi que le poste de secrétaire général du PLD, c'est-à-dire de « grand argentier » du parti majoritaire. Tout remaniement de cabinet, à commencer par la désignation d'un premier ministre, passe par lui.

Cette stabilisation temporaire donne un peu d'oxygène à l'actuel chef du gouvernement, M. Miyazawa, dont la popularité est à nouveau au plus bas et dont le silence, au cours de ces semaines, est symptomatique d'une réelle impuissance. Fortement ébranlé par la disgrâce de son ancien président, M. Shin Kanemaru, arbitre des coulisses du jeu politique, impliqué dans le scandale Sagawa Kyubin, le clan Takeshita reste

menacé de scission. Sa fragile unité risque d'être remise en cause à la suite de l'abdication de l'ex-premier ministre Takeshita par le Parlement sur ses liens avec le pègre. D'autant plus que cette guérilla a lassé les électeurs : l'apparition de sous-clans.

Rivalité
de générations

L'opposition à M. Oguchi est représentée par l'un des jeunes têtes, M. Ichiro Ozawa, ancien secrétaire général, qui s'oppose toujours à la désignation du nouveau président. Son ambition serait, à la faveur d'une scission, d'opérer une ouverture en direction des partis centristes pour former un nouveau mouvement. Une manœuvre qui semble difficile à réaliser. Il est épuisé par le ministre des finances, M. Hata, et son « Forum 21 pour les réformes ». Un autre regroupement s'est constitué autour de M. Kajiya, président du groupe parlementaire conservateur à la Chambre basse. Aucun de ces groupes ne dispose d'une majorité significative.

« Un divorce sans séparation de corps », telle est l'image utilisée par la plupart des commentateurs pour décrire la situation confuse mais dont les grandes lignes sont claires. Cette lutte pour le pouvoir oppose deux générations : celle des « jeunes » (la cinquantaine), regroupés autour de M. Ozawa, qui cherchent à évincer une génération légèrement plus âgée - celle de M. Oguchi, de l'ancien ministre des finances Hashimoto et de M. Kajiya - qui, risque, si elle consolide ses positions à la faveur de la succession de M. Kanemaru, de monopoliser les portefeuilles pour de longues années.

M. Takeshita reste par ailleurs le pivot des réseaux de financement des fonds financiers du clan, c'est pourquoi, bien qu'il n'en soit plus le chef en titre, celui-ci conserve son nom. Et il a réussi à faire placer à sa tête l'un de ses protégés sans ambition, M. Oguchi.

PHILIPPE PONS

LOIN DES CAPITALES

Nakamura,
pays des libellules

NAKAMURA (île de Shikoku)

de notre envoyé spécial

« L'A rivière n'est pas polluée parce que nous sommes loin de tout. » La remarque acerbe du meilleur restaurateur de la ville reflète sans doute une part de vérité. Entre le montagne et la mer, la petite ville de Nakamura (36 000 habitants), à l'extrémité sud-ouest de Shikoku, la plus petite des quatre îles formant l'archipel nippon, est un peu un bout du monde.

Les habitants semblent avoir eu bien conscience de leur isolement qu'une stèle au sanctuaire Ichio rappelle l'ouverture en 1970 de la ligne de chemin de fer reliant la ville à la capitale de la province, Kochi. Sans industrie et sans autre ressource naturelle que son environnement, Nakamura cherche à devenir un centre écologique en conciliant des préoccupations de développement et de préservation de la nature.

La richesse de la région tient à la rivière Shimanto, l'une des plus longues du Japon (192 kilomètres). Sans barrage, à l'abri des dommages causés par les déchets industriels, la Shimanto chemine l'une des eaux les plus pures de l'archipel et offre en amont de Nakamura une nature intacte. Au fil de l'eau, sur des bords escarpés, les pêcheurs répètent des gestes séculaires, lançant à la volée leurs filets aux mailles si fines qu'on dirait un nuage pour attraper des *ayu*, cette sorte de petite truite que le Japonais affectionne entre tout.

« Les *ayu* sont les rois de la rivière », dit M. Kato, qui, à quatre-vingts ans, continue à partir à l'aube lorsque la brume estompe les rives puis, à nouveau, à la tombée de la nuit, pour pêcher à la torche. L'estuaire de la Shimanto donne aussi des algues particulièrement précieuses, accompagnant le riz blanc ou utilisées dans des soupes et qui sont vendues à travers tout le Japon.

La mairie est consciente que la Shimanto, qui attire chaque année des dizaines de milliers de pêcheurs et d'amateurs d'*ayu*, doit être protégée, et elle a distribué des équipements pour la purification des eaux de lessive. Elle cherche en outre à habituer les enfants à préserver la rivière : des livres illustrés de photographies décrivant sa flore et sa faune sont distribués gratuitement dans les écoles.

La nouvelle maire, M. Sunao Okamoto, a été



élu sur un programme original : il envisage de faire de Nakamura un centre de médecine orientale. « L'estuaire de la Shimanto, explique-t-il, ressemble à celui du fleuve Yangtsé, en Chine. Nous pouvons développer la culture des herbes médicinales et organiser un centre de recherches. »

L'environnement,
unique richesse

Le climat et la végétation de la région ont, en tout cas, déjà permis la création d'un musée d'un genre inattendu, consacré aux libellules. Ouvert en 1989, il attire 53 000 visiteurs par an ; pas encore assez pour rentabiliser l'entreprise, mais Nakamura est devenu ainsi le premier sanctuaire au monde pour ces insectes. La libellule est, au Japon, symbolique à plus d'un titre : d'abord, elle est liée à la rivière et rythme les saisons ; elle a été, en outre, dans la mythologie, l'insecte emblématique associé à l'un des premiers rois du Japon - « le pays aux libellules » : Akitsushima, - qui devint une expression poétique consacrée pour désigner l'archipel. Une chanson enfantine populaire a par ailleurs pour thème la libellule rouge (*aka-tombo*).

Construction en bois reposant sur des pilotis plantés au-dessus d'une ancienne rivière, le

musée, qui comporte une impressionnante collection de libellules, non seulement de la région mais aussi du reste du monde, bénéficie de subventions de la municipalité. Il est le fruit de la persévérance de M. Mitsutoshi Sugiyama. « Enfant, raconte-t-il, je passais mon temps dans les rizières à attraper des libellules. Elles étaient innombrables. Puis, il y a une vingtaine d'années, elles ont commencé à disparaître à la suite de travaux de remblaiement et de l'utilisation des pesticides. »

L'adolescent qu'était alors M. Sugiyama décide de se consacrer à l'étude de ces insectes : il parcourt la région pendant dix ans pour en recenser les espèces, puis il constitue une association d'étude de la nature qui réunit aujourd'hui 1 300 membres. Le premier mouvement au monde de défense des libellules était né. Grâce à des contributions volontaires et l'aide du bureau japonais du Fonds mondial pour la nature (WWF), le large son musée et ce parc naturel d'un nouveau genre ont émergé.

La région de Nakamura est particulièrement riche en libellules. Sur les cinq mille espèces connues à travers le monde, on en recense deux cents au Japon, dont soixante-dix-huit vivaient dans l'estuaire de la Shimanto. Aujourd'hui, grâce aux efforts de M. Sugiyama, on compte encore soixante-quatre espèces de libellules sur les 50 hectares autour du musée. Tandis que nous parlons, certains spécimens virevoltent dans l'air, telles de météoriques taches de couleur, jaunes, rouges ou bleus, se détachant sur le vert tendre des rizières avant de se perdre dans des bambous vapoureux. Emportées par un typhon, certaines arriveront jusqu'à Kamohachi.

Pour M. Sugiyama, la préservation de la nature n'est pas incompatible avec le développement. « Mais, paradoxalement, la nature est trop abondante, trop riche, et les habitants ne sont pas encore conscients des risques qu'on lui fait courir. » La municipalité semble avoir compris que l'environnement est l'unique richesse de Nakamura. Jusqu'à un certain point, car elle est aussi en train d'abandonner des collines pour regagner des terrains sur la mer. Ils seront consacrés, il est vrai, à la rivière.

PHILIPPE PONS

JAVICO 150

PROCHE-ORIENT

Les différends frontaliers dans le Golfe

Le Qatar tient la dragée haute au grand voisin saoudien

L'émir de Charjah (Emirats arabes unis), Cheikh Sultan Ben Mohamed Al-Kassimi, vient d'entreprendre une mission de médiation entre le Qatar et l'Arabie saoudite en vue de régler le conflit frontalier qui oppose ces deux pays. Parallèlement, le Koweït s'emploie à trouver une solution à ce différend qui empoisonne les relations entre membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Oman, Bahreïn et Koweït.

DOHA

de notre envoyé spécial

« Tout ça, c'est la faute des Anglais », dit-il, plutôt sommaire, ce commentateur d'un dirigeant qatari n'en compte pas moins une part de vérité. C'est, en effet, parce que, en quittant la région du Golfe au début des années 70, les Britanniques n'ont pas tracé les limites de chaque pays. Quelques pointillés esquissent un semblant de lignes de démarcation de part et d'autre desquelles se découpent les noms des États.

Cela n'explique évidemment pas pourquoi, depuis les indépendances, les frontières n'ont pas été bornées par les régimes en place. Il suffit, à cet égard, de prendre une carte établie par la Ligue arabe pour constater qu'il n'y a aucun tracé clair des limites de chaque pays. Quelques pointillés esquissent un semblant de lignes de démarcation de part et d'autre desquelles se découpent les noms des États.

Pour l'émir, Cheikh Khalifa Ben Hamad Al-Thani, « Un arpent de sable est un arpent de sable », rapporte un diplomate en précisant qu'il est introuvable sur les questions de souveraineté. L'affaire est, en tout cas, révélatrice de la malaise qui prévaut derrière la belle harmonie de façade du CCG. Même si ce n'est pas dit officiellement, elle traduit aussi le « bras le long » du Qatar vis-à-vis de ce qui

clandestins et ils vous répondront que la signature, voire la rectification des accords internationaux - dont les accords frontaliers - n'engagent les parties concernées que si ces textes sont appliqués dans toutes leurs clauses », a ajouté le ministre.

En clair, cela signifie que l'accord secret conclu en 1965 par le Qatar et l'Arabie saoudite sur la délimitation de leurs frontières

propose de son conflit avec Bahreïn sur la possession des îles Dal Hawar, Facht Dibel et Qitaa Jarada. Jusqu'à présent, les problèmes se résolvaient plutôt mal par des négociations bilatérales ou dans le cadre du CCG ou encore dans celui de la Ligue arabe, deux instances où l'Arabie saoudite est prédominante.

Tout en campant fermement sur leurs positions, les autorités qatariennes, selon des sources sûres, ont donné l'ordre à l'armée aux frontières de ne pas riposter à d'éventuels tirs saoudiens. Mais elles ne se privent pas de valoriser leurs relations, qui ont toujours été bonnes, avec l'autre « Grand » et rival de l'Arabie saoudite dans la région : l'Irak.

Message de soutien des Iraniens

Mardi 27 octobre, Cheikh Hamad s'est entretenu par téléphone avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati. Déjà, peu après le récent incident frontalier saoudo-qatari, le président Rafsanjani avait fait transmettre un message de soutien au prince héritier du Qatar. « Cela n'a pas sans doute pas très loin, commente, rassurant, un homme d'affaires occidental. La géographie est ténue et le voisin immédiat, c'est l'Arabie saoudite ».

« Nos relations avec l'Irak sont excellentes et nous en sommes pleinement satisfaits, dans la mesure où elles sont fondées sur la coopération, le respect mutuel, donc celui de la souveraineté, et sur les principes de bon voisinage, nous a cependant déclaré, à ce sujet, Cheikh Hamad. L'Irak est l'un des pays riverains du Golfe, et la coopération avec lui sert les intérêts de la région ».

Quant aux craintes que font naître les achats massifs d'armes par Téhéran, il se contente de dire : « C'est une affaire qui ne concerne que l'Irak et qui relève de sa souveraineté. Il n'est pas le seul [pays] à s'armer, d'autant que la crise du Golfe a poussé plusieurs États de la région à renforcer leurs moyens de défense ». Enfin, comme pour irriter davantage encore les Saoudiens, le prince héritier a adressé, mercredi dernier, un message... au président irakien Saddam Hussein.

MOUNA NAIM

Les négociations multilatérales à Paris

Des Palestiniens vont être initiés à la gestion des territoires occupés

Ce ne sont pas les idées qui ont manqué à la deuxième session des négociations multilatérales sur le développement économique du Proche-Orient réunie jeudi 29 et vendredi 30 octobre à Paris, mais le chemin est encore long qui conduira à leur mise en application.

Parmi les propositions avancées par le Japon, la CEE, la France, l'Égypte et d'autres délégations, une seule a trait à un avenir plus ou moins proche et pourrait être rapidement applicable : elle a été présentée par les États-Unis et prévoit la formation de cadres palestiniens qui seront chargés de gérer la période transitoire d'autonomie des territoires occupés.

Quant aux autres suggestions - sur les transports et les communications par exemple - le leitmotiv, dans toutes les délégations, est le même : elles sont liées aux progrès dans les négociations bilatérales israélo-arabes qui se déroulent à Washington. Le directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, M. Uri Savir, a quand même noté un « petit pas en avant » en soulignant qu'il est quand même très important de voir ce que la paix peut donner de chaque côté.

« Il est primordial d'explorer les thèmes de la coopération économique régionale », avait une parole les pourparlers bilatéraux, ont affirmé pour leur part les délégués palestiniens. Cela ne les a pas pour autant empêchés de prendre part

aux discussions et leur a permis de marquer un point : les participants ont confié à la Banque mondiale le soin d'établir un rapport sur la situation économique au Proche-Orient, ce qui inclut pour la première fois les territoires de Cisjordanie et de Gaza occupés par Israël. La Banque mondiale ne traite généralement que de la situation des États.

Pour le président de séance, M. David Gore-Booth du Foreign Office, la rencontre était « réussie » parce que « toute réunion qui amène à une même table Arabes et Israéliens est un succès », dans un processus où les progrès « sont mesurés au millimètre », et aussi parce qu'en imaginant « ce à quoi peut ressembler un Proche-Orient pacifié », elle ne peut que stimuler les pourparlers israélo-arabes de Washington.

Un flux diplomatique continue d'être entretenu sur la composition de la délégation palestinienne. Mal à l'aise, M. Zein Mayassi a expliqué qu'il ne conduisait cette délégation que « pour cette seule session », le chef en titre, M. Youssef Sayegh, membre du Conseil national palestinien (le « Parlement » de l'Olp), « étant souffrant ». Or, c'est à la condition qu'aucun membre du CNP ni aucun résident de Jérusalem-Est ne soit présent qu'Israël a accepté de participer à ce groupe de travail sur le développement économique régional.

M. Na.

Dans le Kurdistan irakien

L'armée turque a lancé une nouvelle offensive contre les rebelles du PKK

Quelques heures après que les rebelles kurdes du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien eurent accepté de déposer les armes, l'armée turque a pénétré vendredi 30 octobre sur cinq axes dans le nord de l'Irak, a affirmé l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens, M. Jalal Talabani, qui a demandé le retrait « immédiat » des troupes turques.

Cette deuxième offensive en moins d'un mois inquiète les responsables kurdes irakiens, qui ont

pris contact avec plusieurs pays pour qu'ils demandent à Ankara de mettre un terme à cette « violation de la souveraineté irakienne », a déclaré M. Talabani.

Selon M. Farhat Oskani, frère du chef du PKK, les rebelles kurdes turcs doivent, conformément à un accord signé avec les Kurdes irakiens, évacuer leurs bases dans le nord de l'Irak et se soumettre aux autorités kurdes irakiennes. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

L'imam de la Grande Mosquée d'Alger demande l'application de la loi coranique

Lors de la prière hebdomadaire, l'imam de la Grande Mosquée d'Alger, dont le prêche a été transmis en direct par la télévision et la radio nationales, a demandé, vendredi 30 octobre, que toutes les institutions de l'État adoptent la charia, la loi coranique. Faisant allusion aux attentats des « groupes armés » islamistes contre les forces de l'ordre depuis l'instauration de l'état d'urgence, en février dernier, il a souligné que l'application de la charia « fermerait la porte devant les actions individuelles ».

A son avis, le peuple est prêt à accepter cette loi, malgré les « quelques voix discordantes qui s'y opposent ». L'imam a insisté sur le fait que les combattants de la guerre d'indépendance s'étaient donné pour mission la création d'un État indépendant sous « le drapeau de l'islam ». - (AFP)

BELGIQUE

Démission du ministre des affaires sociales

M. Philippe Moureaux, ministre des affaires sociales (socialiste francophone), a remis sa démission au chef du gouvernement belge, M. Jean-Luc Dehaene, vendredi 30 octobre. Dans une lettre, qu'il a rendue publique, il explique sa décision par la passivité des ministres sociaux-chrétiens devant « les attaques incroyables » dont il a été victime de la part des mutualités chrétiennes. Ces mutualités, particulièrement bien implantées en Flandre, comme le sont les mutualités socialistes en Wallonie,

sont associées au système national de remboursement des soins de santé.

Un projet de M. Moureaux, dont le gouvernement a reporté l'examen, vise à réduire leur rôle au profit des syndicats et du patronat. M. Philippe Busquin, président du PS francophone, a déclaré que la situation était « délicate », mais, vendredi soir, les autres ministres socialistes ne semblaient pas vouloir se retirer du gouvernement. - (Corresp.)

GRANDE-BRETAGNE

Une bombe a explosé près du 10 Downing Street

Une bombe a explosé près du 10 Downing Street, la résidence officielle du premier ministre, dans la soirée du vendredi 30 octobre, sans faire de victime et avec des dégâts matériels minimes. Un tord a été détourné dans le nord de Londres par un ou deux hommes qui l'ont contraint à aller dans le centre de la capitale britannique, puis ont abandonné le véhicule piégé, que le chauffeur a quitté en courant avant que la bombe n'explose. Tout indique que cet attentat est dû à l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui mène depuis plusieurs semaines une campagne de désorganisation de la vie londonienne en multipliant les attentats, le plus souvent avec des engins de faible puissance, qui ont fait tout-fois un mort et plusieurs blessés. La technique du détournement de taxi avait déjà été utilisée pour faire sauter un véhicule au centre de Londres, le 15 juin (le Monde du 17 juin).

M. Major se trouvait dans sa circonscription, à une centaine de kilomètres au nord de Londres, au moment de l'attentat. En janvier 1991, l'IRA avait déjà attaqué le 10 Downing Street, mais cette fois-là au moyen, en provoquant d'importants dégâts matériels. - (AFP, Reuters, UPI)

ITALIE

M. Martelli demande la démission de la direction du Parti socialiste

M. Claudio Martelli, ministre de la Justice et ancien « dauphin » du secrétaire du Parti socialiste (PSI), M. Bettino Craxi, a demandé, vendredi 30 octobre, la démission de toute la direction du parti. M. Martelli a souligné que le « point de force » qu'a longtemps constitué la présence de M. Craxi à la tête du parti « s'est transformé en un problème ». « Nous ne cherchons pas de bon émissaire, a-t-il ajouté devant les dirigeants du parti, nous ne voulons pas de bûcher, mais une prise de responsabilité sévère et collective. Nous devons tous nous présenter démissionnaires dès la prochaine assemblée nationale socialiste », prévue le 20 novembre. Ce n'est, a dit M. Martelli, qu'en nous mettant nous-mêmes en question que nous permettrons à ceux qui se sont éloignés de revenir.

Invocant « une rupture pour construire le futur », M. Martelli a estimé que, avec les partis tels qu'ils sont aujourd'hui, « la démocratie italienne est en train de couler ». Lié depuis trente ans à la démocratie chrétienne, le PSI est aujourd'hui effrayé par la vague de scandales qui secoue le pays et par le renouveau en cause de l'ensemble du système politique. - (AFP)

□ Nouvelle nomination à la tête de la direction nationale anti-Mafia. Le procureur général de la République de Palerme, M. Bruno Siciliani, âgé de soixante-sept ans, a été élu, vendredi 30 octobre, par le Conseil supérieur de la magistrature, à la tête de la direction nationale anti-Mafia (DNA), coordination judiciaire destinée à unifier les enquêtes contre le crime organisé, conque par le juge Giovanni Falcone, assassiné le 23 mai, et qui devait lui être confiée. - (AFP)

LIBÉRIA

L'aéroport de Monrovia a été bombardé

Au sixième jour du siège de la capitale, les troupes du Front national patriotique du Libéria (FNPL) ont bombardé au mortier l'aéroport de Monrovia, vendredi 30 octobre, contraignant la Force onust-électorale d'interposition (ECOMOG), qui défend la ville, à le fermer provisoirement. Deux obus de mortier sont tombés aux abords immédiats de la piste de l'aéroport de James-Spriggs-Payne, à 5 kilomètres du centre-ville, au moment où atterrissait un avion nigérian transportant des renforts de troupes pour l'ECOMOG. Déjà coupée du reste du pays par voie terrestre, Monrovia, dont le port est soumis depuis mercredi au pilonnage des artilleurs du mouvement de M. Charles Taylor, semblait de plus en plus menacée par un blocus total. - (AFP, Reuters)

TUNISIE

Divisions au sein de la Ligue des droits de l'homme

La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), qui avait dû se « dissoudre » le 13 juin dernier, a réuni ses membres, samedi 30 octobre, d'un congrès extraordinaire, destiné à préparer son retour dans la légalité. Le comité directeur sortant, profondément divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du pouvoir, a annoncé ce report après avoir constaté l'échec des discussions tendant à mettre ses statuts en conformité avec les dispositions de la loi sur les associations que le gouvernement avait fait adopter, au mois de mars dernier. Aucune formule de compromis n'a pu être trouvée entre les ailes « dure » et « modérée » qui se partagent les quelque vingt-cinq sièges du comité directeur de la LTDH. - (Corresp.)

EN BREF

□ CANADA : démission du premier ministre de l'île du Prince-Édouard. - M. Joe Ghiz, premier ministre de l'île du Prince-Édouard - la plus petite des dix provinces canadiennes, située à l'est du pays, - a annoncé son intention de démissionner, vendredi 30 octobre, en invoquant des « raisons personnelles ». Au pouvoir depuis 1986 à Charlottetown, le chef du Parti libéral de cette province a précisé qu'il avait préféré attendre la fin de la campagne référendaire sur la réforme de la Constitution canadienne (qu'il approuvait) pour annoncer sa décision. Sa province a voté « oui » à 74 % le 26 octobre. M. Ghiz restera en poste jusqu'à ce que son parti lui désigne un successeur. - (AFP)

□ CUBA : le dissident Sebastian Arcos condamné. - Le tribunal provincial de La Havane a condamné le dissident Sebastian Arcos, vice-président du Comité cubain pour les droits de l'homme (CCDH), à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande ennemie », a annoncé, vendredi 30 octobre, l'agence cubaine Prensa latina. Selon l'agence, l'accusation a présenté plusieurs documents signés par Sebastian Arcos appelant au renversement du système cubain. Agé de soixante et un ans, M. Arcos, incarcéré le 15 janvier, a aussi été accusé d'avoir envoyé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève et à des radios anti-castristes des « informations fausses » sur de présumés cas d'assassinats, de disparitions et de mauvais traitements infligés à plusieurs personnes. - (AFP)

□ SÉNÉGAL : Dakar privée d'eau et d'électricité. - La capitale sénégalaise est privée d'eau et de courant électrique, depuis mardi 27 octobre, à cause d'un mouvement de grève déclenché par le principal syndicat de la compagnie nationale d'électricité, qui réclame le départ du directeur général. Sept syndicalistes ont été arrêtés, vendredi, après la découverte du sabotage d'installations d'eau et d'électricité à Dakar. - (AFP, Reuters)

□ SALVADOR : reprise de la démobilité des guerilleros. - Le

Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) a commencé, vendredi 30 octobre, à démobilité un troisième contingent de 1 860 combattants, a annoncé la guérilla. Interrompue en raison de différends avec le gouvernement, la démobilité complète des rebelles, surveillée par des observateurs des Nations unies, doit s'achever avant le 15 décembre. La guérilla avait, jusqu'à présent, démobilité un peu plus de 3 000 hommes sur un total de 8 500 environ. - (AFP)

□ TOGO : les élections sont reportées. - Les élections législatives, qui devaient se dérouler le 31 octobre et le 14 novembre, et l'élection présidentielle, initialement prévue pour les 6 et 20 décembre, ont été reportées sine die, a indiqué vendredi 30 octobre le ministère de l'Administration territoriale et de la sécurité. Selon les autorités, il est nécessaire de « remettre de l'ordre dans les listes électorales », de nombreuses « lacunes et défaillances » ayant été relevées dans les listes qui ont servi pour le référendum constitutionnel du 27 septembre. - (Reuters)

□ Washington n'a pas pu empêcher la vente de sous-marins russes à l'Iran. - La marine américaine a débloqué le sous-marin d'attaque nucléaire USS Topeka dans le Golfe en prévision de l'arrivée, le mois prochain, du premier sous-marin vendu à l'Iran par la Russie, ont indiqué vendredi 30 octobre des sources militaires à Washington. Selon le Washington Post, l'administration américaine a tenté d'empêcher Moscou de vendre des sous-marins à Téhéran en demandant, sans succès, à l'Arabie saoudite de débloquer la Russie. L'Iran, indique le Post, a accepté de payer 600 millions de dollars pour acquérir deux sous-marins et aurait pris une pour un troisième. - (AFP, Reuters)

Le Monde L'ÉCO

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

POLITIQUE

La controverse sur le « franc fort »

Les centristes condamnent la tentation d'une relance par l'inflation

Le « contre-projet » social de MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, cofondateurs de l'association Demain la France, continue d'alimenter le débat au sein de l'opposition, notamment à propos de la politique monétaire. Invité vendredi 30 octobre sur TF1, M. Pasqua a renouvelé ses critiques à l'égard de la politique du « franc fort », prônée tant par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, que par les principaux dirigeants de l'opposition. Affirmant que « personne n'est pour le franc faible », le président du groupe RPR du Sénat a ajouté : « Nous demandons que l'on revienne à la réalité et à la vérité. (...) Voulez-vous pouvoir maintenir cette société à deux vitesses, et proposer, dans la perspective d'un futur gouvernement, de continuer la même politique d'austérité et de stagnation économique ? »

Répondant à ceux qui reprochent à M. Séguin et à lui-même d'envisager une dévaluation du franc, M. Pasqua a observé : « Il n'y a pas un parti de la dévaluation, prêt à brader l'intérêt national, et d'autres, qui sont des gens

très sérieux, très compétents. Tout cela est grotesque. Dans de telles affaires, il ne doit pas y avoir de tabou. (...) La dévaluation n'est pas un objectif, mais un moyen à un certain moment de provoquer une certaine relance. »

Interrogé vendredi sur France Inter, M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, s'est dit « en désaccord » avec MM. Pasqua et Séguin lorsqu'ils « glissent vers la démagogie en faisant croire que l'inflation peut apporter quoi que ce soit de positif à l'économie de la France. La relance par l'inflation est dangereuse à terme. L'expérience de 1981 l'a confirmée », a affirmé pour sa part M. Edmond Alphandéry, député centriste du Maine-et-Loire, dans un entretien accordé le même jour à la Tribune-Desforêts. Contrairement à M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF qui, dans *Le Figaro* du samedi 31 octobre, souligne que l'opposition « aurait assurément un problème de synthèse si les propositions de MM. Séguin et Pasqua devaient devenir celles du RPR », M. Alphandéry affirme que cette « synthèse » entre les thèses des

deux chefs de file du « non » à Maastricht et celles des autres responsables de l'opposition, « ne sera pas aussi difficile à réaliser » qu'il y paraît.

Les deux élus centristes ont notamment déclaré partager les préoccupations sociales du projet de MM. Pasqua et Séguin. M. Bosson a assuré être « totalement d'accord » avec eux lorsqu'ils rappellent qu'il y a un incendie social, que l'on ne peut pas arriver avec des mesures uniquement et totalement raisonnables et qu'il faut ouvrir une fenêtre d'espérance. « Il faut une gestion sérieuse et lui donner une plus grande ampleur sociale », a-t-il ajouté. Il faut entraîner les gestionnaires de l'opposition vers une ouverture sociale plus grande. « La priorité sociale est aujourd'hui reconnue par l'ensemble de l'opposition », a indiqué M. Alphandéry, qui estime que « la première urgence » pour l'opposition est de « porter remède au grand échec des socialistes qui aura été l'apparition de fractures sociales grandissantes et qui minent la cohésion du pays ».

Le débat sur la cohabitation

« La grève du pouvoir est absurde », affirme M. Séguin

M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, cofondateur avec M. Charles Pasqua de l'association Demain la France, affirme, dans une tribune publiée par le *Figaro Magazine* du samedi 31 octobre, que, dans le cas où l'opposition remporterait les élections législatives, « il serait tout à fait opportun que le président de la République en tire les conséquences et se retire ». Cependant, comme « nul ne peut l'y contraindre », M. Séguin estime que l'opposition doit « s'apprêter d'être et déjà à l'hypothèse de la cohabitation et se mettre en mesure de la réussir pour la France ». « La cohabitation n'est pas souhaitable », poursuit le député des Vosges, mais « la grève du pouvoir est absurde » car « ce type d'opération - les hommes étant ce qu'ils sont - aurait ses « jeunes » et on ne peut refuser d'assumer des responsabilités sous prétexte que le contexte n'est pas favorable ».

Selon M. Séguin, « cela ne veut pas dire qu'il faut cohabiter à tout prix ». « Il est clair, ajoute-t-il, que l'on ne doit accepter la responsabilité du gouvernement que lorsqu'on a les moyens de gouverner ». En conséquence, « pour sortir de la nasse dans laquelle menacent de l'enfermer la conjoncture, les délais et la tactique présiden-

tielle, observe le député des Vosges, l'opposition n'a pas d'autre choix que de dire au peuple ce qu'elle veut faire, où elle veut aller, et d'obtenir un mandat du peuple pour le faire. Qu'elle obtienne ce mandat, et alors elle sera sûre que personne, pas même le président, ne pourra s'opposer à sa politique ».

Dès lors, la cohabitation ne pose pas « le problème des rapports entre le président et la future majorité, mais celui des rapports du peuple et des nouveaux gouvernants ». Cela implique que « une analyse sans jargon de la situation », « il serait un peu court de tout mettre au déshonneur des socialistes »,

« Les Français partagés sur la cohabitation selon la SOFRES. - Selon un sondage de la SOFRES publié dans le *Figaro-Magazine* du 31 octobre et réalisé les 23 et 24 octobre auprès de huit cents personnes, 46 % des Français souhaitent qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives M. Mitterrand continue d'exercer son mandat, tandis que 45 % demandent sa démission et que 9 % sont sans opinion. 35 % des personnes interrogées estiment que le RPR et l'UDF doivent refuser de gouverner tant que M. Mitterrand reste à l'Elysée, 49 % sont d'un avis

contraire et 16 % sans opinion. Selon un sondage IPSOS publié par le *Point* (daté 31 octobre-6 novembre) et effectué du 23 au 26 octobre auprès de mille personnes, 44 % des Français pensent que M. Mitterrand demeurera à son poste, 34 % supposent qu'il provoquera une élection présidentielle anticipée et 22 % ne se prononcent pas. 45 % des personnes interrogées considèrent que la nouvelle majorité RPR-UDF refusera de constituer un gouvernement, 32 % sont d'un avis contraire et 23 % sans opinion.

La préparation des élections législatives

Loiret : l'ancien maire d'Orléans sème le trouble

ORLÉANS

de notre correspondant

Après M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre, qui a annoncé sa candidature, « avec le soutien de l'UDF », dans la première circonscription du Loiret, où elle affronte M^{me} Annie Courat, maire (RPR) de la Ferté-Saint-Aubin et l'actuel secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sauter (PS), maire d'Orléans (le Monde du 21 octobre), M. Jean-Louis Bernard (UDF-radical), ancien maire de la ville, s'est déclaré candidat dans la troisième circonscription, détenue par un socialiste, M. Jean-Pierre Lapeire. Son suppléant sera M. Gérard Lambert (RPR), maire de Chécy.

Le Parti républicain a aussitôt fait connaître son étonnement devant « cette candidature sauvage » et indiqué que « si l'UDF et le RPR n'ont accordé la moindre investiture à M. Bernard ». En effet, lors d'un récent vote, l'UDF a décidé de soutenir dans cette circonscription la candidature de M. Antoine Carré (UDF-PR), maire de Saint-Jean-le-Blanc et ancien parlementaire, par sept voix contre une à M. Bernard. Celui-ci a donc voulu prendre de vitesse M. Carré, qui ne s'était pas encore déclaré publiquement. Toutes ces manœuvres ne font que traduire les divisions au sein de l'UDF du Loiret, toujours mal remises du départ de M. Jacques Dufrénoy, son ancien « homme fort ». L'arrivée de M^{me} Barzach en terre orléanaise ne fait que les accentuer.

RÉGIS GUYOTAT

□ Vaucluse : M. Yves Roussel-Rouard, producteur de cinéma, a reçu l'investiture de l'UDF pour être candidat aux élections législatives dans la deuxième circonscription du Vaucluse, dont le député sortant est M. André Borel (PS), qui se représente. M. Roussel-Rouard, qui exploite depuis trois ans un vignoble à Ménerbes (Vaucluse), est membre du conseil pour l'avenir de la France, une commission d'experts créée par M. Giscard d'Estaing. Il a été, de 1971 à 1976, conseiller municipal de Flamanville (Manche).

□ Marne : mort accidentelle du premier vice-président du conseil général. - Philippe Amelin, maire RPR de Montmirail et premier vice-président du conseil général de la Marne, est décédé vendredi 30 octobre dans un accident de la route entre Montmirail et Châlons-sur-Marne, en heurtant de plein d'un camion au cours d'un déplacement.

zavé le 3 février 1926 à Angoulême, M. Amelin était depuis 1963 député général depuis 1963, député du « non » à Maastricht, il par la d'opposition aux élections sénatoriales de 1992 mais n'avait pas

Au conseil régional de Rhône-Alpes

M. Millon (UDF-PR) s'appuie sur les écologistes pour faire adopter le schéma d'aménagement

Le conseil régional de Rhône-Alpes a adopté, vendredi 30 octobre, son schéma d'aménagement, grâce au vote de la droite et à celui des Verts et de la Génération Ecologie. Le PS, qui, il y a une semaine, avait fait des offres de discussion aux écologistes, a choisi, finalement, de ne pas participer au vote.

LYON

de notre bureau régional

Les urnes de mars dernier n'ont accordé que soixante-quatre sièges, sur les cent cinquante sièges, au conseil régional. M. Millon, président de cette assemblée, pour que l'exécutif puisse faire adopter des rapports avec cette majorité très relative, il a suffi, jusqu'au vote, de l'abstention du PS (25 membres) ou du FN (29 mem-

□ Guyane : poursuite de la grève des crevetiers. - Les pêcheurs-crevetiers guyanais, en grève depuis le 12 octobre, poursuivent leur mouvement après l'échec des négociations en cours avec une mission interministérielle venue de Paris. Un meeting a rassemblé quelque trois cents personnes au port de Livarot, jeudi 29 octobre, tandis que les bateaux restaient à quai. Une séance de travail consacrée à la pêche en Guyane doit avoir lieu mardi 3 novembre à l'hôtel Marigot. Le président du conseil régional, M. Antoine Karam, secrétaire général du Parti socialiste guyanais, revenu à Paris pour plaider l'ensemble des dossiers locaux après la grève générale qui avait paralysé le département du 12 au 17 octobre, a estimé, vendredi, dans une déclaration à l'AFF, que la situation reste dans ce département « très explosive » : « N'importe quel incident peut dégénérer et menacer la paix civile », a-t-il déclaré. La crevette est pour la Guyane ce que la banane est pour la Martinique et à la Guadeloupe. [Les crevetiers veulent, eux aussi, être protégés par les règlements de la Communauté européenne.] Nous ne voulons pas être un peuple de fonctionnaires ou de gens qui tendent la main, nous voulons qu'on nous aide à valoriser nos propres richesses ».

□ Polynésie : deux inculpés emprisonnés en attente. - Les autorités judiciaires devaient transférer à la prison de Fleury-Mérogis, le dimanche 1^{er} novembre, les deux anciens collaborateurs du maire de Papeete, M. Jean Juvenia, écroués depuis le mois d'août en Polynésie française après avoir été inculpés de corruption active et passive et trafic d'influence. [Le Monde du 23 août]. Il s'agit de M. Hiti Tetoe, un ancien conseiller municipal de Papeete, et de M. Pierre Chant, un ancien instituteur reconverti dans les milieux d'affaires et devenu l'un des proches conseillers du maire. Tous deux appartenaient à la formation politique du maire de Papeete, lui-même inculpé d'ingérence. - (Corresp.)

bres). Mais M. Millon tenait à ce que le schéma d'aménagement et de développement de Rhône-Alpes, « le grand dossier » de sa seconde mandature, connaisse un sort plus digne. Il avait confié trois présidences de commission à des écologistes, dont celle de l'aménagement du territoire à un membre des Verts. En ouverture de session, il se déclarait « ouvert à tous les amendements, sauf ceux qui dénatureraient le texte ».

Cinquante ont été déposés et leurs négociations ont fait l'objet de longs débats byzantins. Le texte adopté, les responsables de Génération Ecologie (11 membres) et des Verts (10 membres) se sont déclarés « satisfaits » d'avoir imposé « un peu d'écologie » dans un document préliminaire à la signature du onzième contrat de plan État-Région. Ils ont surtout obtenu que certaines lignes de développement, comme « l'accroissement des flux de circu-

lation » ou la référence à des « équipements structurants », soient gommées du texte initial. M. Millon leur avait ouvert la porte en estimant que « la croissance ne sera plus quantitative mais qualitative ».

Pour autant, ces élus ne souhaitent pas, aujourd'hui, s'engager plus avant avec l'exécutif et attendent des « productions concrètes » dans les décisions budgétaires pour l'année 1993. Il y a une semaine, le groupe socialiste avait proposé des débats publics aux deux groupes écologistes. « Nos convergences paraissent plus importantes que nos divergences », avait notamment expliqué M. Gérard Lindeperg, numéro deux du PS.

Dénouant « le vide » du document, « l'absence de choix », et la rédaction « trop hâtive » de certains amendements, le groupe PS n'a pas participé au vote.

BRUNO CAUSSE

LIVRES POLITIQUES

L A politique se prête aisément à l'exercice rhétorique de la transposition. N'est-elle pas, d'abord, un jeu, celui par excellence de la société ? Elle est aussi une compétition qui appelle les métaphores sportives et militaires, ou, encore, une mise en scène des apparences, qui renvoie au vocabulaire du théâtre, ou, enfin, une alchimie qui permet de combiner les contraires, d'exalter la partie d'un tout et d'en masquer une autre, une science de l'accommodation, ce qui l'apparente à la cuisine.

Ordinairement, la politique ne sort pas à son avantage de cette dernière comparaison, qui, par réciprocité, dessert aussi l'art culinaire, mais la transposition, pour peu qu'elle soit esquissée par un fin dégustateur des deux pratiques, sait se révéler des plus subtiles. Philippe Alexandre, observateur attentif des affaires de la cité, le prouve dans le petit traité qu'il vient de publier sous le titre *Mon livre de cuisine politique*. C'est un ouvrage à déguster plus qu'à dévorer, car il se présente sous la forme d'un glossaire, dans lequel sont recensés et expliqués les divers rudiments de la discipline à travers les usages, ingrédients, recettes et adresses qui sont indispensables à son exercice.

L'auteur ne prétend pas livrer un ouvrage encyclopédique sur la question ni analyser les recettes de la grande politique, déjà assez connues comme cela : il s'intéresse à ces petits secrets, ces tours de main, ce savoir tenu de l'expérience que, comme les chefs de cuisine, les chefs politiques, gardent par-dessus eux. Cependant, il n'est pas de gourmet qui ne s'intéresse dans son

sujet. Aussi le mémorialiste ne se contente-t-il pas de mettre son grain de sel dans la marmite : il y adjoint des poignées de piment et des filets de vinaigre, tant il est vrai qu'on ne saurait entretenir de cuisine et de politique sans juger leurs mérites et leurs trahisons.

Voici comment il décrit un classique de la cuisine politique : « La conviendence se mène à petit feu, de longue main, à l'étouffée, loin des regards et des oreilles, et ne se révèle dans sa splendeur qu'au moment de la servir. » Suit un exemple qui fera grincer les dents des intéressés. L'auteur complète sa démonstration en précisant : « Le consensus est la variante de la conviendence, mais noble, digne, exemplaire : la conviendence est politicienne, le consensus est national, patriotique, présenté avec des drapeaux en garniture ».

Dernière cette description amusée et caustique de la cuisine politique, parce la cuisine renvoie de Philippe Alexandre lorsqu'il ne s'accommode pas de la manière dont on lui sert les plats, ou lorsqu'il les trouve trop indigestes. En particulier, il ne goûte guère dans le régime ce que l'on pourrait appeler le suprême du pouvoir. Dès le début de son traité, il manifeste son agacement devant l'abus de ce « principe de base de la politique mitterrandienne » que recouvre le beau terme d'amitié : « Les citoyens, écrit-il, sont pénétrés du principe de l'immunité absolue des amis du président de la République. » Il y a eu, ajoute-t-il, le temps des copains et des coquins, « avec Mitterrand nous

La gauche après Maastricht

Le débat sur l'Europe n'est pas terminé. Un mois après le référendum sur Maastricht, des tensions du « oui » - MM. Claude Cheysson, député socialiste européen, et Pierre Moscovici, trésorier national du PS - et du « non » - MM. Charles Faurman, chef de file des refondateurs communistes, Philippe Herzog, député communiste européen et président de l'association Confrontations, M^{me} Dominique Voynet, porte-parole des Verts - se sont renouvelés, jeudi 29 octobre à Paris, pour reprendre la discussion.

« Malgré des choix différents face au référendum sur le traité de Maastricht, il y a un champ commun de motivation et de volonté », a rappelé M. Faurman, avant de se féliciter de ce débat qui constitue, selon lui, « un cadre de combat pour le travail démocratique et social ». Tous les participants se sont accordés pour refuser la persistance du clivage entre le camp des « non » et celui des « oui » au référendum et pour

mettre l'accent sur l'exigence d'une Europe plus sociale, même si des divergences subsistent, notamment sur l'union économique et la future monnaie unique. Pour M. Cheysson, « la gauche de l'Europe est qu'elle n'offre pas de perspectives d'emplois ». L'ancien ministre a appelé les syndicats à monter en première ligne, car aujourd'hui, a-t-il dit, « la priorité des priorités est la lutte contre les exclusions ». A entendre les applaudissements, c'est cette question, à n'en pas douter, qui intéressait le plus le public.

M^{me} Voynet, qui intervenait en dernier, a manifesté quelques inquiétudes face aux interventions de ses collègues, qui montraient, selon elle, « une relative incapacité à trouver des solutions concrètes applicables rapidement ». Elle a constaté que la mobilisation a très vite cessé après le référendum et qu'un mois après le couvercle est retombé sur la marmite.

P.-E. B.

ANDRÉ LAURENS

Recettes de cuisine

une solution de rattrapage fondée sur l'intuition, mais qui renvoie aux cas précédents.

A partir de là, la méthode s'utilise comme un jeu de l'oie, suivant des itinéraires parsemés de voies sans issue, de retours en arrière, de déviations, de piques. Une fois qu'il s'est situé dans le cours de la stratégie censée lui convenir, le candidat n'a plus qu'à suivre son cheminement, sans s'embarrasser de ceux conseillés pour les autres cas de figure. Le simple lecteur, lui, gagnera à une lecture copieuse de la méthode, d'abord parce qu'il s'en amusera beaucoup, ensuite parce qu'il y découvrira une excellente satire de l'univers médiatico-politico-branché qui réduit la politique au jeu des apparences.

Les personnages mis en scène, qu'il s'agisse des candidats-types, des membres de leur entourage ou du génial publicitaire, ressemblent à d'authentiques, si l'on peut dire, personnalités publiques, leur langage est celui de la mode dominante (« Nous allons surcommencer ton médiocrisme », leurs déclarations fondées uniquement sur la communication, c'est-à-dire sur l'impression produite. Ce sont les acteurs d'une politique où la recherche des effets importe plus que la défense d'une cause. Au bout du compte, ils font rire, comme en témoignent ces livres et, d'une manière générale, le succès du comique de dérision.

► *Mon livre de cuisine politique*, de Philippe Alexandre, Grasset, 250 pages, 98 F.

► *Comment devenir président de la République en quatre-vingt-dix minutes*, de Jean-Paul Gourevitch, Michel Antoine Burnier et Léon Mercadet, Plon, 246 pages, 89 F.

ILE-DE-FRANCE

Deux jours après leur « évacuation »

Une partie des Africains de Vincennes restent sans logement

Après l'opération d'évacuation de l'esplanade de Vincennes, jeudi 29 octobre, près de 550 Maliens et autres Africains immigrés ont accepté les hébergements provisoires qui leur étaient proposés. Il restait, samedi 31 octobre, un peu plus d'une centaine de personnes à reloger.

Trente-six heures après le départ forcé des Maliens de Vincennes, une centaine de personnes bivouaquaient encore, samedi matin, devant l'hôpital gériatrique Emile-Roux, à Limeil-Brevannes (Val-de-Marne). Ayant refusé d'être hébergés dans des salles communes qui reçoivent habituellement, pour l'hiver, les protégés de l'Armée du salut, elles ont préféré passer une deuxième nuit à grotter autour des braserons. « Nous ne sommes pas des malades, expliquaient-elles, et nous ne voulons pas coucher ici. Donnez-nous des logements ».

Faute d'avoir jamais pu faire le

moindre recensement à l'intérieur du « village africain » de l'esplanade de Vincennes, les fonctionnaires de la préfecture avaient évalué les personnes à héberger à environ 300. A la fin de la journée du jeudi 29 octobre, les cars avaient en réalité emmené 683 hommes, femmes et enfants. Ayant eu vent de l'opération, certaines familles étaient-elles revenues depuis peu dans un camp que l'on croyait à demi vide ?

Nuit sur les trottoirs rue Lamarck

Heureusement, on avait prévu large : 620 lits étaient disponibles sur une douzaine de sites en Ile-de-France et en vingt-deux points de la capitale. Services hospitaliers vides, foyers, baraques de chantier, crèches, hôtels dits de préfecture attendaient les Africains, qui devaient y recevoir, en outre, un repas chaud. Environ 420 personnes ont immédiatement accepté leur nouvel abri pour l'hiver.

Mais plus de 200 autres, qui

étaient en la surprise de se voir proposer une précaire chambre d'hôtel, où il est interdit de cuisiner, ou une salle d'hôpital peu engageante. D'où une cascade de refus qui ont désarçonné les bonnes volontés administratives et même celles d'associations caritatives comme l'Armée du salut.

Ce fut le cas à Limeil-Brevannes où les cars ont déposé 130 personnes, alors qu'on en attendait 75. Les fonctionnaires de la direction des affaires sociales venus sur place n'ont pu convaincre les récalcitrants d'accepter l'hospitalité de l'Assistance publique et, pour les personnes en surnombre, le transfert vers quelques autres centres d'hébergement.

A Paris, autre surprise : une douzaine d'Africains ont dû rester à la porte de la crèche de la rue Lamarck (dix-huitième arrondissement), qui avait accueilli 27 de leurs compatriotes en fonction des places disponibles. Après une nuit sur les trottoirs, les « exclus » ont été rejoints par d'autres familles ayant refusé les chambres d'hôtel retenues pour elles

par la préfecture et qui avaient dormi dans des véhicules.

Dans la soirée du vendredi 30, un nouveau mini-campement d'environ 70 personnes s'était donc constitué rue Lamarck. Les services s'efforçaient de leur trouver un toit dans différents locaux de la capitale. En outre, une centaine d'Africains manifestaient dans la soirée devant le ministère des affaires sociales.

Ces hébergements de fortune ne sont en effet qu'une solution provisoire à un problème qui demeure entier : l'insuffisance de l'offre de logements sociaux face à une demande qui ne cesse de grossir, et cette pénurie n'est pas près d'être résorbée. M^{me} Marie-Noëlle Liemann, ministre chargé du logement, en a convenu. La construction de 90 000 appartements à loyer modéré a été lancée cette année, mais il faudra deux ans pour qu'ils soient prêts à être habités. Les Africains de Vincennes devront encore patienter.

MARC AMBROISE-RENDU

Le projet de Grand Stade de Nanterre

M. Charles Pasqua défend son « Parc de France »

M. Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a présenté, vendredi 30 octobre, les conclusions d'une étude de faisabilité qui préconise la construction du Grand Stade à Nanterre.

Pour M. Charles Pasqua, les conclusions de l'étude de faisabilité commandée à la SEM 92, société qui dépend du conseil général des Hauts-de-Seine, ne laissent guère de place au doute. « Le Grand Stade peut et doit être fait à Nanterre », a-t-il martelé avec une certaine véhémence. Depuis l'attribution de la Coupe du monde de football 1998 à la France et la remise en question du choix de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) comme site d'implantation du Grand

espace vert de 40 hectares, baptisé « Parc de France », sous la forme d'un cratère effondré, dont seul dépasserait le toit amovible et translucide. Une flèche visible de Paris clôturerait l'axe historique. La desserte de ce « stade vert » serait facilitée par la proximité de la future autoroute A14 et de l'A26, de la ligne de RER A, ainsi que par un moyen de transport sur quelques centaines de mètres, un VAL par exemple, qui relierait le site aux parkings de la Défense.

Pour attirer des investisseurs privés, le site de Melun-Sénart ajoute à son éloignement de Paris le handicap de n'être conçu que pour des manifestations sportives. Le projet de Nanterre privilégie la solution inverse : le sport y serait même réduit à la portion congrue. Avec ses gradins rétractables, sa pelouse amo-



Stade, la candidature de Nanterre se trouvait dans une situation paradoxale : celle d'un favori dont on ignorait presque tout.

Jeudi 29 octobre, après l'annonce par M^{me} Bédin, ministre de la jeunesse et des sports, que le premier ministre se donnait jusqu'à la fin novembre pour trancher, M. Rouquet, député-maire (PS) d'Alfortville (Seine-et-Marne), profitait de la confusion pour déposer la candidature de sa commune. « Le choix de Nanterre, rappelle-t-il, contraindrait les engagements, par le gouvernement de Michel Rocard, en faveur d'un réajustement de l'Ile-de-France vers l'est. » A ce souci, M. Pasqua oppose deux mots : proximité et rentabilité. Le projet de Nanterre s'appuie délibérément sur les défauts de son concurrent de Sénart. Le site de la ville nouvelle est jugé trop éloigné de Paris. Le Grand Stade de Nanterre se situerait au bord de la Seine, au bout de l'axe historique qui commence au Louvre et passe par l'Étoile et la Grande Arche.

Il dissimulerait ses 80 000 places - conformes au cahier des charges imposé par la Fédération internationale de football - au sein d'un

vible, le Grand Stade pourrait se transformer en salle de cinéma ou de concert, et, près de deux cents jours par an, en salon d'exposition sur trois niveaux.

C'est sur cette polyvalence que se fonderait la rentabilité d'un investissement évalué à 2,5 milliards de francs. Selon l'étude de la SEM 92, les bénéfices dégagés atteindraient les 150 millions de francs par an, qui, outre le remboursement des emprunts, permettraient d'attirer des partenaires privés pour participer, à hauteur de 250 millions, au capital de la société d'économie mixte concessionnaire du Grand Stade - où seraient réunis le conseil régional, le conseil général, l'EPAD et éventuellement l'Etat.

Ces arguments ont conduit M. Jean-Louis Chambon, délégué interministériel, à rendre au premier ministre un avis favorable à la candidature de Nanterre. Il reste à savoir s'ils suffiront à M. Bérégovoy pour désavouer, malgré l'opposition de nombreux socialistes, le choix de M. Rocard au profit d'un projet mené par M. Pasqua.

JÉRÔME FENOGLIO

Une décision du Conseil d'Etat

Feu vert pour la construction du Centre de conférences international à Paris

Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 30 octobre, le caractère « d'intérêt général » du Centre de conférences international qui doit être construit quai Branly, dans le 7^e arrondissement de Paris (le Monde du 23 octobre).

Introduite en 1983 dans le code de l'urbanisme, la qualification d'« intérêt général », confirmée par le Conseil d'Etat, vendredi 30 octobre, à propos du dossier sur la construction du Centre de conférences international de Paris, autorise les pouvoirs publics à se substituer à une municipalité (ici, la Ville de Paris) pour modifier, contre l'avis des édiles, le plan d'occupation des sols (POS) de la commune, et ainsi permettre la délivrance du permis de construire. La haute juridiction estime, en effet, que l'édification de ce centre, qui « sera rattaché à l'exercice de fonctions de gouvernement dans l'ordre de la diplomatie et des relations internationales », présente un caractère d'intérêt national.

En outre, le Conseil d'Etat affirme « que, eu égard à l'amélioration qu'il doit apporter aux condi-

tions d'accueil et de travail des délégations étrangères, l'implantation d'un tel centre dans ce secteur de Paris est de nature à contribuer au renforcement du rayonnement diplomatique de la France et de la capitale ». Il précise enfin : « Les avantages qui résultent de cette opération l'emportent sur les sujétions qu'elle peut occasionner pour les riverains, sur les nuisances qu'elle pourrait engendrer à propos de l'environnement et sur le coût de l'opération ».

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, obtient donc gain de cause. Il avait fait appel devant le Conseil d'Etat, après la décision, le 11 juillet 1992, du tribunal administratif d'annuler l'autorisation de construire le Centre de conférences et son caractère d'« intérêt général ». Rappelons que le projet de l'architecte Francis Soler, choisi par François Mitterrand, se propose d'édifier en bordure de Seine, au pied de la tour Eiffel, trois étages de verre communiquant entre eux. Répartis à l'intérieur et en sous-sol, une grande salle réservée aux congrès internationaux, des espaces polyvalents, des salons, des restaurants, et un centre de presse. Coût prévisionnel de l'opération : 2,75 milliards de

francs. Son inauguration, d'abord prévue pour 1993, est aujourd'hui annoncée pour 1998.

Le projet de l'architecte ne respectait pas le POS de la capitale : les édifices de verre culminaient à 28 mètres alors que seuls 25 mètres étaient autorisés, et l'espace vert ne comptait que 2 500 mètres carrés, alors que les documents d'urbanisme de la ville en imposaient 7 500. Contestation des élus municipaux. L'Etat décidait de passer outre et déclarait le projet d'« intérêt général ». Disposition attaquée par une association de riverains à laquelle le tribunal administratif donnait raison.

Une immense sphère

Entre le mois de juillet (jugement du tribunal administratif) et le mois d'octobre (arrêt du Conseil d'Etat), M. Biasini a demandé à l'architecte de revoir sa copie pour la rendre conforme au POS de Paris. C'est chose faite. La hauteur des édifices ne dépassera pas 25,60 mètres, et l'un des étages de verre deviendra une immense sphère. Avec les plantations environnantes, les fameux 7 500 mètres

carrés d'espaces verts seront enfin dessinés.

Sur le fond, la décision du Conseil d'Etat est tempérée par les nouvelles études, puisque désormais le projet de l'architecte respecte les règlements d'urbanisme de la ville. Il n'a donc plus besoin de cette qualification d'« intérêt général » pour s'imposer. Sur la forme, elle permet à M. Biasini de sauver la face. Le secrétaire d'Etat peut se tourner vers la municipalité pour lui demander de signer un permis de construire.

Les édiles parisiens devraient calmer le jeu. Ils ont pour eux le fait d'avoir résisté aux pressions de l'Etat et obtenu le respect du POS de la capitale, mais après l'avis du Conseil d'Etat ils ne disposent plus de carte en main. Si l'affaire paraît réglée sur le plan architectural et urbanistique - même si ce n'est plus tout à fait le même projet que celui choisi par M. Mitterrand - le financement est dans l'impasse. Le secrétaire d'Etat aux grands travaux est, en effet, toujours à la recherche d'éventuels acquéreurs, notamment pour l'hôtel Majestic de l'avenue Kléber.

JEAN PERRIN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5901

HORIZONTALEMENT

1. Il lui arrivait d'arracher des oignons pour vivre. Grand, il a presque disparu. - II. Retarde une chute présumée définitive. Bas de l'échelle. Nouveau qui fait des « éparves ». - III. Un homme très fort le guérit d'un mal au foie. Unité de recensement. - IV. Est parfois un pauvre pêcheur. Mesure. S'attache au trapèze. - V. Séparent différentes maisons de Guise. Faisons renaitre. - VI. A l'étranger. Berceau de philosophes. Désigne un métal blanc. - VII. En liesse. Offre des bouquets avec ses fruits. Groupe de plantes. - VIII. Victoire impériale. Rassembler quelques ouvriers lorsqu'ils sont curés dans une ville. Station hivernale. - IX. Un spécialiste des voles et canaux. Utilisait la question avant de supplicier ses victimes. - X. Sa réputation ne tenait qu'à un fil. Scellait d'anciennes unions. - XI. Philosophie. Font apparaître un spectre. - XII. Permet de « saisir » bien des choses. Pronom. Fit un certain travail. - XIII. Bon débarras ! Gourmande. - XIV. On y trouve de nombreuses pièces à louer. Galfère. - XV. Symbole. S'effacent devant la majorité. Article.

VERTICALEMENT

1. En ce domaine, on rencontre de nombreux « plats ». Un certain temps. - 2. Conjonction. Est parfois offerte avec du jus et une olive. Produit le gruu. - 3. Bien cachées. Jamais premiers quand le sort perd. - 4. Sont parfois grés. Femmes d'un beau « port ». - 5. Laisse tout dans la vague. Ne manque pas de points noirs. Elle était très mince et bien roulée. - 6. Un baron autrichien s'y rendit. Dirige des mines. D'un audacieux. - 7. Entreprises qui réclament des investissements. Rentrent en possession d'un bien précieux. - 8. Est achevé par une belle. Est exécuté après un accueil favorable. Conjonction. - 9. Vue et non approuvée. Abréviation. Se rend en tous lieux. - 10. Animal. Pêches partagées par de nombreuses personnes. Terme municipal. Partépie. - 11. Disparaît après quelques numéros. Pour lui, c'est toujours la honte finale. - 12. Calmes dans l'eau. Sont arrivées par le bande. - 13. On le goûte quand il est plein de sel. Il regrette un jour d'avoir fait des bodettes. - 14. C'est bon pour attraper le peste. Fond de boudin. - 15. Souvent deux sous la caisse. Apprécié ce qui va au bûcher.

6. Un baron autrichien s'y rendit. Dirige des mines. D'un audacieux. - 7. Entreprises qui réclament des investissements. Rentrent en possession d'un bien précieux. - 8. Est achevé par une belle. Est exécuté après un accueil favorable. Conjonction. - 9. Vue et non approuvée. Abréviation. Se rend en tous lieux. - 10. Animal. Pêches partagées par de nombreuses personnes. Terme municipal. Partépie. - 11. Disparaît après quelques numéros. Pour lui, c'est toujours la honte finale. - 12. Calmes dans l'eau. Sont arrivées par le bande. - 13. On le goûte quand il est plein de sel. Il regrette un jour d'avoir fait des bodettes. - 14. C'est bon pour attraper le peste. Fond de boudin. - 15. Souvent deux sous la caisse. Apprécié ce qui va au bûcher.

Solution du problème n° 5900

Horizontalement

1. Tristesse. - II. Ode. Cl. - III. Mitraine. - IV. Orin. Loc. col. - V. Noé. Er. Tu. - VI. Ens. Ides. - VII. Réservées. - VIII. Men. - IX. Exception. - X. Rd. Sel. - XI. Bous. Rée.

Verticalement

1. Timonerie. - 2. Irone. - 3. Ianiens. Cui. - 4. Soin. Semées. - 5. SSE. Rip. - 6. Rivets. - 7. Sogl. Danier. - 8. Strats. Orlé. - 9. Ecouson.

GUY BROUTY

DANS LA COLLECTION "REFERENCES" LAROUSSE

UN NOUVEL OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Larousse

la généalogie

histoire et pratique

sous la direction de Joseph L. Bérégovoy

COMPLET, COMPACT !

Comment dresser un arbre généalogique, où trouver les sources d'informations utiles : bibliothèques, archives, état civil... Autant de questions auxquelles répondent près de 20 spécialistes dans ce guide riche, clair et exhaustif. 372 pages, 75 F.

COLLECTION "REFERENCES" LAROUSSE, UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.

Références Larousse

HISTOIRE
LANGUE FRANÇAISE
GÉOGRAPHIE
SCIENCES DE L'HOMME
ARTS ET LITTÉRATURE
VIE PRATIQUE

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le docteur Turquin renvoyé devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

Assassinat d'enfant ou jeu de rôle

Dans un arrêt rendu jeudi 29 octobre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a renvoyé devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, le docteur Jean-Louis Turquin, un vétérinaire niçois de quarante-trois ans, qui est accusé de l'assassinat de son fils Charles-Edouard, huit ans, disparu, sans laisser de trace, depuis le 21 mars 1991.

NICE

de notre correspondant régional

Balzac était optimiste qui voyait la justice se saisir d'un bout de fil qui passe et trouver le peloton lui permettant de se promener dans le labyrinthe des consciences les plus ténébreuses. Dans le dossier Turquin, point de peloton, mais un échec des plus confus qu'une instruction judiciaire de trois mois est loin d'avoir permis de démêler complètement.

Cette curieuse affaire commence le 21 mars 1991. Il est 7 h 15. Le docteur Turquin appelle le commissariat central de Nice pour lui signaler la disparition de son fils, Charles-Edouard, alors âgé de sept ans. La veille au soir, l'enfant s'est couché

vers 21 heures. Père et fils occupent des lits jumeaux dans la même chambre. Le lendemain, quand le docteur Turquin se réveille, à 6 h 45, Charles-Edouard s'est volatilisé et toutes les recherches effectuées, ultérieurement, pour le retrouver, resteront vaines.

Principal doute pour reconstruire le foyer

Fugue? Enlèvement? La police est perplexe. L'enfant n'a rien emporté: ni objet personnel ni même vêtements. Les jours passant, aucune demande de rançon ne parvient au père. Rapidement, pourtant, les enquêteurs vont avoir la conviction que la disparition de Charles-Edouard est intimement liée aux relations exacerbées qu'entretenaient les Turquin. Au terme d'une longue désagrégation du couple, Michèle, l'épouse, elle-même vétérinaire, a quitté le domicile conjugal et entamé une procédure de divorce. Son mari, de son côté, a appris qu'elle l'avait trompé avec des marginaux et éprouve plus que des doutes sur la paternité de l'enfant. Étrange couple, en vérité, qui a suggéré d'amples réflexions aux experts.

Homme « froid et autoritaire », le docteur Jean-Louis Turquin a un caractère « dominé par l'ambition sociale », elle-même « fondée sur le

pouvoir de l'argent et la soumission d'autrui ». Son épouse, elle, présente « une personnalité névrotique à composante narcissique » et vit « dans les fantasmes ». Entre eux, un garçonnet timide, Charles-Edouard, dont le docteur Turquin se déclarait persuadé, un jour, qu'il est « un bâtard juif, fils d'un marchand de poisson ».

Le parquet a d'abord ouvert une information judiciaire pour enlèvement. Mais un mois après la disparition de Charles-Edouard, Michèle Turquin avise le juge d'instruction, M. François Boissieu, que son mari lui a avoué le crime de l'enfant. A l'instigation des policiers, le 6 mai, elle va enregistrer, à son lieu, sa confession. Le docteur Turquin reconnaît qu'il a étranglé son fils avec une cravate, pendant son sommeil, et qu'il a fait disparaître le corps près de Lucram, une commune de l'arrière-pays niçois. Le 13 mai, le docteur Turquin est inculpé d'assassinat et écroué. Il restera neuf mois en prison avant d'être remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Selon ses explications, il se serait prêté, avec son épouse, à une sorte de jeu de rôle. « Je lui ai dit ce qu'elle voulait entendre, soutient-il, dans l'espoir de la reconquérir ». Jamais, par la suite, en

dépit de quatre longues confrontations avec sa femme, partie civile, il ne changera de système de défense. Des recherches de grande envergure ont été effectuées dans la région de Lucram. Elles sont restées infructueuses.

Pour l'accusation, le docteur Turquin avait plusieurs mobiles. L'enfant était son principal atout pour reconstruire son foyer. Le divorce prononcé, il l'aurait perdu. D'où cette sorte d'ultimatum qu'il avait lancé à son épouse et qui expirait, précisément, le 20 mars à minuit. En outre, il ne pouvait admettre, lui, l'homme d'argent, que son héritage aille à Charles-Edouard, le « bâtard juif ».

L'avocat du docteur Turquin, M. Jacques Peyrat, de Nice, a cependant formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de renvoi de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Il estime que son client a été « la victime du jeu pervers de sa femme », qui l'aurait « fait tomber dans un piège ». Les relations du couple, souligne-t-il, étant, selon les experts, « profondément viciées sur le plan psycho-sociologique », il conteste surtout la valeur juridique de l'enregistrement sur cassette qui constitue l'unique preuve de la culpabilité présumée de Jean-Louis Turquin.

GUY PORTE

POINT DE VUE

Pour la vérité

par Laurent Fabius

DEVANT la tragédie du sang contaminé, je suis longtemps resté silencieux, ou presque.

Par pudeur d'abord. Quelle parole peut valoir, quelle explication peut être entendue, quand tant de familles souffrent, quand des vies sont brisées, quand tout raisonnement paraît froid ou même indécent?

Je me suis tu par stupeur aussi. J'ai été un des premiers responsables politiques français à me préoccuper personnellement des problèmes du sida. Lorsque j'ai eu à en connaître, à Matignon, j'ai agi pour lutter contre le mal aussi rapidement et fermement que je le pouvais, quitte à choquer à l'époque. A cause de cela, la rumeur a même couru Paris que j'étais homosexuel! Et voilà que, quelques années après, certains m'accusent - oui - d'avoir tué ou laissé tuer, on parle de Haute Cour, quand ce n'est pas - dans quelques caricatures plus directes - le souhait de m'expédier « haut et court ».

J'ai témoigné devant le tribunal correctionnel de Paris. J'ai répondu sous serment aux questions qui m'étaient posées. Mais cela n'a pas suffi. J'ai donc décidé de m'exprimer à nouveau, ici, pour dire, même si c'est brièvement, les choses et les faits tels que je les ai vécus. Pour essayer de rendre plus manifeste la vérité. Pour permettre à tous objectivement de juger. Et à chacun, s'il le doit, d'être jugé.

L'essentiel des débats qui ont eu lieu jusqu'ici a porté sur le chauffage des lots de sang destinés aux hémophiles. Dans quelles conditions les lots contaminés ont-ils été écoulés? A quelle date ont-ils été stoppés et pourquoi si tardivement? Le tribunal de Paris veut de juger, et il a condamné. J'ai précisé sous serment que je n'avais jamais, je dis bien jamais, été informé, à l'époque, de cette question. Personne d'ailleurs à l'audience ne l'a contesté. Je le confirme de toute ma force. On dira, je me suis dit moi-même cent fois depuis : comment, pourquoi, n'ai-je pas été informé? C'est que ce type de décision ne remonte pas auprès du premier ministre.

La question controversée des tests obligatoires

C'est en réalité tout le système d'expertise, tout le système français de transfusion, tout le système des relations entre médecine, administration et politique, qui est en cause, à quel s'ajoutent des responsabilités individuelles précises telles que les a établies le tribunal de Paris. En tout cas, et je le répète pour être parfaitement clair, je n'ai jamais eu à connaître du problème des hémophiles et du chauffage des lots contaminés, qui est le centre du drame. Qui croit le contraire se trompe. Qui prétend le contraire ment.

En revanche, j'ai été saisi de la question des tests de dépistage du sida. Fallait-il ou non rendre obligatoires ces tests? On a peine à le croire aujourd'hui, mais la question à l'époque était controversée. N'allait-on pas montrer du doigt des groupes à risque? Quels tests fallait-il retenir? Pouvait-on financièrement prendre cette décision? Devait-on la prendre alors que d'autres fileaux étaient jugés insuffisamment plus graves (cancer, maladies cardiaques, accidents de la route), qui ne bénéficiaient pas d'efforts budgétaires comparables? Les médias s'étaient saisis aussi de ce problème. J'ai écarté toutes ces objections, toutes, et j'ai pris la décision qu'il fallait - je la revendique - dans des délais qui ont placé la France parmi les premiers pays à l'avoir fait.

Cette décision, annoncée à l'Assemblée nationale le 19 juin 1985, appliquée dans tous les centres de transfusion entre quinze jours et un mois et demi plus tard, suscita des réactions. Les uns approuvèrent. Les autres s'étonnèrent de la rapidité et la contestèrent. Un des plus éminents chercheurs sur le sida prit la plume pour me reprocher véhémentement d'avoir décidé que toute personne soumise au dépistage et qui se révélait séropositive serait informée de son état. Une traduction significative de ces réactions fut donnée

par le journaliste François-Henri de Virieu m'interrogeant le 4 septembre 1985 à « L'heure de Vérité », soit quelques semaines plus tard et précisant: « La question que les Français se posent: est-ce que c'est un travail de premier ministre et d'un ministre de la santé dans ce pays de finalement prendre la tête de la bataille contre le sida, qui fait cent quatre-vingts morts en France, alors que l'influenza fait cinquante mille morts? »

Mais aujourd'hui, les connaissances ayant évolué, la séropositivité étant reconnue par tous comme annonçant le sida, l'affaire des produits contaminés ayant jeté le doute sur l'ensemble de la lutte contre le sida, l'indemnisation n'ayant été décidée que très tardivement, la douleur et la passion se mêlent, celui qu'on accusait d'avoir agi trop vite est accusé d'avoir agi trop lentement.

La responsabilité sur le plan moral

Tels sont les faits pour ce qui me concerne. Ils expliquent que je sois en paix avec ma conscience d'homme, mais ils ne me font pas sentir avec moins de douleur le calvaire des victimes et la peine déchirante des familles, devant lesquelles à nouveau je m'incline. Combien de fois, nuit et jour, je vois et revois les visages des adultes et des enfants, ces visages creusés, obsédants, et qui devraient aussi bouleverser tous les médecins, tous les scientifiques, tous les journalistes et les administrateurs, tous les responsables publics qui auraient pu dire non, qui auraient dû, s'ils avaient su. S'ils avaient su.

C'est la question de la responsabilité qui est posée. Sur le plan moral, j'ai dit ce que j'en pense. Sur le plan juridique, je veux aussi être clair. La saisine de la Haute Cour, réclame le plus souvent pour des raisons de basse politique, n'est évidemment pas la procédure qu'il faut. D'abord, parce que la Haute Cour ne peut juger les ministres ou anciens ministres que si leur responsabilité pénale, personnelle et directe est établie. Dans la cas présent, faudrait-il considérer que les ministres avaient qu'il s'agissait de lots contaminés, avaient qu'ils donnaient la mort et auraient décidé de la donner? C'est monstrueux! Ensuite, parce que la Haute Cour est un tribunal politique, composé le plus souvent à la proportionnelle des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, et qu'il est impossible de faire dépendre la culpabilité ou l'innocence des opinions politiques et de la majorité du moment.

C'est pourquoi je souhaite, pour que chacun reprenne justice et que ne se développe pas le sentiment destructeur que les politiques sont à l'abri des lois, c'est pourquoi je souhaite que, sous réserve des cas de haute trahison, les ministres puissent être poursuivis et, le cas échéant, jugés dans des conditions ordinaires. Comme les autres citoyens. Je ne demande aucun privilège de juridiction. Je le refuse même.

Je n'ignore pas que cela exige une réforme partielle de notre Constitution. Je la demande. Non pas comme une échappatoire. Mais au contraire pour que la vérité de chacun apparaisse. Et que cela devienne désormais la règle.

Enfin, sachant les délais que cela impose, je souhaite que, sans attendre, il puisse être statué objectivement sur notre action, aux anciens ministres et à moi-même. C'est pourquoi je suis prêt - ce qui n'exclut en rien d'autres procédures - à répondre très rapidement de mon action devant un jury d'honneur, composé de personnalités indépendantes qui pourraient désigner, s'ils l'acceptent, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale.

Je suis entré en politique pour servir mon pays. Un drame terrible survint alors que j'étais, premier ministre. Il est normal que chacun rende des comptes. Je ne conçois pas de politique sans honneur.

► Premier ministre de 1984 à 1988, Laurent Fabius est premier secrétaire du PS.

EN BREF

Le maire (RPR) de Villeneuve, inculpé de corruption, bénéficie d'un non-lieu. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Guy Joly, a rendu, vendredi 30 octobre, un arrêt de non-lieu en faveur de M. Robert Calmejsane, maire (RPR) de Villeneuve et sénateur de Seine-Saint-Denis, poursuivi pour corruption et recel d'abus de biens sociaux. M. Calmejsane avait

été inculpé le 15 avril pour avoir bénéficié d'un voyage en Thaïlande payé par une société spécialisée dans la collecte des ordures, la SEPUR, qui avait passé un contrat de plusieurs millions de francs avec la ville de Villeneuve en 1988.

Relance de la coopération militaire franco-chilienne. - A la suite d'une visite de trois jours, à Santiago, du secrétaire d'Etat français à la défense,

M. Jacques Mellick, la France et le Chili sont convenus de redonner leurs relations militaires interrompues sous le régime du général Pinochet (1973-1990). Le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, et le chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Coataren, se rendront en 1993 au Chili et les deux pays procéderont à des échanges d'élèves-officiers. - (AFP)

ENVIRONNEMENT

Avant le chargement de l'Alakuti-Maru

Les écologistes s'inquiètent de la résistance des conteneurs de plutonium à l'incendie

Tandis que le gouvernement français multiplie les déclarations rassurantes sur les conditions dans lesquelles le cargo japonais Alakuti-Maru va rapatrier une tonne et demie de plutonium vers le Japon, les mouvements de défense de l'environnement manifestent sur les quais du port de Brest, où le navire fait relâche. Outre la quantité et la nature de la matière transportée, ce sont les lourds conteneurs dans lesquels le plutonium est emballé qui posent problème.

Les autorités de sûreté française ont engagé dès le début de l'été une contre-expertise sur les moyens de prévention et d'intervention du bateau japonais contre un éventuel incendie. Le 19 octobre, une série de onze questions réclamant des explications complémentaires ont été envoyées par l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IFPSN) aux Japonais. Cet institut a conclu, vendredi 30 octobre, date de l'arrivée de l'Alakuti-Maru dans le port de Brest, qu'il n'y avait pas de problème pour ce transport.

Pourtant, bien des voix se font l'écho des difficultés que l'IFPSN a rencontrées pour obtenir les informations nécessaires auprès des autorités japonaises. Les Japonais, rapporte la revue spécialisée américaine Nuclear Week, ont « résisté aux tentatives françaises d'inclure la phase transport maritime de l'opération, sous stricte responsabilité japonaise, dans leur analyse globale de sûreté ». De plus, les Français ne sont pas certains que les Japonais ont procédé aux analyses requises. Les documents ont été fournis au compte-gouttes à l'IFPSN écrits en japonais ou dans une langue qualifiée de « mauvais anglais ». Heureusement, ajoute la revue américaine, « les Français connaissent beaucoup de réponses à leurs questions, car l'Alakuti-Maru, ex-Pacific-Crane, n'est pas un inconnu pour eux ».

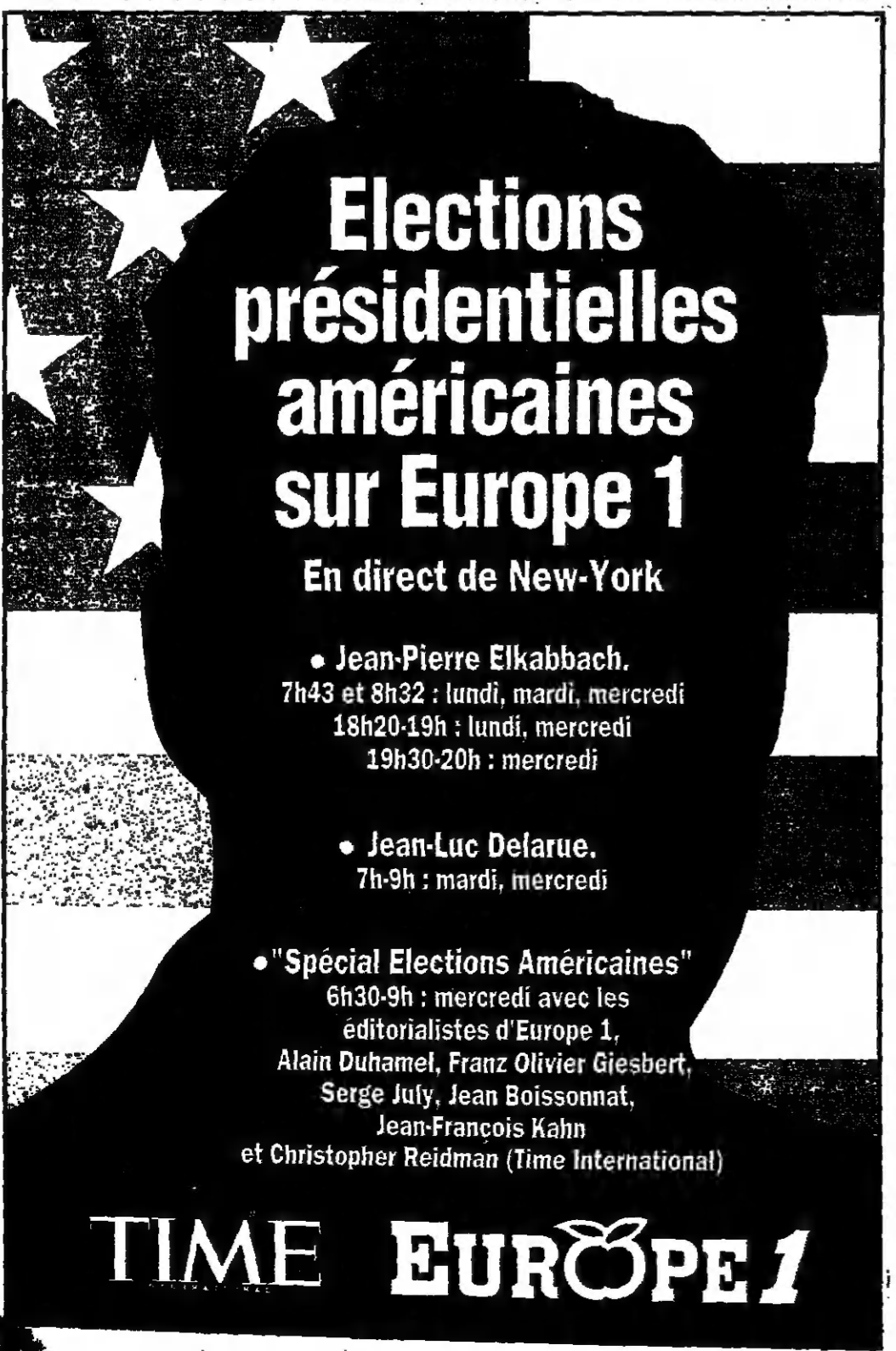
Malgré cela, nombreux sont ceux toutefois qui doutent encore qu'un de ces conteneurs puisse longtemps résister au feu. Certes, disent-ils, des tests français ont montré qu'ils résistent pendant une heure et demie à un feu de 1 000 degrés. Mais « au-delà de cette durée, note l'IFPSN, la température atteinte dépasserait les conditions permettant de garantir la tenue des joints en viton ». C'est la raison de l'inquiétude de certaines associations de défense, lesquelles, comme le Nuclear Control Institute, préconisent la conduite d'essais, qui, comme pour les tests d'immersion, seraient menés jusqu'à ce que le conteneur lèche. Ou au moins, ajoutent-ils, pendant vingt-trois heures à 1 000 degrés, soit la température moyenne et la durée moyenne d'un incendie sur un navire.

La question controversée des tests obligatoires

C'est en réalité tout le système d'expertise, tout le système français de transfusion, tout le système des relations entre médecine, administration et politique, qui est en cause, à quel s'ajoutent des responsabilités individuelles précises telles que les a établies le tribunal de Paris. En tout cas, et je le répète pour être parfaitement clair, je n'ai jamais eu à connaître du problème des hémophiles et du chauffage des lots contaminés, qui est le centre du drame. Qui croit le contraire se trompe. Qui prétend le contraire ment.

En revanche, j'ai été saisi de la question des tests de dépistage du sida. Fallait-il ou non rendre obligatoires ces tests? On a peine à le croire aujourd'hui, mais la question à l'époque était controversée. N'allait-on pas montrer du doigt des groupes à risque? Quels tests fallait-il retenir? Pouvait-on financièrement prendre cette décision? Devait-on la prendre alors que d'autres fileaux étaient jugés insuffisamment plus graves (cancer, maladies cardiaques, accidents de la route), qui ne bénéficiaient pas d'efforts budgétaires comparables? Les médias s'étaient saisis aussi de ce problème. J'ai écarté toutes ces objections, toutes, et j'ai pris la décision qu'il fallait - je la revendique - dans des délais qui ont placé la France parmi les premiers pays à l'avoir fait.

Cette décision, annoncée à l'Assemblée nationale le 19 juin 1985, appliquée dans tous les centres de transfusion entre quinze jours et un mois et demi plus tard, suscita des réactions. Les uns approuvèrent. Les autres s'étonnèrent de la rapidité et la contestèrent. Un des plus éminents chercheurs sur le sida prit la plume pour me reprocher véhémentement d'avoir décidé que toute personne soumise au dépistage et qui se révélait séropositive serait informée de son état. Une traduction significative de ces réactions fut donnée



Elections présidentielles américaines sur Europe 1

En direct de New-York

- Jean-Pierre Elkabbach.
7h43 et 8h32 : lundi, mardi, mercredi
18h20-19h : lundi, mercredi
19h30-20h : mercredi
- Jean-Luc Delarue.
7h-9h : mardi, mercredi
- "Spécial Elections Américaines"
6h30-9h : mercredi avec les
editorialistes d'Europe 1,
Alain Duhamel, Franz Olivier Giesbert,
Serge Joly, Jean Boissonnat,
Jean-François Kahn
et Christopher Reidman (Time International)

TIME EUROPE 1

قناة الجزيرة

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Sans pratiquer de tests de dépistage du virus du sida

L'Institut Mérieux a exporté des produits anti-hémophiliques non chauffés jusqu'en novembre 1985

Jusqu'en novembre 1985, avec l'accord tacite du ministère de la Santé, l'Institut Mérieux a commercialisé dans plusieurs pays - parmi lesquels l'Italie et la Grèce - du facteur VIII non chauffé préparé à partir de lots de plasma collectés notamment aux États-Unis. Ce nouveau rebondissement dans l'affaire du sang contaminé démontre une nouvelle fois à quel point les structures sanitaires françaises furent défectueuses entre 1983 et 1986.

Au cours des années 80, l'Institut Mérieux a exporté dans plusieurs pays européens (Allemagne de l'Ouest, Italie, Portugal et Grèce), dans des pays du Maghreb et du Proche-Orient ainsi qu'en Argentine environ 55 millions d'unités de facteur VIII anti-hémophilique. Ces exportations étaient légales, le facteur VIII préparé par la firme française (1) ayant été autorisé à l'exportation dès le 6 février 1978 par le ministère de la Santé au titre de l'article L. 603 du code de la Santé publique (2). Les flacons de facteur VIII étaient préparés essentiellement à partir de lots de plasma collectés aux États-Unis par la firme Plasma Alliance, agréée par la FDA (Food and Drug Administration). Initialement, ces volumes de plasma n'étaient destinés qu'à la fabrication du vaccin antirabique. Mais afin de tirer parti au maximum d'une matière première aussi riche en composants essentiels il fut très vite décidé d'en extraire également de l'albumine et du facteur VIII.

Fin 1984, comme tous les autres fabricants de produits dérivés du sang, les dirigeants de l'Institut

Mérieux eurent l'attention attirée par le problème de l'inactivation du virus du sida dans le facteur VIII. Le 1^{er} février 1985, à la suite de la publication dans l'hebdomadaire britannique *The Lancet* d'un article publié par une équipe de chercheurs français, belges et italiens, parmi lesquels le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), démontrant que les rétrovirus étaient sensibles à la chaleur et que les techniques de chauffage permettaient «probablement» de prévenir toute transmission de virus, l'Institut Mérieux décida de lancer un programme destiné à mettre au point le plus vite possible, sa propre technique de chauffage.

Une fois cette technique acquise, le facteur VIII chauffé de Mérieux fut l'objet d'une expertise clinique menée par les professeurs Marie-Josée Luzzati (par ailleurs membre du Comité national de l'hémophilie) et Bernard Labrousse (hôpital de Bicêtre), dont les conclusions furent rendues le 4 novembre 1985. Cette étude, qui avait porté sur neuf malades hémophiles, concluait qu'il était possible d'utiliser in vivo ce facteur VIII chauffé.

Neuf mille flacons

Deux jours plus tard, M. Michel Chely, directeur des laboratoires de l'Institut Mérieux à Marcy-l'Étoile, décidait de remplacer le facteur VIII non chauffé par le facteur VIII chauffé. Dans une note, il indiquait que le facteur VIII chauffé de l'Institut Mérieux «continue à être préparé à partir de plasma congelé obtenu de donneurs sains dans des centres de plasmaphérèse agréés par les autorités compétentes du pays concerné (FDA par exemple pour

les États-Unis) et qui appliquent la législation en vigueur. Actuellement, les autorités recommandent de plus en plus que chaque unité de plasma soit reconnue négative en anticorps anti-LAV avant utilisation».

Le 7 janvier 1986, M. Alain Mérieux adressa au ministre de la Santé une demande d'autorisation à l'exportation pour le facteur VIII chauffé. Elle fut accordée le 6 février 1986 par la direction de la Pharmacie et du Médicament, dirigée par le professeur Jacques Dangouman.

Au total, en 1985, l'Institut Mérieux a exporté 4,6 millions d'unités de facteur VIII, dont 3,2 millions d'unités (correspondant à neuf mille flacons) de facteur VIII non chauffé et non testé pour le virus du sida. Cette exportation est représentée, en 1985, 0,8 % du chiffre d'affaires de l'Institut Mérieux.

A aucun moment, disent les dirigeants de l'Institut Mérieux, ils n'ont été avertis par les autorités ministérielles du risque de contamination. De leur côté, ils n'ont pas tenu compte de l'arrêt ministériel du 23 juillet 1985 (qui précisait, non pas que les produits non chauffés étaient interdits, mais, simplement, qu'ils ne seraient plus remboursés à compter du 1^{er} octobre 1985). Sur une note pas précisée à un dépistage systématique du virus du sida dans les lots de plasma qu'ils importaient des États-Unis, alors que le 1^{er} août 1985, décidé d'imposer ce dépistage systématique dans les dons de sang.

Ces faits mettent à nouveau en lumière de très graves dysfonctionnements à différents niveaux industriels et médicaux, administratifs et politiques. Ils témoignent aussi indirectement de la position

toute particulière de l'Institut Mérieux dans le système transfusionnel français. Autorisé à produire et à exporter, mais interdit de collecter sur le territoire national, l'Institut Mérieux a été en quelque sorte «oublié» par les pouvoirs publics.

Sans minimiser la responsabilité de l'Institut dans cette affaire, ces faits conduisent à s'interroger une nouvelle fois sur le rôle joué, en 1985, par le Laboratoire national de la Santé, la direction de la Pharmacie et du Médicament, la direction générale de la Santé et le ministère de la Santé. Comment comprendre qu'à aucun moment, alors que des mesures préventives étaient prises pour les hémophiles français, nul responsable administratif ou médical ne se soit inquiété de l'origine, de l'existence et du devenir des facteurs VIII non chauffés de l'Institut Mérieux?

Il est extrêmement difficile aujourd'hui de mesurer les conséquences sanitaires de cette affaire. M. Alain Mérieux nous a assuré qu'à ce jour aucune notification de contamination d'un hémophile par le facteur VIII non chauffé de l'Institut Mérieux ne lui avait été faite. On peut cependant s'interroger sur la fiabilité de ces informations, étant donné le faible niveau du système de pharmacovigilance de plusieurs pays dans lesquels le facteur VIII Mérieux était exporté.

J.-Y. N. et F. N.

(1) Aujourd'hui, passe sous le contrôle de Rhône-Poulenc.

(2) Cet article précise que «tout médicament préparé à l'exportation en vue de l'exportation et présenté sous une forme utilisable en transfusion, notamment sous forme de spécialité pharmaceutique, doit être contrôlé au préalable par le ministre de la Santé».

Un entretien avec M. Alain Mérieux

«Si rien ne change, les risques de notre métier ne seront plus supportables»

«Pourquoi votre société s'est-elle lancée dans la fabrication industrielle du facteur anti-hémophilique VIII alors qu'elle est, pour l'essentiel, connue à l'échelon mondial pour la production d'albumine et la fabrication de vaccins?»

«Au début des années 80, nous avons développé et commercialisé une gammaglobuline hyperimmune contre la rage. Ce produit, complémentaire de notre vaccin rage, était, et demeure, l'une des substances pures, à l'échelon mondial, de notre industrie. Il était donc normal, pour nous, de nous lancer dans la production de ces gammaglobulines, la matière première noble qui les accompagne. Nous avons dès lors demandé aux autorités sanitaires françaises de pouvoir extraire, à partir des plasmas minéralisés, les autres produits issus du fractionnement sanguin, au premier rang desquels le facteur anti-hémophilique VIII. C'est ainsi que nous avons été amenés à développer en petite quantité et à commercialiser ce produit destiné à l'exportation. Ajoutez que ce médicament ne co-



respond qu'à une minuscule partie - 0,8 % en 1985 - de notre chiffre d'affaires. Ce facteur VIII a toujours été exporté puis, depuis 1976, nous ne pouvons plus commercialiser en France des produits d'origine plasmatisque. Il s'agit là de la conséquence de l'action visant à nous exclure, dans ce domaine, du paysage national.

«Que s'est-il passé en 1985?»

«Nous nous sommes intéressés, sans que personne ne nous y incite ou ne nous y contraigne, aux procédés d'inactivation virale par chauffage des produits antihémophiliques dès l'hiver 1984. Notre souci était alors avant tout l'inactivation virale dans son ensemble. Tout a brutalement évolué après l'article de *The Lancet*, en février 1985, qui donnait les bases techniques du chauffage de ces produits. Nous avons immédiatement développé la technique de chauffage, sans avoir recours à une quelconque aide extérieure. Je précise qu'il n'y avait pas, à cette époque, de véritable échange sur les technologies de chauffage, pas plus en France qu'au plan international. Durant toute cette période, d'un point de vue officiel, nous n'avons eu aucun contact, aucune demande d'aucun ordre des autorités sanitaires, françaises ou étrangères.

«Dès que nous avons su, expérimentation clinique à l'appui, que l'on pouvait substituer aux produits non chauffés (qui offraient alors une satisfaction thérapeutique) des produits chauffés qui fournissaient un «plus», la décision a été prise de développer ces produits. Dès la fin du mois de novembre 1985, nous

avons arrêté la distribution des produits non chauffés et commercialisés nos produits chauffés. Nous n'avons fait sans attendre la rectification de fait officiellement demandée en janvier et obtenue le 6 février 1986. Nous avons là pris le risque que nous estimions devoir prendre.

«En France, le dépistage systématique du virus du sida chez les donneurs de sang n'a été mis en place dès le 1^{er} août 1985. Une telle décision a-t-elle, de près ou de loin, concerné les matières premières que vous importiez? Les pouvoirs publics, à l'origine de la mise en place du dépistage, s'étaient-ils intéressés à cette question?»

«Nullément. Il faut dire que nous sommes, avec notre activité industrielle dans ce secteur, dans une situation qui n'est pas saine. Nous sommes une société française, dans un environnement français, dépendant à des fins pharmaceutiques françaises, mais travaillant sur des produits que nous exportons et qui sont issus de matières premières importées; produits qui devaient - qui doivent toujours - correspondre aux normes des pays où ils sont utilisés à des fins thérapeutiques. Cette situation n'est pas durable.

«Que voulez-vous dire?»

«Nous faisons, dans le fractionnement comme dans les vaccins, un métier à hautes responsabilités et nous ne pouvons travailler que dans une atmosphère de transparence, dans une véritable clarté, avec notamment une concertation permanente avec nos autorités de tutelle, en particulier scientifiques. Si l'on a un domaine où je réclame un État fort, c'est ici, au niveau de nos autorités de tutelle et tout particulièrement au niveau du Laboratoire national de la Santé. Depuis des années, j'ai remis sur ce point de très nombreux documents à des très nombreux ministres de la Santé. Sans succès jusqu'à une date récente. Si rien ne change, les risques de notre métier ne seront plus supportables.

«Peut-on dire que vous ne vous êtes pas senti concerné par les décisions de dépistage systématique du virus du sida dans les produits sanguins utilisés à des fins thérapeutiques?»

«Je reconnais qu'en 1985, sur les matières premières importées avant le chauffage, il n'y a pas eu de sérologie concernant le virus du sida. Je reconnais aussi, avec le recul, que nous avons peut-être été un peu lents dans notre prise de décision. Je rappelle qu'à l'époque nous n'avons eu

aucune interdiction de produits non chauffés émanant des autorités nationales ou des pays importateurs. Nous n'avons pas de cas démontré de contamination par le virus du sida à partir de facteurs VIII non chauffés, Mérieux. Nous n'avons pas eu, d'autre part, de contacts directs avec les médecins prescripteurs de nos produits qui ont toujours été vendus sous notre nom. Mon espoir aujourd'hui est que nos matières premières n'aient pas à l'époque contaminées par le virus du sida. Dois-je ajouter que je n'avais pas, à cette époque, la notion du véritable risque? En fait, je pense qu'à travers le monde, tous les professionnels du fractionnement sanguin ont pris les mêmes décisions à quelques semaines près.

«Aujourd'hui, notre métier ne peut plus être exercé qu'en partenariat total avec les autorités sanitaires nationales et internationales. Pour ce qui est du fractionnement et de la transfusion sanguine française, la seule solution est de créer une agence du sang et une industrie du fractionnement qui devront être très étroitement contrôlées par l'État.»

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France de première division. - Le Paris-SG a concédé sa première défaite de la saison, contre Nîmes, au Parc des Princes, par 3 buts à 2, lors de la treizième journée du championnat de France, vendredi 30 octobre. Nantes, battu jeudi à Saint-Etienne, par 1 à 0, demeure toujours seul leader du classement.

Les autres résultats : «Caen b. Monaco, 1-0; «Lille et Lyon, 1-1; «Valenciennes et Auxerre, 3-3; «Toulouse b. Le Havre 1-0; «Metz et Toulon, 0-0; «Strasbourg et Marseille, 2-2; «Stade de Reims, 4-1; «Montpellier b. Bordeaux, 2-0.

Le classement : 1. Nantes, 20 pts; 2. Paris-SG, 19; 3. Auxerre et Marseille, 17; 5. Monaco, 16; 6. Saint-Etienne et Montpellier, 15; 8. Bordeaux, 14; 9. Caen et Strasbourg, 13; 11. Metz et Sochaux, 12; 13. Le Havre, Lyon, Nîmes et Lille, 11; 17. Valenciennes, 10; 18. Toulouse, 9; 19. Lens et Toulon, 7.

Humeurs de fumeurs

Suite de la première page

Pourtant, M. Arsène n'en démord pas : «Lundi, il y aura les verts, il y aura les bleus, mais sans moi!» Farouche opposant à la législation antitabac, il n'apposera «aucune affiche» sur les murs de son commerce. «Nous sommes des exploitants privés, nous ne sommes pas gérés par l'Etat, ajoute-t-il très remonté. Et puis on n'est pas là pour parler des gens.»

Même son de cloche sur le Vieux-Port de la cité phocéenne, où un jeune restaurateur lance, péremptoire : «Y'a plus de loi à Marseille.» Et sa compagne de réchérir : «On ne peut plus faire l'amour à cause du sida, on ne peut plus boire d'alcool à cause de la cirrhose, et maintenant on ne peut plus fumer!» Ils laisseront quand même «la petite salle du haut», qu'ils n'utilisent pas faute de personnel, aux non-fumeurs éventuels. A deux pas de là, le directeur d'une agence immobilière prédit que «la fumée va devenir un catalyseur de l'agressivité, un exutoire», et il se moque des contrôles à venir : «Ce sera comme le dani d'adultère, le policier lèvera le nez et fera : «Hum, ça sent la cigarette ici», vous imaginez le tableau!»

Annuler le décret

Pendant que les uns mangent, d'autres militent. Lancé par un groupe d'étudiants en droit de Montpellier, un clan des détracteurs s'est organisé. Les jeunes juristes, épaulés par la confédération syndicale sus-citée et un avocat patenté, ont formulé, deux mois après sa parution au *Journal officiel*, une requête en annulation du décret auprès du Conseil d'Etat. M. Jean-Luc Bourdieu, vingt-deux ans, membre actif du Collectif pour la défense du droit et des libertés, est «irrité par le côté taillon des réglementations». «On a vraiment l'impression que l'Etat joue à la dinette, poursuit-il, qu'il s'adresse à des mineurs.» L'argument juridique, à l'étude à la section du contentieux, est d'une subtilité confondante. Il épingle notamment l'éventualité d'un vice d'incompétence, défend le caractère privatif des lieux de travail, qui ne seraient donc pas visés par le décret, dénonce une atteinte au principe d'égalité concernant les passagers des vols aériens.

Moins calée mais tout aussi sceptique, la patronne du bar-tabac le Balto, un troquet à terrasse planté sur un flanc de la gare Saint-Charles, raconte avec son accent charentais que, ces derniers temps, «les installateurs d'extracteurs sont tous arrivés en courant». Même si elle ne se voit pas «demander au client qui vient d'acheter un paquet de cigarettes d'aller fumer dehors», elle va suivre à la lettre les consignes de l'Union des cafés, hôtels et restaurants des Bouches-du-Rhône : «Les passagers, c'est obligatoire, pour le reste, on attend.» Non-fumeuse élevée dans une famille de gros fumeurs, elle regrette que «les gens ne sachent pas se gouverner tout seuls» et soupçonne même en riant le gouvernement d'avoir promulgué la loi «pour que les gens fument plus, car c'est ce qu'il faut».

«C'est retourné à la base», commente au vieux philosophe accoudé au comptoir.

«Un autre mur de Berlin»

Chez les cafetiers, sur toutes les lèvres, un maître mot : la «convivialité». La profession redoute plus que tout les conflits au sein de la clientèle. «L'administration centrale nous a fait des tas de déclarations rassurantes», confie M^{me} Martine Crobar, responsable juridique de la Confédération syndicale. Cela n'empêche pas la psychose de gagner du terrain. Vendredi 16 octobre, «un vrai cafetier, en tricot de corps», est monté au cabinet du ministre de la Santé pour se renseigner. On l'a gentiment renvoyé sur l'ingénieur sanitaire de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Dans un petit salon de coiffure jaune et blanc du quartier Montparnasse, à Paris, un commerçant grognon ose la comparaison : «On a fait tomber le mur de Berlin, c'est pas pour en reconstruire un autre.» Puis, calmé : «Je compte sur l'intelligence des fumeurs. Certaines clientes auront la loi avec elles, et elles ne se gêneront plus...» Des

non-fumeurs sont déjà passés à l'attaque. A la Défense, dans une multinationale perchée aux 19^e et 20^e étages de la tour «Autoris», après quarante ans de maison, une employée à dix-huit mois de la retraite déclare la guerre à son voisin fumeur. «Une personne sur cent qui pose problème, ça reste raisonnable», dit une salariée non fumeuse. «Moi je suis prête à ralentir ma consommation», lance une autre. «On est d'abord prêt à diminuer pour ses poumons, après pour son porte-monnaie, et ensuite pour les collègues», rigole à nouveau la première.

Au 18^e palier, la standardiste d'une entreprise de transports déclare sèchement : «On n'a rien prévu. On fait ce qu'on veut dans notre société.» Au 17^e, en revanche, «on va changer la disposition des bureaux et installer une pièce pour les fumeurs». Au-dessous, sur les quatre étages occupés par une grande société, «ce n'est pas un problème. D'autant que le ministre du travail revient sur sa position». Première nouvelle. «Si, si, on vient de recevoir une circulaire qui dit que l'aménagement d'espaces fumeurs est une simple possibilité.» Un conseiller technique du ministère de la Santé explique que «la séparation physique des locaux n'est en aucun cas obligatoire». C'est, semble-t-il, plus l'esprit que la loi qu'il s'agit d'appliquer : assurer la protection des non-fumeurs, et aménager, «sauf impossibilité», des tabagies.

De l'autre côté du quartier d'affaires, chez Saint-Gobain, dans un grand hall d'accueil tout de marbre et de lumière feutrée, un petit barbu et un grand blond marchent d'un pas pressé. Le premier, cigarette à la main, se prend à tousser. «Lundi, faut arrêter tout ça», sermonne le second. La direction a bien fait les choses. Les quelque 1 200 salariés ont été sondés, et deux notes internes leur ont été envoyées, qui détaillent tous les lieux interdits et stipulent que «le médecin du travail se tient à leur disposition» pour de plus amples informations.

«Formation oxygène»

Prévoyants, inquiets, ou curieux, quelque soixante chefs d'établissement scolaire de l'académie des Bouches-du-Rhône se sont retrouvés, jeudi 22 octobre, dans le «bâtiment scientifique» flambant neuf du vieux lycée Thiers, pour suivre une journée d'information spéciale tabac. L'invitation à suivre la «Formation oxygène» soutenue par le Comité national de lutte contre le tabagisme (CNCT) émane de la mission académique de formation des personnels enseignants (MAFPEP). «C'est déjà dur de les empêcher de fumer dans les couloirs, je me demande comment on va faire pour leur interdire la cigarette dans la cour», se demande une femme proviseur. «Et moi j'ai un parc de 7 hectares, comment je fais?», questionne une autre. «Un jour c'est le sida, le lendemain la Somalie, et maintenant le tabac!», ajoute un chef d'établissement. Tous appliqueront la loi, avec les moyens du bord.

Officiellement chargés de verbaliser les contrevenants, les policiers aussi s'interrogent. Dans un commissariat du premier arrondissement de Marseille, l'agent de permanence n'est pas au courant. Un sympathique gaillard en civil vient à sa rescousse. «Dans mon bureau, je ne fumerai plus, c'est tout. C'est la loi», concède-t-il avec un geste d'impuissance et un regard qui se voudrait sincère. Mais, «à moins de rentrer dans les bars et de constater l'infraction», il ne voit pas très bien comment il pourra la faire respecter, cette loi.

Des zéros de Marseille aux tours de la Défense, le texte flote, partition changeante selon les interprètes. Les uns s'alarment et voient déjà des brigades d'uniformes enfoncer les portes des bistrotts, des collègues venant porter plainte, des patrons licencier du personnel, des prisonniers s'entretenir. Les autres respirent et rêvent d'un monde meilleur, la fumée hors la loi leur donne enfin des droits. Or d'ici deux mois, quand les conversations sur le tabac seront taries, c'est du deuxième volet de la loi - l'alcool - que l'on parlera.

LAURENCE FOLLÉA

Lire également en page 10 POINT/la législation antitabac.

POINT / LA LÉGISLATION ANTITABAC

Les non-fumeurs à l'abri

Le décret d'application de la loi Evin du 10 janvier 1991 contre le tabagisme entre en vigueur dimanche 1^{er} novembre. La loi française s'attaque ainsi à un nouveau problème de santé publique, le tabagisme passif, en choisissant de s'aligner sur les législations plus répressives de ses voisins européens : la consommation de tabac figure depuis septembre au rang des « causes officielles de décès » en Grande-Bretagne ; les cafés et restaurants belges réservent depuis le 1^{er} mai 1991 au moins un tiers de leur espace aux non-fumeurs ;

l'Espagne a proclamé dès 1988 « le droit des non-fumeurs à être protégés ».

En France, au nom du droit des individus à disposer d'eux-mêmes, la législation antitabac suscite de vives critiques. Liberté individuelle contre mesure de prévention collective, la polémique se rappelle une autre, celle déclenchée en juillet dernier par l'adoption du permis à points.

Deux spots télévisés destinés à « dramatiser l'échéance du 1^{er} novembre » sont diffusés depuis le 26 octobre

sur les antennes nationales par le Comité national contre le tabagisme. La Fédération nationale de l'industrie hôtelière vient de demander au gouvernement un délai de grâce d'eau moins une année ou deux pour la mise en œuvre du décret.

Malgré les pressions des industriels du secteur, la loi a été votée. L'offensive va se poursuivre : le prix du tabac augmentera de 15 % en avril prochain et de nouvelles limitations de la publicité des marques de cigarettes, qui vise avant tout les jeunes, seront tentées.

Les nouvelles règles, secteur par secteur

• Dans les bureaux et les entreprises

Dans les entreprises, les bureaux, les administrations, les ateliers, les usines, le décret ne s'applique que dans les endroits couverts et fermés.

Un document édité par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, énonce les dispositions réglementaires. Dans les locaux « affectés à l'ensemble des salariés » tels que les halls d'accueil, les salles d'attente, salles de réunion, salles de sport, les bibliothèques, les cafétérias, les cantines, les infirmières et les couloirs, l'interdiction de fumer est la règle, sauf dans les espaces spécialement aménagés par l'employeur pour les fumeurs.

Ces « fumeurs » répondent à des normes de ventilation précises : débit minimal de 7 litres par seconde et par occupant en cas de ventilation mécanique ou par conduit ; 7 mètres cubes par occupant en cas de ventilation par des ouvertures sur l'extérieur. Ils n'ont pas de caractère obligatoire, mais un employeur ne peut pas, pour autant, décider unilatéralement d'interdire la cigarette dans son entreprise sans avoir auparavant étudié le dossier, et de façon concertée.

Le décret indique que « l'employeur établit, après consultation du médecin du travail, du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, ou, à défaut, des délégués du personnel (...), un plan d'aménagement des espaces qui peuvent être, le cas échéant, spécialement réservés aux fumeurs ». Ce plan doit être actualisé deux fois par an, en consultation avec les mêmes instances, et les zones fumeurs et non-fumeurs doivent être impérativement signalées « de façon apparente ». Les aménagements, pris en application d'une loi de santé publique, n'ont pas à figurer au règlement intérieur.

La mise à disposition d'emplacements fumeurs peut être écartée pour « impossibilité » d'ordre technique (isoler les fumeurs dans une salle de réunion par exemple), ou économique (une petite entreprise face à un investissement trop lourd). Dans les bureaux individuels, l'interdiction de fumer ne s'applique pas. L'usage collectif commence, selon le Conseil d'Etat (avis du 29 octobre 1986), là où travaillent habituellement « deux ou plusieurs salariés ». Ainsi, dans les espaces de travail partagés, la règle de la protection des non-fumeurs. Si la ventilation n'y suffit pas, l'employeur est tenu de prévoir d'autres mesures « d'organisation ou d'aménagement » approuvées par le personnel concerné.

• Dans les bars et les restaurants

Dans les débits de boissons, les nouvelles dispositions imposant la protection des non-fumeurs sont sans doute plus difficiles à mettre en œuvre que dans les restaurants, où

l'habitude est parfois déjà prise. Un seul changement : les salles non-fumeurs deviennent la règle, les salles fumeurs l'exception.

Dans tous les lieux publics, fermés et couverts, où l'on consomme des aliments et des boissons, modifier des cloisons n'est en aucun cas obligatoire. La surface de répartition entre les zones fumeurs et non-fumeurs est laissée à la discrétion du patron et elle peut varier à son gré. En revanche, sous une forme ou une autre, la signalisation s'impose. Un étiquetage bleu pour les fumeurs, un vert pour les non-fumeurs : la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, discothèques (CFHRCD) a pris l'initiative d'éditer autocollants, affichettes, plaques, chevrons, pin's et « totems » pour ses adhérents.

Dans les emplacements fumeurs — qui risquent d'occuper la plus grande place dans les bars — les normes de ventilation doivent être conformes au décret. Ces normes sont les mêmes que celles imposées sur les lieux de travail et elles étaient déjà en vigueur dans les restaurants collectifs et les restaurants. Certains professionnels dénoncent cependant leur insuffisance et conseillent, pour assurer un véritable confort à la clientèle des non-fumeurs, d'en doubler le volume légal (14 litres par seconde et par occupant).

• Dans les collèges, lycées et universités

Dans les établissements scolaires

et universitaires, l'application de la loi devrait poser quelques problèmes fort délicats. « Théoriquement, il est déjà interdit de fumer dans les établissements scolaires, notamment dans les salles de cours », rappelle M. Jouanet, chargé des problèmes de santé scolaire au cabinet du ministre de l'éducation nationale et de la culture. Mais cette interdiction n'est pas appliquée. Dans les écoles, les collèges et les lycées, à partir du 1^{er} novembre, il est aussi interdit de fumer dans les espaces non couverts, les cours de récréation notamment. Paradoxalement, il faut aussi songer à mettre à disposition des fumeurs, enseignants et élèves de plus de seize ans, des salles spécialement aménagées. Le pourcentage dans des établissements qui, pour la plupart, souffrent d'un manque important de locaux ?

Même écarté dans les universités où chaque établissement doit prendre les mesures qui lui paraissent les mieux adaptées à la protection des non-fumeurs. Comme dans les lycées, des salles qui ne sont pas utilisées pour l'enseignement, le travail et les réunions, peuvent être mises à la disposition des usagers fumeurs.

En revanche, dans les universités, s'il apparaît relativement simple d'appliquer la législation pour les personnels et les enseignants, il sera sans doute plus difficile d'édicter des règles précises pour les étudiants. Les amphis théoriques enfilés devraient bientôt faire partie du passé, mais il sera pour le moins

compliqué de proscrire toute cigarette à l'intérieur des locaux non destinés à l'enseignement dans l'enceinte des universités. Le ministère de l'éducation nationale et de la culture devrait publier prochainement une circulaire d'application du décret. Adressée aux recteurs et aux chefs d'établissement, elle devrait mettre l'accent sur la prévention et l'information des élèves.

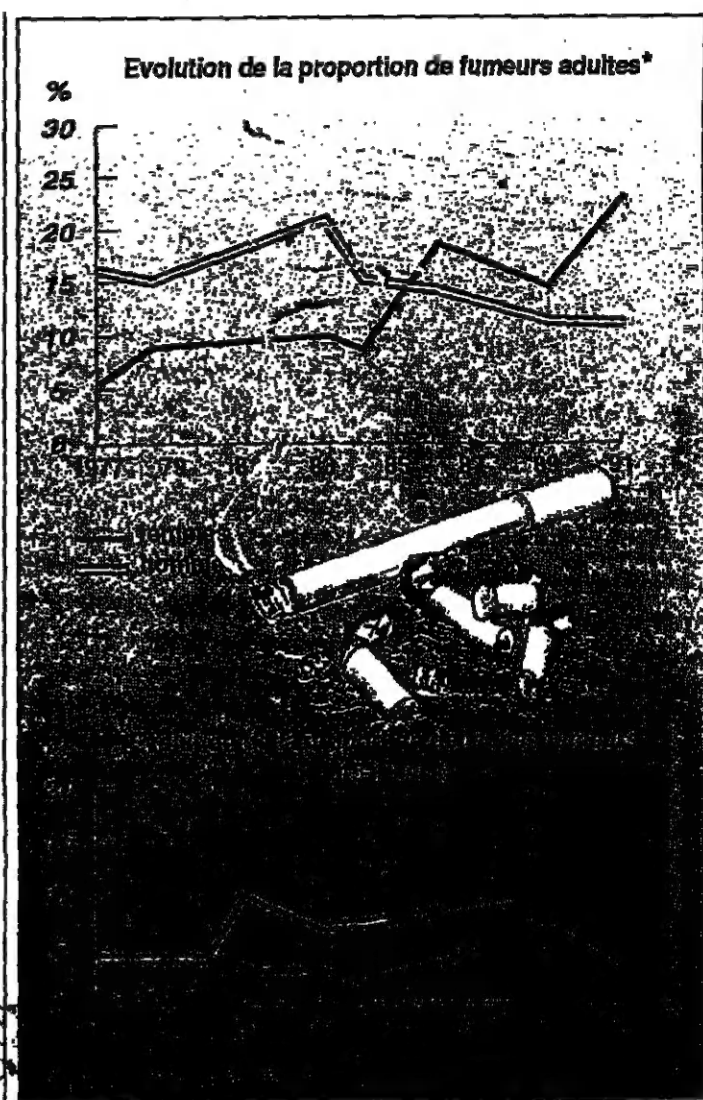
• Dans les trains et les avions

La SNCF a devancé la législation antitabac. Depuis le 1^{er} janvier 1991, l'interdiction de fumer est totale dans tous les trains de banlieue. Le 1^{er} juillet 1992, de nouvelles mesures ont été prises : les bars des trains grandes lignes sont devenus non-fumeurs, dans les TGV, deux voitures sont réservées aux fumeurs — une en première classe et une en seconde —, et dans les trains classiques de jour, 30 % des places assises. Il est interdit de fumer dans les couloirs et sur les plates-formes qui séparent les wagons, à une exception près, dans les trains de nuit, où la fumée est autorisée sur une plate-forme par voiture.

Au 1^{er} novembre, les halls des quelque 2 300 gares de France n'accueilleront plus les consommateurs de tabac, et aucun aménagement à leur intention n'est prévu. Des « sacs à sable » vont être installés en guise de cendriers devant les portes d'entrée. On ne fume plus non plus sur les quais, y compris dans le métro et le RER, sauf s'ils sont à découvert. Dans les halls des gares, on est également prié de baisser son mégot à l'entrée. La société Adaptair, qui va cependant installer des espaces fumeurs dans les salles d'embarquement.

Air Inter, qui réservait déjà les deux tiers de ses sièges aux non-fumeurs, a définitivement interdit la cigarette sur ses vols le 1^{er} mars 1990. Air France dispose dans ses appareils de sièges fumeurs et non-fumeurs qui sont modulés en fonction de la demande des passagers. Les moyen-courriers bénéficient depuis mars 1989 d'un régime particulier, avec un vol non-fumeur par jour sur Genève, Londres et Milan, et la compagnie étudie la possibilité d'instaurer, au 1^{er} janvier 1993, des vols entièrement non-fumeurs pour tous les trajets d'Europe, d'Asie, ou légèrement supérieurs à deux heures.

Le Canada, pays en pointe en la matière (l'usage du tabac doit être interdit sur tous ses vols internationaux le 1^{er} juillet 1993), est à l'origine, avec l'Australie, d'une résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), adoptée jeudi 8 octobre à Montréal, qui vise à inciter les États membres de l'Organisation des Nations unies à œuvrer pour l'interdiction de fumer sur tous les long-courriers à partir du 1^{er} juillet 1996.



La dangereuse fumée d'autrui

« A vingt-cinq ans, l'espérance de vie d'un gros fumeur est diminuée de huit ans par rapport à celle d'un fumeur », a déclaré M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, mardi 27 octobre, lors de la présentation du budget de son ministère à l'Assemblée nationale.

Le tabagisme provoque chaque année environ 450 000 décès prématurés dans les pays de la Communauté européenne, dont au moins 54 000 en France.

Les effets de la consommation de tabac sur l'organisme des fumeurs sont connus. La fumée de cigarette contribue à l'installation de pathologies infectieuses (tuberculose respiratoire). Elle est à l'origine directe ou indirecte de nombreuses lésions cancéreuses (poumon, trachée, bronches, cavité buccale, pharynx, œsophage, pan-crée, larynx, col de l'utérus, vessie, rein), de maladies cardiovasculaires et de troubles respiratoires. Les fumeurs n'en sont pourtant pas les seules victimes. L'usage du tabac par la femme enceinte est hautement dangereux pour l'enfant qu'elle porte, la fumée d'autrui peut faire courir des risques à l'enfance.

En érigant la protection des non-fumeurs au rang de principe législatif, la loi Evin et son décret d'application se fondent sur un nouveau problème de santé publique : le tabagisme passif. Après avoir suscité une vive polémique, les risques encourus par les non-fumeurs contraints d'inhaler les volutes du voisin font à présent l'objet d'un consensus quasi général chez les scientifiques.

Présenté le 11 avril 1989 lors d'un séminaire organisé à Venise, un document de synthèse de l'ensemble des recherches effectuées sur la question depuis les années 80 conclut à une augmentation de près de 40 % du risque de cancer du poumon chez les non-

fumeurs exposés à la fumée par rapport aux non-fumeurs qui ne le sont pas.

L'air respiré par le fumeur passif — adulte ou enfant, au travail ou en famille — est en effet chargé, d'une part, des substances exhalées par le fumeur actif, et, d'autre part, de celles qui s'échappent « naturellement » par l'extrémité des cigarettes (le cône de pyrolyse). Ces dernières sont de loin les plus nocives. Elles contiennent au moins six produits toxiques considérés comme cancérogènes pour l'espèce humaine.

Apparition de la cataracte

Dernière découverte en date : l'influence de la consommation de tabac sur l'apparition de la cataracte, et notamment la cataracte précoce (avant cinquante ans). Après le docteur François Deschênes, ophtalmologiste à Limoges (1), une équipe de chercheurs américains vient d'affirmer, dans le *Journal of American Association (JAMA)* du 30 septembre, qu'elle dispose des « preuves permettant de désigner le tabagisme comme facteur de risque de la cataracte (2) » et conclut ainsi : « Aujourd'hui, il est évident que la liste des maux liés au tabac s'allonge, avec l'adjonction de la cataracte, première cause mondiale de cécité ». La notion de « santé publique », parfois diffusée dans l'opinion, prend ici tout son sens.

(1) Société d'ophtalmologie de Paris, 19 octobre 1990 ; revue professionnelle *Coup d'œil*, avril-mai 1991.

(2) Est-ce que la fumée vous monte aux yeux ? Sheila West, Physician's Health Study, dans Center for Preventive Ophthalmology, The Johns Hopkins Hospital, Baltimore, Md., in *Journal of American Association (JAMA)* du 30 septembre 1992 (édition française).

Dossier réalisé par LAURENCE FOLLÉA

Etats-Unis : le calumet de la guerre

NEW-YORK

de notre correspondant

« J'étais tranquillement sur le quai du métro, en train de rêver, quand deux flics me sont tombés dessus, me demandant mes papiers, d'où je venais, où j'allais, depuis combien de temps j'étais à New-York et si je savais lire et écrire. Absurde, je leur ai demandé s'ils recherchaient quelqu'un, je leur ai assuré que je n'avais tué personne dans l'heure qui précède. Pour toute réponse, ils ont désigné du doigt ma cigarette qui achevait de se consumer. Je fumais, par mégarde, dans une enceinte ouverte au public ! En totale infraction avec la législation antitabac applicable à l'intérieur de la ville de New-York depuis avril 1988. Prix de mon ignorance : 50 dollars (300 F environ) et un sentiment de culpabilité qui, depuis deux mois que je suis dans cette ville, ne fait que s'aggraver. »

Présumé coupable, ce jeune cadre new-yorkais a simplement le tort de figurer dans le camp des

minoritaires, ceux qui ont déjà perdu la guerre que se livrent depuis des années aux Etats-Unis fumeurs et adversaires de la nicotine, ces derniers invoquant aux aussi, à juste titre, le respect de l'individu et le droit à la santé. Un argument qui se double d'incidences économiques : le Congrès américain évalue à 60 milliards de dollars le coût de l'usage immodéré du tabac dans l'économie nationale.

Cette année, 400 000 Américains meurent prématurément de maladies liées au tabac, et un million d'entre eux décident de se passer de l'herbe de Nicot. Le nombre des fumeurs est tombé à moins de 25 % de la population active qu'il était en 1965. Pour l'heure, l'Etat fédéral a seulement prononcé une interdiction de fumer à bord des avions pour tout trajet inférieur à quatre heures et demie. Tous les autres domaines sont laissés à l'appréciation des Etats et des municipalités.

Dans la vie de tous les jours, le fumeur new-yorkais, par exemple,

n'a pas le droit de griller la moindre cigarette à l'intérieur des bâtiments appartenant à l'Etat. La seule solution consiste à aller fumer sur le trottoir, un remède vivement conseillé pour les clients des salles de spectacles. En dépit de la création possible de « fumeurs » à l'intérieur des entreprises employant plus de quinze personnes, la réglementation autorise tout employé à transformer du jour au lendemain son espace professionnel en zone non-fumeur.

Naturellement, fumer est strictement interdit dans les halls de gare et d'hôtel, les quais de train ou de métro, à l'intérieur des voitures dans les espaces qui ne sont pas réservés, dans les ascenseurs, les salles de classe et de conférences, les magasins, les locaux à usage médical, les salles d'attente et les toilettes publiques. Si les bars n'ont pas encore pratiqué l'apartheid, les restaurants de plus de cinquante couverts et les cafétérias doivent posséder une zone non-fumeur.

Les plus farouches adversaires

de ces lois et réglementations sont naturellement les fabricants de cigarettes qui, tel M. Matthew Winston, l'un des responsables de Philip Morris, s'insurgent contre « les ravages d'un pays où l'on empêche constamment sur la liberté individuelle et la liberté de mouvement des individus ». Et de citer le cas de ces sociétés qui, préoccupées par le coût des assurances-santé consenties à leur personnel, vont jusqu'à traquer le fumeur à son domicile. Une jeune femme de l'Etat d'Indiana a dû poursuivre en justice la société Ford Motor Box Company, qui l'avait licenciée en 1989 après avoir constaté la présence de nicotine dans ses urines. M^{me} Janice Bone a gagné son procès mais plus de 6 000 entreprises, essentiellement des PME, refusent d'embaucher des fumeurs. Une discrimination que ces derniers perçoivent comme le dernier avatar de la tyrannie que leur impose la règle majoritaire.

SERGE MARTI

Il n'y a pas de fumée sans feu

Le Monde

HEURES LOCALES

Anniversaire à Clermont-Ferrand

Il y a un an, le maire, M. Roger Quilliot, démissionnait. Aujourd'hui, la ville tente de se mobiliser sur le front de l'emploi, avec le soutien actif de l'Etat

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyée spéciale

DÉPUIS le temps qu'il le fréquente, l'allure du maire de Clermont-Ferrand a fini par se confondre avec l'atmosphère de son hôtel de ville, sans doute, un brin austère. « J'ai délibérément choisi dix-sept ans une Fiat 500, par une sorte de rétro-réflexion et d'équilibre que j'affiche avec ma casquette de marin-mineur », écrit dans son dernier essai, M. Roger Quilliot (1). Premier magistrat socialiste de la préfecture du Puy-de-Dôme depuis près de vingt ans, sénateur, ancien ministre du logement dans le gouvernement Mauroy, il se décrit comme un homme discret, économe, d'un optimisme prudent, et prônant un sens de l'Etat.

Et, pourtant, c'est cet homme-là qui déclenche, en octobre 1991, une véritable tempête en abandonnant son mandat municipal. Dans la presse, son geste est un retentissement bien supérieur à ce qu'il en attendait, reconnaît-il. Le maire nourrit d'ailleurs peu de goût pour la communication. Alors ? « J'avais le sentiment de me trouver face à un mur, se souvient-il. Au cours de la dernière décennie, Michelin, l'entreprise la plus importante de la région, a supprimé onze mille emplois. Notre situation était comparable à celle qu'a connue la Lorraine, pourtant je n'obtiens aucune réponse de la part du gouvernement. » Aujourd'hui, M. Quilliot n'a toujours pas fini de s'emporter contre les énarques des administrations parisiennes, « plus soucieux de leur propre promotion que du fonctionnement de l'Etat ».

Une cité moins noire que ses pierres

Interpellé de la sorte, celui-ci ne pouvait faire moins que de permettre à la préfecture du Puy-de-Dôme de bénéficier de la vague de « localisations en région », selon la nouvelle terminologie. Entre deux cent cinquante et trois cents salariés du Centre d'études du machinisme agricole, des génies des eaux et forêts (CEMAGREF) et de l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts (ENGREF) devraient venir, en 1993, renforcer le pôle agroalimentaire de l'agglomération. En outre, l'extension de l'Institut national de la recherche agronomique avance rapidement, assurés les services de la préfecture, et devrait se traduire d'ici quelques mois par soixante-dix emplois de plus que les six cents actuels.

S'il n'a pas suffi à compenser les restructurations de la « Manufacture », comme l'appellent toujours les Clermontois, le cri du cœur de leur maire a au moins été écouté. Après avoir été reçu par plusieurs ministres et par le président de la République en personne, M. Quilliot a repris sa démission quelques semaines plus tard. C'était il y a un an. Depuis, les indicateurs ne sont toujours pas au beau fixe, et, pourtant, les acteurs du développement local ne semblent pas atteints par la déprime.

Du préfet de région, M. Philippe Massoni, aux chefs d'entreprise de Réseau, un club qui rassemble quatre cents responsables économiques locaux, chacun entonne le même couplet. Situé au pied du Puy-de-Dôme, toute proche du parc des volcans d'Auvergne et de ses lacs, la ville bénéficie d'une qualité de vie et d'un environnement exceptionnel. Elle peut aussi compter sur sa population répandue laborieuse et sur une tradition industrielle forte : ce secteur fait encore travailler 27 % des actifs, une proportion supérieure à la moyenne nationale.

L'enseignement supérieur et la recherche y sont bien implantés avec universités, des écoles d'ingénieurs et commerce.



La cote d'alarme n'a pas été atteinte l'automne dernier. Dès 1990 se mettait en place une mission de développement industriel, à l'initiative de M. Michel Charasse (PS), alors ministre du budget et conseiller général du Puy-de-Dôme. Chargée à la fois de promouvoir l'agglomération, voire le département - son action de prospection internationale est relayée par un cabinet privé - et d'aider les entreprises auvergnates à se renforcer, son rôle premier est forcément la création d'emplois, à tout prix. Composée d'une équipe de trois fonctionnaires dirigée par M. André Horel, le « commando », comme l'appelle le sous-préfet, constitue une structure originale au plan national.

Et à l'échelon local, car la mission Horel a au moins permis, si ce n'est de faire travailler ensemble la

département, la région et les quatre chambres de commerce locales, mais au moins de les mobiliser sur les mêmes objectifs. Un résultat non négligeable pour l'Auvergne, qui avait plusieurs hommes forts, et dont M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF) est président. « La méfiance traditionnelle des gens de ce pays », qu'évoque M. Quilliot, compte peut-être plus ici que les divergences politiques. Une donnée locale qui explique en partie le retard de l'Auvergne comme l'intercommunalité au sein de l'agglomération et la route de l'autoroute Clermont-Bordeaux.

Tandis que l'Etat et les collectivités locales s'organisent sur le front de l'emploi, M. François Hollande en faisait de même, créant en parallèle une structure baptisée « Agglomération et développement économique ». Il ne s'agit pas d'un état d'urgence mais d'un état d'urgence verbale du patron de la firme. Celui-ci a mis sur la table des négociations 90 millions de francs sous forme de prêts bonifiés destinés aux entreprises qui souhaitent s'installer à Clermont-Ferrand. En outre, ses cadres sont prêts à fournir aides, conseils, et à améliorer l'image de l'Auvergne par le biais de leur réseau d'implantations à l'étranger. Ainsi M. Pierre Foll et M. Michel Sellier, entrés dans le service export de la Manufacture dans les années 60, sont aujourd'hui au service des PME de la région.

Bénévolement, ils ont tenu les deux à la

Michelin a tourné la page
Rappeler que l'histoire de la ville se confond depuis un siècle avec celle du numéro un du pneu, ce n'est pas un présage en rien de l'avenir. S'impliquant d'un côté, en dernier se désengage de l'autre en vendant son parc de logements sociaux. Aucun élu local ne se permet plus de parler sur les intentions de la multinationale. « En encourageant la reconversion de l'agglomération, Michelin a bien qu'il a tourné la page, estime M. Horel. Il n'est pas sûr que les Clermontois aient accompli la même démarche. » Pour preuve, le reproche fait à sa mission. Celle-ci a obtenu quelques résultats, mais elle n'a pas réussi à faire venir une entreprise nouvelle, créant plusieurs centaines d'emplois. Un bilan Michelin en somme.

« La démission de M. Quilliot sur la ville ou la révéler », avait prédit l'époque M. André Weber, directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations. Une prophétie excessive. De même le maire de Clermont-Ferrand, cet homme du Nord, dont on se souvient qu'il est le plus auvergnat d'entre eux, appelait alors « choc électrochoc » pour sa cité. « Nous pourrions avoir notre petit bonhomme de chemin, résume-t-il aujourd'hui. Pourtant, la ville dispose d'une main-d'œuvre qualifiée, car malgré un endettement modéré, la municipalité a opté pour l'un des taux d'imposition les plus bas des grandes villes de France.

Il y a plus qu'une question de bâtir un pavé d'expositions, un grand auditorium, une maison du théâtre. Des dessins sont suspendus à l'abandon sur les négociations sur la création d'une communauté de communes et sur lesquels M. Quilliot s'étend pas. Pour comprendre cette réserve, peut-être faut-il se référer à un livre. « Un simple maire ne peut pas avoir des projets d'urbanisme sans déclencher la spéculation immobilière », écrit-il. Le « parler vrai » est une relation dans la vie publique mais dans les relations privées. C'est pourtant l'impression inverse qu'il a de donner l'an dernier.

MARTINE VALO
(1) Le Monde, sur la balance, 11 novembre 1992, 244 pages, 110 F.

L'Ile-de-France et les autres

METTRE un terme à l'opposition stérile entre l'Ile-de-France et le reste de l'Hexagone, ce thème revient régulièrement dans les propos des hommes politiques. Pourtant cette déclaration de principe est sans effets. Mais cette fois le message transmet des pouvoirs publics un peu plus ferme. Les membres des comités du Groupe d'études et de recherches pour l'Europe (GRE) de l'Ile-de-France, le groupe, composé de représentants d'entreprises, d'élus, de représentants de syndicats, de responsables de centres d'enseignement et de recherche, ont un GEM régional créé depuis 1989 à l'initiative de M. Edith Cresson, alors ministre des affaires européennes, pour préparer le grand marché européen.

Un an après son installation, ce GEM vient de formuler cinquante-deux propositions concrètes pour améliorer l'accueil des entreprises et des cadres étrangers, pour renforcer les liens et pour améliorer les handicaps de la région capitale afin de lui donner une chance avec les autres régions de France, Londres, Francfort ou même Berlin, avec lesquelles elle est en compétition. M. Christian Sautter, préfet de la région d'Ile-de-France, a qualifié ces propositions de « provocations stimulantes qui pourraient être reprises dans le prochain plan ».

Le GEM Ile-de-France présente dans ce rapport d'étape un certain nombre d'informations qui ne vont pas laisser indifférents le conseil régional et le DATAR. Ainsin, il rappelle que l'Ile-de-France n'a pas une croissance anormale, mais une croissance plus élevée que les autres régions françaises. Il souligne que la province ne trouve pas l'Ile-de-France, mais que celle-ci, qui représente 18 % de la population, apporte près de 41 % au budget de l'Etat et reçoit moins de 17 %.

Autre idée en pièces par ce rapport : il suffirait de brider le développement de l'Ile-de-France pour que l'économie des autres régions se développe. En fait, l'évolution du marché des bureaux et de l'emploi ne peut qu'être liée entre le développement de la région et celui du reste du pays. Les auteurs du rapport en concluent qu'il faut aujourd'hui admettre que les entreprises ne peuvent pas être hors de l'Ile-de-France.

C. de C.

Cimetières en jachère

La Ville de Paris souhaite éviter que le Père-Lachaise, l'un des endroits les plus fréquentés de la capitale, ne se transforme en une friche funéraire

HÉLOÏSE et Abelard, les amoureux médiévaux qui reposent au Père-Lachaise, ne retourneront-ils dans le petit temple gothique qui leur sert de tombe ? Depuis quelques jours, sur les chemins pavés et jonchés de la vénérable nécropole, cabote le dernier des véhicules électriques. Minicars Peugeot de dix places, minibus « parisiens » à quatre places, type parcours de golf, transportent les vieilles personnes qui n'ont plus assez de jambes pour aller fleurir de chrysanthèmes leurs chers disparus. Ils sont livrés immaculés, non polluants, silencieux, ces véhicules mus par des batteries constituent une bonne surprise pour les visiteurs de la Toussaint.

Passé le jour des morts, certains engins resteront à demeure, au

moins pour une année-test. S'ils n'annoncent pas une nouvelle mode, ils témoignent tout de même qu'une légère innovation souffle sur les cimetières de la capitale. Il était temps. Assurer une dernière demeure aux Parisiens n'est pas une mince affaire. Le service qui s'en charge a les dimensions d'une entreprise de bonne taille. Il faut pour entretenir les quelque 100 concessions du cimetière municipal. Le préfet Hannebault, toujours mégalomane, aurait voulu jadis les réunir sur un seul site, campagnard mais grandiose, relié au centre par une ligne ferroviaire spéciale.

La réalité est plus modeste et beaucoup plus compliquée. Les tombes parisiennes sont disséminées sur une vingtaine de cimetières dont les plus vastes se trou-

vent en banlieue. Le plus moderne est celui de 1929, mais la plupart sont archaïques. Certes, la place ne manque pas sur ces 420 hectares réservés à l'ultime repos, mais la lourde machine du service des cimetières a beaucoup et parfois mal vieilli. Son rattachement à la direction des parcs et jardins lui a valu d'être révoqué par la municipalité. Jacqueline Nebout (UDF-Rad.), adjointe de Jacques Chirac aux élections municipales de 1989.

La nécropole qui pose le plus de problèmes est l'illustissime Père-Lachaise qui accueille ses 188 ans de bons et loyaux services. S'il fut un temps, avec ses 5 000 arbres, le premier cimetière paysager de France, il glisse aujourd'hui vers le musée de plein air.

Un musée fort intéressant puisqu'il reçoit, estime-t-on, entre un et deux millions de visiteurs par an. Parmi

MARC AMBROISE-RENDU
Lire la suite page 12

LES ENTREPRISES DE "RENNES ATALANTE" SE DEVELOPPENT

La jeunesse ne touche pas le District, les entreprises de leur District :

Par exemple, RENNES ATALANTE (400 personnes) est une entreprise de logiciels. Elle a quatre-vingt-cinq salariés et une cinquantaine de clients. Elle a été créée en 1985 et a connu une croissance remarquable. Elle a obtenu le label AQL (Association Qualité Logiciel) en 1988 par un industriel et un enseignant - de SUPELEC, a été certifiée ISO 9001 par le développement de logiciels. AQL, première PME de logiciels à ce label, rejoint un petit nombre de sociétés certifiées pour ce type d'activités.

RENNES ATALANTE vient de construire un bâtiment de 1 200 m² qui lui permettra de doubler l'effectif de son centre de développement et de ses bureaux. Le développement de systèmes de communication, en particulier pour la gestion électronique de documents et le network management.

RENNES ATALANTE
11, rue Clos-Courtil
35700 RENNES
Tél. 99 63 28

Les collectivités et la crise de l'immobilier

AGENDA

Less

HEURES LOCALES

Les illusions perdues d'Orlyval

Un an après son lancement, le métro automatique n'a pas tenu ses promesses. Le trafic ne décolle pas et les quatre millions de voyageurs annoncés au départ ne sont pas au rendez-vous

Ceux qui ne croyaient pas hier à la liaison automatique de Matra entre l'aéroport d'Orly et la ligne B du RER à Antony ont aujourd'hui pitié pour son échec commercial. Pourquoi n'y a-t-il pas de voyageurs sur les voitures d'Orlyval ? Pourquoi s'ennuierait-on d'y aller ?

On annonçait 4,2 millions de voyageurs par an, ils sont aujourd'hui entre 1,5 et 1,8 million sur une base annuelle. Anéantis par ce décalage, les finances sont au plus mal pour un équipement dont le prix de revient est de 1,750 milliard de francs (y compris les frais financiers). La société qui gère Orlyval est incapable de faire face à ses échéances, et les réunions se succèdent entre les actionnaires (1) et les banquiers pour échapper au dépôt de bilan.

La concession privée a fait long feu, et les actionnaires ont les yeux tournés vers la RATP. Ceux qui s'enorgueillissaient hier d'équilibrer un système de transports publics en Île-de-France sans aucune subvention se déchantent. Décidé à grande pompe à l'époque du lancement, le système avait valeur de symbole. En avril 1988, le jour de la signature de concession de la desserte de l'aéroport à la société Orlyval, M. Jacques Douffignies, alors ministre des transports du gouvernement Chirac, chantait les louanges de la formule : « Il s'agit d'une importante contribution à la desserte de l'aéroport de Paris, grâce à la mise en œuvre d'un système de transports collectifs de la région Île-de-France ».

Matra contre la SNCF

Matra n'a pas tenu ses engagements commerciaux. En 1988, le Syndicat des transports parisiens (STP), l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France, avait lancé un appel à l'industrie visant à amener le 20 % à 30 % du trafic des transports en commun par métro automatique. Or, la RATP, avec un débranchement de la ligne C vers l'aéroport d'Orly sans rupture de charge. Le premier avait dans son tour de table Air Inter, la Lyonnaise des eaux, la RATP et un pool de banquiers avec comme chef de file Indosuez. Le second était défendu par Corboute et Spie Bastogol.

Les promoteurs du projet Orlyval avaient déployé des trésors de persuasion pour emporter la partie contre le projet de la SNCF. Le

PDG de Matra, M. Jean-Luc Lagardère, avait une vitrine parisienne pour exporter son projet automatique, qui n'était alors en service qu'à Lille. Quoi de plus symbolique en effet que d'offrir un VAL à la porte de l'aéroport, comme le soulignait le ministre des transports ? De son côté, le PDG d'Air Inter de l'époque, M. Pierre Etsen, ne pouvait pas entendre parler de la SNCF, dont le TGV lui représentait la hausse avec une barre à 3 millions de passagers.

Les experts soulignaient l'intérêt du projet SNCF et de ses avantages envisageables en matière d'aménagement régional. La région Île-de-France, qui n'est pas représentée au sein du Syndicat des transports parisiens, préférait

l'aviation marchande et de la compagnie Eurair. « La rupture de charge fait de ce système un échec retentissant », il s'agit là d'un effet d'annonce qui n'a pas été pris en compte. L'annonce des hypothèses de départ fournies par Matra Transport à l'INRETS pour valider les prévisions de trafic à l'aéroport d'Orly, les prévisions de la SNCF de 2,4 millions de voyageurs étaient en fait la hausse avec une barre à 3 millions de passagers.

Les experts soulignaient l'intérêt du projet SNCF et de ses avantages envisageables en matière d'aménagement régional. La région Île-de-France, qui n'est pas représentée au sein du Syndicat des transports parisiens, préférait

l'aviation marchande et de la compagnie Eurair.

« La rupture de charge fait de ce système un échec retentissant », il s'agit là d'un effet d'annonce qui n'a pas été pris en compte. L'annonce des hypothèses de départ fournies par Matra Transport à l'INRETS pour valider les prévisions de trafic à l'aéroport d'Orly, les prévisions de la SNCF de 2,4 millions de voyageurs étaient en fait la hausse avec une barre à 3 millions de passagers.

Les experts soulignaient l'intérêt du projet SNCF et de ses avantages envisageables en matière d'aménagement régional. La région Île-de-France, qui n'est pas représentée au sein du Syndicat des transports parisiens, préférait

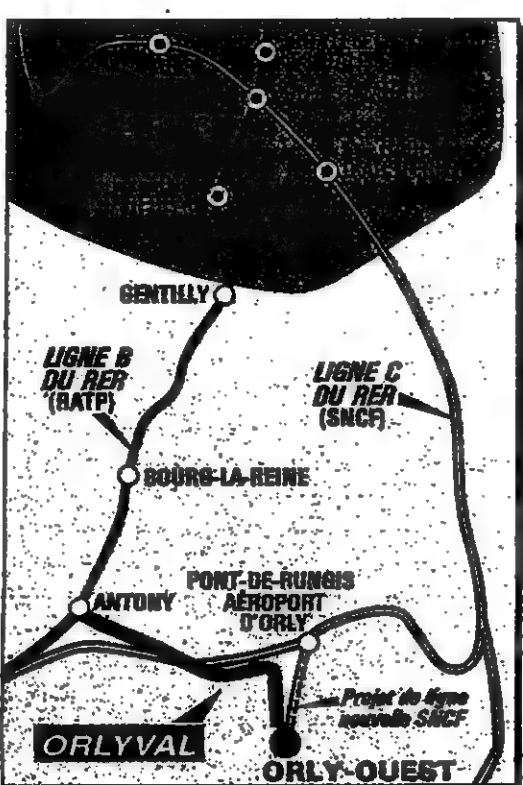
notoriété. On attendait 600 000 voyageurs par an, motivés pour une bonne part par la curiosité. Enfin, beaucoup font remarquer que le lancement d'Orlyval s'est fait dans la plus grande discrétion. « Il y a eu peu d'effort de communication », cibles du projet. Les responsables de la RATP, actionnaire à 3,3 %, exploitant technique du projet à la RATP VAL Service (2), s'efforcent de le faire passer pour un échec. « On ne peut pas comparer le trafic d'Orlyval à celui de la ligne B du RER », explique M. Frédéric d'Allest, PDG. « Tout le monde s'est trompé sur le trafic. Il n'y a aucune raison de dire que nous étions plus optimistes que ceux qui ont fait les études. Nous avons en fait le système dans les limites des coûts. Il ne faut pas confondre le trafic et le nombre de trains. Orlyval, dont la hauteur de 17,3 %, a tout le monde. L'Etat, qui a financé le projet, Matra, qui a poussé à sa réalisation, le Syndicat des transports parisiens, qui l'a autorisé, les banques, qui y ont cru, et les experts en prévision, qui ont surévalué l'optimisme ambiant. La fin des années 80 était synonyme d'euphorie, les banquiers tournaient les grands groupes à la recherche de projets, l'optimisme était la règle. Aujourd'hui, on a perdu la confiance des investisseurs. Reste la question majeure de savoir qui paiera.

Tout le monde s'est trompé

Aujourd'hui, Matra Transport refuse de figurer au bilan des pertes. « Chacun a tendance à se tromper sur la réalité et les faits », explique M. Frédéric d'Allest, PDG. « Tout le monde s'est trompé sur le trafic. Il n'y a aucune raison de dire que nous étions plus optimistes que ceux qui ont fait les études. Nous avons en fait le système dans les limites des coûts. Il ne faut pas confondre le trafic et le nombre de trains. Orlyval, dont la hauteur de 17,3 %, a tout le monde. L'Etat, qui a financé le projet, Matra, qui a poussé à sa réalisation, le Syndicat des transports parisiens, qui l'a autorisé, les banques, qui y ont cru, et les experts en prévision, qui ont surévalué l'optimisme ambiant. La fin des années 80 était synonyme d'euphorie, les banquiers tournaient les grands groupes à la recherche de projets, l'optimisme était la règle. Aujourd'hui, on a perdu la confiance des investisseurs. Reste la question majeure de savoir qui paiera.

MARTIN LARONCHE

(1) Air Inter (26,7 %), Lyonnaise des eaux (18 %), SNCF (17,3 %), RATP (3,3 %). (2) La RATP est actionnaire à 51 % de RVS, RATP VAL Service.



Contraintes

Orlyval, elle s'intégrait dans la logique du réseau RER, qui consistait à prolonger la ligne de métro automatique et à lui faire un métro automatique léger », considère M. Pierre Pommellet, directeur des études de l'Institut d'aménagement d'urbanisme de la région Île-de-France. Il s'agit du projet de la SNCF, plutôt que de la RATP, compte tenu d'une desserte du RER C satisfaisante, n'a pas été retenu.

Aujourd'hui, les observateurs sont sévères pour les promoteurs d'Orlyval. « Avec un peu de recul, un enfant de douze ans n'aurait pas pris cette décision », note M. Alexandre Couvrel, président de la Fédération nationale de

transport, qui considère que ces conditions soient réunies (voir ci-dessus). Dans 90 % des cas il s'écoule de l'ordre de deux à trois minutes entre l'arrivée d'un VAL et le départ d'un RER (et vice-versa), selon les chiffres de la RATP. Enfin une partie des clients du RER C ont abandonné leur voiture au garage d'Antony.

L'offre en modes collectifs de transport, en particulier de stationnement était supposée répondre à un niveau actuel (1987). Or un nouveau service de bus privé (Jetbus), reliant Orly au sud-est, compte aujourd'hui 300 000 voyageurs par an. De son côté Aéroports de Paris a accru de 30 % par rapport à 1987, le nombre de places de parking.

Le système était également critiqué d'être d'un très fort taux de

REPÈRES

LORRAINE

L'OMS s'installe à Nancy

En application de la charte européenne de l'environnement et la santé (OMS) s'installe à Nancy. L'OMS est dotée de trois divisions : l'espace communautaire, l'hygiène (Pays-Bas), l'écologie et la santé. La localisation de l'OMS à Nancy encourage l'existence d'un Centre de recherche sur l'eau, créé en 1988 par le district de l'agglomération. M. Chaban Gaillard (UDF-FR), adjoint au maire de Nancy, souligne l'importance de ce choix, « la force d'attraction créée par les collectivités locales, leur permet d'exister désormais sur la scène internationale des villes majeures ».

Les fonctionnaires de l'OMS s'installent à Nancy. Ils étudieront la coopération technique en matière de génie sanitaire, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion des déchets. Déjà opérationnelle, la division, dirigée par l'épidémiologiste Philippe Harteman, est intervenue pour améliorer la population de Sarajevo sur des aspects d'approvisionnement.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Guerre de livres à Lille

Deux librairies de la distribution des livres s'affrontent désormais à Lille. La Fureur du Nord, librairie au départ familiale, devenue numéro un dans la région, et la FNAC, qui a ouvert, le 23 octobre, un nouveau magasin. Depuis quinze ans, le Nord et la FNAC s'étaient partagés les rôles dans les librairies contigües sur le Grand-Pas. Au premier livre, au second le son et l'image. Ils deviennent aujourd'hui concurrents. La FNAC reprend un magasin installant, de l'autre côté de la Grand-Place, 6 500 m² de surface de vente et en retrouvant sa vocation de librairie.

Face à cette concurrence renouvelée, les responsables du Furet ont entrepris des travaux d'extension pour porter la surface de 4 500 m² à 8 000 m². Échange de bons procédés : la librairie a décidé de reprendre les livres et l'image. Chacun des deux libraires se met à mener la guerre, mais tout le monde reconnaît que la concurrence sera vive. Le Furet, présent dans onze villes du Nord-Pas-de-Calais, couvre 40 % des parts du marché du livre dans la région. Il entend poursuivre une extension avec prudence, dans les régions limitrophes du Nord, y compris en Belgique.

Ce supplément a été réalisé en collaboration de Roger Cans, Claude Francillon et de nos correspondants : Lore (Lille), Bernard Maillard (Nancy) et Gabriel Simon (Brest).

Passagers solitaires

Avec Orlyval, le bout du monde et l'appréhension des frontières incertaines commencent aux guichets d'une station de métro. Pasteur, par exemple. Pour atteindre son jet, il en coûte 42 F pour un aller simple. A Denfert-Rochereau, direction la ligne B du RER, jusqu'à Antony, point de départ, sur le quel voisin, de la rame d'Orlyval. « Pour prendre l'avion, prenez le métro », répète la publicité placardée sur les murs des stations de la région.

L'usager, consciencieux, a obtenu, en échange de son billet, un chemin ? Une flèche indique : « Orlybus ». A l'arrêt, un panneau, fléché, indique : « Ligne B (RER) : Saint-Hippolyte-Chevreuse, Robinson, Poissy, Chelles-de-Gaulle ». Orlyval ? Point. Hélas, bousculades, étonnement. Après quelques instants de sur-place, l'étranger, le provincial empruntant le couloir menant vers la ligne B du RER. Toujours pas d'Orlyval. Renseignements aux guichets. La direction de Saint-Hippolyte-Chevreuse est la bonne.

Arrivé à Antony, rupture de charge. La ligne d'Orlyval est juste en face. Seulement deux angles attendent le départ, environ toutes les sept minutes. Pour l'ambiance, des postes de télévision, identiques à ceux placés à l'arrêt de l'aéroport, indiquent l'heure du vol vers New-York, Miami, Alger, Tel-Aviv ou Douala. Un peu de rêve sur ce

quel de banlieue froid et brumeux. Les wagonnets coquets et pratiquement déserts, glissent en six minutes jusqu'aux terminaux Ouest et Sud d'Orly.

Au départ de l'aéroport, le voyage inverse n'est pas aisé. Il faut savoir que la ligne existe. Enfin, à la porte F d'Orly-Ouest, voici l'escalier qui conduit à la rame. Ce jour-là, le voyageur est seul à se diriger vers Antony où l'attend un couloir et deux escaliers mécaniques qui le conduiront, avec ses bagages, sur le quai du RER. Retour à Denfert-Rochereau dans un wagon où il est impossible de s'asseoir. Les valises posées au pied du va-et-vient des usagers de banlieue. Si le Val faisait le plein, ce qui n'est pas le cas, la cohérence aux points de départ s'effondrerait d'un coup de mer et ceux qui utilisent quotidiennement ce transport parisien. De la station Pasteur à l'aéroport : environ quarante minutes. Rapide, malgré l'attente de plus en plus longue occasionnée par les rames du métro. Dans le réseau dense tissé par la région, le Val apparaît, faute d'une bonne signalisation, comme un part. Son rôle, ses promoteurs devraient expliquer ce qui signifie pour eux « heures de pointe » (42 F au lieu de 30 F) « Heures de pointe » sur le RER, sans aucun doute, mais sur la ligne d'Orlyval ?

JEAN PERRIN

Quand Le Monde et la SNCF unissent leurs efforts, Paris se rapproche de Clermont-Ferrand



Avec des trains plus rapides, plus nombreux, vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Désormais, vous trouverez le Monde soir même de sa parution en vente à :

NEVERS, MOULINS, VICHY et CLERMONT-FERRAND.

Le Monde

SNCF

Dans le cadre du Programme Décentralisation 2000

Institut de la Décentralisation

Le Monde

Avec le concours de :

RÉGION ALSACE
Département du Bas-Rhin
VILLE DE STRASBOURG
UNIVERSITÉ R. SCHUMAN

Et avec le soutien de :

CREDIT LOCAL DE FRANCE
CAISSE DES DÉPÔTS
AIR INTER

Renseignements et inscriptions avant le 6 novembre 1992

INSTITUT DE LA DÉCENTRALISATION
2, rue des Longs-Prés
52100 Boulogne-Billancourt
Tél. : (1) 47-61-92-48
Téléfax : (1) 47-61-92-47

Colloque international

LA DÉCENTRALISATION FRANÇAISE ET L'EUROPE

17 ET 18 NOVEMBRE 1992
PALAIS DES CONGRÈS DE STRASBOURG

- La Décentralisation en France et dans la Communauté
- Premier bilan de l'intégration des collectivités territoriales dans l'espace européen
- Les effets de l'acte unique et de l'acte II sur les institutions locales
- Avec une Europe décentralisée à l'horizon 2000 ?

BILLET

GATT : sang-froid et propagande

A Chicago dimanche, à quarante-huit heures de l'élection présidentielle américaine, M. Edward Madigan, le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, et M. Ray Mac Sharry, le commissaire européen compétent, vont se retrouver pour une ultime tentative pour sortir l'Uruguay Round de l'impasse. On fait difficilement plus théâtral, et la mise en condition, orchestrée par Washington, relayée par la présidence anglaise de la Communauté avec des appels certains au sein de la Commission, est impressionnante. Son objet est, à l'évidence, de faire céder finalement les Européens devant les exigences américaines sur le dossier des échanges agricoles. Car rien n'indique que la négociation par fax et téléphone des derniers jours ait permis de rapprocher les points de vue. Il faut craindre que l'accord, s'il se fait à Chicago, implique des concessions dures à supporter pour les paysans européens et allant bien au-delà des contraintes de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Or, rester dans les limites de la réforme était la ligne de conduite plus ou moins explicitement fixée par les Douze. Sera-t-elle tenue ?

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a déjà fait savoir que la France n'accepterait pas un arrangement déséquilibré. Compte tenu des circonstances, garder son sang-froid et refuser la tentative de culpabilisation engagée contre la France semble opportun. Le libéralisme dans les échanges est certainement préférable au protectionnisme. Et une conclusion heureuse de l'Uruguay Round aurait un effet psychologique appréciable. Présidente cependant, comme s'aventure à le faire des experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et du GATT, qu'un accord permettrait d'écouler de 200 à 500 milliards de dollars les échanges internationaux et favoriserait grandement une reprise mondiale ne repose sur aucune base sérieuse.

Les fluctuations aberrantes du dollar ont beaucoup plus d'effet sur le commerce que les réductions homophobiques des droits de douane négociées à Genève. Les engagements susceptibles d'être pris sur les échanges de services demeurent aléatoires. Bref, l'Uruguay Round ne représente certainement pas le sésame pour la prospérité que la propagande anglo-saxonne s'efforce de nous vendre. Mais l'attitude en permanence défensive de la France exaspère nos partenaires et risque de se retourner contre nos intérêts : sous forme de rétrocessions commerciales, mais aussi d'un regain de tensions à l'intérieur de la Communauté. Plusieurs membres du gouvernement ont affirmé ces dernières semaines souhaiter que l'Uruguay Round soit achevé avant la fin de l'année. C'est temps de gagner la mobilité nécessaire pour y parvenir.

PHILIPPE LEMAITRE

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Avec 29 400 demandeurs d'emploi de plus en un mois

Le chômage a augmenté de 1 % en septembre

En septembre, le chômage a augmenté de 1 % en données corrigées, selon les statistiques publiées le 29 octobre par le ministère du travail. Cette hausse intervient après deux mois de baisse et ramène le nombre de demandeurs d'emploi au niveau de mai ou de juillet, soit 2 910 500.

Avec 29 400 chômeurs de plus en données corrigées, l'augmentation de 1 % intervenue au mois de septembre, et de 4,9 % en un an, est un mauvais signe qui confirme les autres indicateurs, rendus publics par le ministère du travail. De 2 910 500, en données corrigées, le nombre de demandeurs d'emploi devient 2 968 700 en données brutes, et, avec une hausse de 72 799 (+2,5 % en un mois, +4,8 % en un an), dépasse ainsi le record historique de janvier 1992. Même l'évaluation selon les critères du BIT (Bureau international du travail), qui estime le nombre de chômeurs à 2 557 000, enregistre une dégradation de +5,7 % en un an. En conséquence, le taux de chômage par rapport à la population active, de 10,3 %, progresse de 0,5 point, toujours en un an.

Deux phénomènes conjoncturels ont amplifié la détérioration, plus structurelle, du marché du travail. D'une part, les inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi, soit 98 500, en hausse de 4,8 % sur l'an dernier, se sont de nouveau concentrées sur ce mois de rentrée. D'autre part, l'ANPE a enregistré l'arrivée massive (+9,5 % par rapport à septembre 1991) de 201 000 personnes à l'issue de contrats de travail à durée déterminée.

À ce jour du mois, et en compensation de l'an passé, le volume des entrées nouvelles au chômage s'est gonflé de 3,5 % en données corrigées et de 5,8 % en données brutes. Avec 44 700 personnes, le flux des licenciements économiques ne cesse de grossir, puisqu'il est de 11 % supérieur à celui de l'an dernier. Ce qui signifie que le mouvement de pertes d'emploi ne se ralentit pas.

Baisse du chômage de longue durée

Parallèlement, le volume des sorties de l'ANPE, déjà moins élevé que celui des arrivées (435 000 contre 502 000, en données corrigées), est stable en données brutes sur un an. Ce qui, là encore, tend à démontrer que les entreprises hésitent à embaucher : les offres déposées à l'ANPE en cours de mois (52 000) sont en retrait de 15,3 % sur l'an dernier. D'ailleurs, les reprises d'un emploi, qui représentent à peine la



moitié de ces départs des listes du chômage, ont diminué de 2,6 % en un an.

Malgré l'intense mobilisation dont elle fait l'objet, la politique de l'emploi ne modifie pas fondamentalement ces données. Certes, le nombre des entrées en stage augmente de 24,4 %, notamment du fait de l'opération en faveur des chômeurs de longue durée qui a, de plus, entraîné les deux tiers des 17 000 radiations (+369 % en un an). Mais tous les autres programmes, à l'exception des exonérations de charges pour l'embauche d'un premier salarié, du contrat de retour à l'emploi ou des emplois familiaux (122 000, dont la moitié seraient « blancs »), semblent parvenus à saturation, n'évoluent guère par rapport à l'an passé ou ne tiennent pas leurs promesses. C'est le cas du dispositif PAQUE pour les jeunes en difficulté qui totalise 8 000 bénéficiaires pour 70 000 places ou des contrats emploi-solidarité (290 000 en septembre). Depuis que ces derniers privilégient les chômeurs adultes de longue durée, les gains, en nombre (+70 000 sur un an), se seraient réalisés au détriment du public traditionnel des jeunes, à cause d'un effet de substitution. En outre, de 30 000 à 50 000 postes de CES resteraient vacants, en dépit de l'ardente sollicitation exercée sur les établissements publics, les associations ou les collectivités locales.

Un seul résultat est rassurant, s'il n'est pas les objectifs fixés par M. Pierre Bérégovoy. Pour le quatrième mois consécutif, le chômage de longue durée diminue de 2,7 % en un mois mais augmente de 5,7 % en un an. Il y a 889 000 chômeurs de plus d'un an

en données corrigées et la moyenne d'inscription, de 348 jours, a baissé de 14 jours depuis septembre 1991. Il semblerait aussi que le licenciement des plus de 50 ans soit freiné. Mais, par contre, le chômage des jeunes, et surtout des jeunes hommes (+3,6 % en un an) s'accroît.

ALAIN LEBEAUCHE

Une délégation du CNPF à Buenos-Aires

M. Carlos Menem apporte aux industriels français la confirmation de sa détermination libérale

Reçue par les principaux dirigeants du pays, dont le président Carlos Menem et le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, la délégation de responsables d'entreprises françaises conduite en Argentine du 23 au 28 octobre par M. François-Xavier Ortoli, président de CNPF International, a pu constater que, malgré la période délicate que traverse l'économie (avec, notamment, l'émergence d'un déficit commercial et la chute de la Bourse), les autorités de Buenos-Aires restent déterminées à poursuivre le processus de réformes libérales engagé en avril 1991.

BUENOS-AIRES

de notre envoyé spécial

Lors de l'entretien qu'il a accordé à la délégation patronale conduite par M. François-Xavier Ortoli, mardi 27 octobre, le président Menem, très soucieux de voir les Français confirmer, en 1992, leur position de principaux investisseurs étrangers en Argentine, acquise en 1990 et 1991, a indiqué que l'État allait poursuivre activement son programme de privatisations, avec notamment la vente, en 1993-1994, de la compagnie pétrolière d'État Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF). Les entreprises françaises, publiques pour la plupart, participent activement à ce processus. France Télécom est déjà, depuis deux ans, actionnaire important de Telecom Argentina. Des firmes françaises sont candidates aux privatisations pour le métro, la distribution d'électricité, la sidérurgie, la poste ou encore la distribution des eaux à Buenos-Aires. M. Menem a indiqué qu'il souhaitait que les provinces, autonomes, engagent aussi des privatisations et qu'elles développent plus rapidement la concession de certains services publics.

Ouverture commerciale

Interrogé sur l'avenir de Mercosur (l'alliance entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay), M. Menem a expliqué que les difficultés politiques actuelles du Brésil ne devaient pas remettre en cause ce projet d'union douanière. La brutale détérioration des relations commer-

ciales entre les deux grands pays (l'Argentine accusant brusquement un important déficit avec le Brésil) devrait pouvoir être réglée par des solutions temporaires. « Le calendrier prévu sera maintenu », a déclaré le président argentin. Dans un discours télévisé, M. Cavallo a annoncé, mercredi 28 octobre, la mise en place de taxes à l'importation et d'aides à l'exportation, afin d'aider les industriels locaux.

Rappelant sa politique d'ouverture commerciale, de réforme de l'État et de libéralisation, M. Menem a confirmé enfin qu'il allait engager une profonde réforme du droit du travail et qu'il n'était pas question, à ses yeux, d'envisager, malgré les pressions de certains exportateurs, une remise en cause de la parité actuelle de la monnaie argentine, le peso. Depuis la loi de convertibilité d'avril 1991, un peso vaut un dollar.

Pour M. Ortoli, l'Argentine est engagée aujourd'hui dans « une révolution programmée », dans « une utopie réaliste ». Impressionné par la cohérence du programme économique de M. Menem, par sa détermination et par la qualité de ses équipes, le président de CNPF International estime que le pays est pour les entreprises françaises « un pari à prendre ». Un avis qui partage les pouvoirs publics. La COFACE vient d'élaborer les conditions des garanties accordées sur le pays. La Paris va consentir à Buenos-Aires un protocole financier visant à inciter les PME françaises à créer en Argentine des sociétés communes.

ERIK IZRAELEWICZ

Associé à Total et à Triton

BP réévalue à la hausse les réserves du gisement géant de Cusiana (Colombie)

Le gisement de pétrole de Cusiana, en Colombie, devrait tenir ses promesses. « Dans l'état actuel des forages », le volume de ses réserves est évalué à 1,5 milliard de barils de brut et de condensats par la British Petroleum, opératrice du gisement (40 %) aux côtés de la compagnie française Total (40 %) et de l'américaine Triton (20 %), selon un communiqué publié, jeudi 29 octobre, par le pétrolier britannique. BP a également révélé l'existence à proximité de Cusiana - et sur le même bloc d'exploration - d'une seconde structure dont les réserves seraient de l'ordre de 500 millions de barils.

S'il faudra attendre le premier semestre 1993 avant d'avoir une évaluation définitive des quantités en place, Cusiana, avec son brut « léger », se présente d'ores et déjà comme une découverte exceptionnelle. BP n'avait pas fait mieux depuis la mise en évidence du

gisement de Forties (2,5 milliards de barils), en mer du Nord, au début des années 70. Et il faut remonter à la même époque pour trouver une découverte d'une telle ampleur sur le continent américain (avec le gisement de Prudhoe Bay, en Alaska).

La Bourse a réagi à la réévaluation des réserves de Cusiana (la précédente évaluation faisait état de 900 millions de barils). Vendredi, à la Bourse de Paris, l'action Total a gagné 2,5 %, pour une hausse du CAC 40 limitée à 0,67 %, tandis que BP s'est appréciée de 2 pence au Stock Exchange de Londres. Ce n'est pourtant pas avant 1993 et la fin des travaux d'exploration que les compagnies présentes sur Cusiana pourront inclure dans leurs comptes les réserves du gisement, dont 30 % reviendront alors à Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale colombienne.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 26 AU 30 OCTOBRE 1992

PARIS

Le poids des taux

INDICE CAC 40
- 1,35 %

Le vent d'Est, et les rumeurs qu'il portait d'une prochaine détente des taux en Allemagne, principal artisan de la hausse la semaine dernière, a soufflé différemment cette semaine. Avec 3,5 % d'inflation, comment voulez-vous qu'ils baissent leurs taux ? Pour être y parviendront-ils avant Noël, et là encore, rien n'est moins sûr. Ce coup d'arrêt à la baisse des taux, évoqué par un opérateur, a pesé toute la semaine sur le marché parisien. Si, au cours de la période passée, les valeurs françaises s'étaient appréciées en moyenne de 8,1 % - du jamais vu depuis quatre ans - celle qui vient de s'écouler se solda par un bilan négatif de 1,35 %, l'indice CAC 40 étant revenu à ses niveaux du début de l'année.

Le nouveau terme boursier de novembre avait, dès lundi, commencé dans le calme. A la bonne orientation matinale avaient succédé des prises de bénéfices qui, malgré une sensible réduction des gains, avaient permis à l'indice de conserver une avance de 0,25 %. La cote devait, le lendemain, progresser d'autant, alors que la détente observée sur le loyer de l'argent au jour le jour n'a pratiquement pas eu d'impact sur la tendance. Dès le mercredi, changement de registre : alors que l'espoir d'une baisse des taux

allemands s'éloignait, le marché chuta en séance de plus de 2 %, pour ne plus céder en clôture que 1,39 %.

La morosité devait se poursuivre le jeudi. La baisse de 2,5 % du taux de prise en pension de 5 à 10 jours décidée par la Banque de France, pour le ramener à 10,5 %, ne suscita que peu de réactions chez les opérateurs. En revanche, ils furent beaucoup plus sensibles aux dernières déclarations du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, estimant que le taux d'inflation était encore trop élevé en Allemagne, écartant ainsi toute possibilité d'une réduction des taux d'intérêt allemands. Ce qui devait être confirmé à l'issue de la réunion bi-mensuelle du conseil de la Bundesbank. Au final, les valeurs françaises ont abandonné ce jour-là 1,09 %.

Une nouvelle valeur

La dernière séance de la semaine a été hachée. Après un début de séance en progression symbolique de 0,3 %, le principal indicateur de la place a cédé au plus bas 0,91 %, avant de reprendre le chemin de la hausse après plusieurs tentatives infructueuses. En s'établissant en clôture en hausse de 0,67 %, l'indice CAC 40 a fluctué dans une fourchette de 1 % de hausse à 0,8 % de baisse. Une explication, toutefois,

pour justifier la volatilité du marché à la veille du long week-end de la Toussaint - la Bourse chômant lundi 2 novembre, - l'arrivée à échéance des contrats d'options et des futures sur l'indice CAC 40.

Aux valeurs, on relève cette semaine l'envolée de Sextant Avionique, avec 21,2 % de gains pour la seule séance de lundi, la forte baisse de Majorette (-21,9 %) mardi, après deux journées de réservation à la baisse, consécutive à la publication de ses pertes semestrielles. Le lendemain, en revanche, le titre était réservé à la hausse. Ce même jour, Métrologie se reprenait de près de 10 %, après la baisse consécutive à la transmission par la Commission des opérations de Bourse (COB) de son rapport au parquet (le Monde des 23 et 24 octobre).

Un communiqué de la Société des Bourses françaises annonçait, vendredi 30 octobre, la suspension de cotation des titres Métrologie à sa demande. Le groupe devrait soumettre à ses actionnaires, lors d'une assemblée générale extraordinaire, son projet d'augmentation de capital de 66 millions de francs.

Le marché a réservé un accueil mitigé à l'annonce de la privatisation partielle de Rhône-Poulenc (le Monde du 31 octobre), le certificat d'investissement privilégié (CIP) abandonnant 6 % en deux séances. Le certificat de Total,

tout comme le titre, a, en revanche, bénéficié de la découverte d'hydrocarbures sur le gisement de Cusiens, en Colombie, qui pourrait conduire le groupe à accroître ses réserves de pétrole brut d'au moins un tiers.

Enfin - fait trop rare pour ne pas être signalé - la cote du second marché accablée, mardi 3 novembre, une nouvelle valeur. Il s'agit de Lacroix Industries, entreprise spécialisée notamment dans la signalisation routière traditionnelle et électronique. 100 442 actions représentant 10 % du capital de la société seront mises en vente, au prix d'offre unitaire de 280 francs. Lacroix Industries, dont le siège est situé à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), emploie 1 388 personnes. Elle devrait enregistrer un chiffre d'affaires de 760 millions de francs sur son exercice clos à la fin septembre 1992. Le bénéfice net de la société devrait s'élever à 38 millions de francs. La société envisage une augmentation de capital. Pour le prochain exercice, le groupe prévoit une progression de ses résultats de l'ordre de 10 à 15 %. Selon les intermédiaires financiers responsables de l'introduction (Europe Finance et Industrie, la Société de Bourse de Portzamparc, le CIO et le Crédit lyonnais), à ce prix d'offre, l'action valoriserait 7,4 fois le bénéfice net sur l'exercice clos fin septembre.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Espoirs de reprise

INDICE DOW JONES
+ 0,6 %

A quelques jours de l'élection présidentielle américaine, Wall Street a enregistré des gains modestes. La semaine dernière, soutenue par les espoirs d'une accélération de la reprise économique, quel que soit le candidat élu le 3 novembre, l'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes a terminé vendredi à 3 226,28 points en hausse de 18,64 points (+ 0,6 %) par rapport à la semaine précédente.

Certains analystes estiment pourtant que le nouveau président, quel qu'il soit, héritera de l'économie dans son état actuel et ne pourra pas faire de miracles dans le futur immédiat. Par ailleurs, plusieurs investisseurs se sont consacrés en grande partie à la mise à jour de leurs portefeuilles et, l'écart entre le candidat démocrate Bill Clinton et le président George Bush s'étant nettement réduit, ils ont préféré racheter les valeurs santé et revendre les titres de la construction.

Les premières avaient en effet perdu du terrain lorsque M. Clinton bénéficiait d'un avantage

important sur M. Bush, en raison des craintes qu'une administration démocrate ne réduise les gains du secteur santé (privé). Les titres de la construction avaient par contre progressé, M. Clinton prévoyant dans son programme des investissements plus importants dans les infrastructures.

Indice Dow Jones du 30 octobre : 3 226,28 (c. 3 207,64).

	Cours 23 oct.	Cours 30 oct.
Alcoa	68 1/2	69 5/8
AT&T	43	43 5/8
Boeing	38 5/8	38
Chrysler	33 1/4	34
Du Pont de Nemours	47	48 3/8
Eastman Kodak	42	40 7/8
Exxon	62 1/2	61 1/4
Ford	38 7/8	38 1/2
General Electric	78 7/8	78 5/8
General Motors	33 1/2	33 3/4
Goodyear	67	68
IBM	69	68 7/8
ITT	65	65 1/8
McCall	63 3/8	63
Pfizer	72 1/2	75 1/2
Schlumberger	68 1/2	63 1/2
Tecumseh	61	60
UAL Corp. (ex-Allegiant)	120 3/4	121 1/2
Union Carbide	13 3/4	14 3/4
United Tech.	44 7/8	45 1/2
Westinghouse	12 5/8	12 7/8
Xerox Corp.	77 1/4	74 1/4

TOKYO

Sous les 17 000 points

INDICE NIKKEI
- 2 %

La Bourse de Tokyo a baissé cette semaine, dans un marché peu actif, les perspectives de reprise économique restant toujours aussi floues et la situation politique japonaise continuant à préoccuper les investisseurs. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture vendredi à 16 767,40 points, en baisse de 350,25 points (- 2 %) par rapport au vendredi précédent, et est repassé sous le niveau des 17 000 points. A l'exception de mardi, l'indice a perdu du terrain tous les jours de la semaine.

En l'absence de nouvelles favorables sur la croissance, le marché japonais a suivi de près l'évolution des taux d'intérêt allemands, susceptible en cas de baisse de permettre un nouveau reflux du loyer de l'argent japonais, mais ce fragile espoir a été déçu. Les déclarations faites jeudi par le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, sur la poursuite du ralentis-

sement de l'économie japonaise n'ont pas renforcé le moral des investisseurs. Ces propos pessimistes se sont vu confirmés par les résultats semestriels des compagnies japonaises publiés cette semaine, encore inférieurs aux prévisions.

Enfin, le climat était également obscurci par les incertitudes politiques japonaises alors que la session parlementaire extraordinaire de quarante jours s'est ouverte vendredi.

Indices du 30 octobre : Nikkei 16 767,40 (c. 17 117,65); Topix 1 278,91 points (c. 1 296,69).

	Cours 23 oct.	Cours 30 oct.
Aisin	1 270	1 270
Bridgestone	1 110	1 130
Casio	1 270	1 290
Fuji	1 800	1 780
Honda	1 320	1 270
Mitsubishi Electric	1 150	1 110
Mitsubishi Heavy	1 250	1 210
Sony Corp.	4 080	4 030
Toyota Motors	1 370	1 410

LONDRES

Le Stock Exchange reprend son souffle

- 0,4 %

Après deux semaines consécutives de hausse, la Bourse de Londres a repris son souffle cette semaine, tirée entre les perspectives de baisse des taux d'intérêt et le pourrissement de la situation politique sur les questions européennes. Vendredi, en clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé sur une baisse de 11,4 points par rapport au vendredi précédent à 2 658,3 points, soit un repli de 0,4 %.

La perspective d'une baisse des taux d'intérêt a stimulé la tendance en début de période mais les espoirs ont été déçus lorsque la Bundesbank a lié sa politique monétaire inchangée jeudi. Le discours très attendu du Chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, jeudi soir, devant les banquiers de la City, a toutefois redonné une note d'optimisme aux marchés. Il a mis l'accent sur la croissance et ouvert la voie à des futurs assouplissements de la politique monétaire, tout en insistant sur la nécessité d'une inflation maîtrisée. Le marché attend maintenant avec impatience le 12 novembre, jour où sera annoncée la partie dépenses du prochain budget, qui devrait contenir quelques mesures de relance pour l'industrie.

Indices « FT » du 30 octobre : 100 valeurs, 2 658,30 (c. 2 669,70); 30 valeurs, 1 963,80 (c. 1 981,70); fonds d'Etat, 94,44 (c. 93,41); mines d'or, 73,20 (c. 76,30).

	Cours 23 oct.	Cours 30 oct.
Allied Lyons	6,32	6,25
BP	15,2	15,2
BTR	6,01	4,87
Carbury	4,51	4,48
De Beers	7,13	7,13
Glen	7,80	7,97
GUS	15,75	20
ICI	10,50	10,32
Imperial	12,21	11,79
RTZ	6,33	6,32
Shell	10,27	10,27
Unilever	10,82	10,58

FRANCFORT

Faiblesse généralisée

- 2,3 %

La Bourse de Francfort a connu cette semaine un accès de faiblesse qui a concerné à la fois le marché des actions et celui des obligations, sous l'effet de prévisions moroses pour l'économie allemande en 1993. L'indice DAX a terminé la semaine à 1 492,32 points contre 1 526,82 points le vendredi précédent, soit une baisse de 2,3 %.

Pour la semaine prochaine, les analystes allemands ne se hâtent pas à faire de prévisions, si ce n'est que la Bourse de Francfort réagira à court terme à l'élection du président américain.

Sur le long terme, le rapport d'automne établi par les cinq plus grands instituts de recherche allemands démontre que les prévisions de croissance pour l'année en cours et l'année prochaine ont été sensiblement revues à la baisse, soit 1 % pour 1992 et 0,5 % pour 1993. En revanche, Dresdner International, estimant que la croissance pourrait être de 1,3 % pour 1992 et 1,2 % pour 1993. Pour justifier son optimisme, DIA base son scénario sur un fort développement des exportations en 1993 dû notamment à une baisse du mark contre le dollar.

Indice DAX du 30 octobre : 1 492,32 (c. 1 526,82).

	Cours 23 oct.	Cours 30 oct.
AGF	189,20	185,20
BASF	215,70	205,70
Bayer	283	283
Commerzbank	282,50	282,50
Deutsche Bank	241,70	241,70
Hochtief	241	233,70
Merck	329	318
Münchener	581,30	568,60
Volvo	271	270

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

Agroalimentaire

	30-10-92	Diff.
Bouygues	3220	+ 180
BSN	580	+ 14
Estimote Biologie	614	+ 13
Franchimont Del.	3280	+ 100
LMVH	3581	+ 237
Pennell-Roland	408,30	+ 2,20
Remy-Col.	163	+ 3,90
Saint-Louis	1038	+ 23

Assurances

	30-10-92	Diff.
AGF	413	- 1
AXA	837	+ 15
GAN	286	- 5
Groupo Victoria	820	+ 170
SCOR SA	218	+ 15
UAP	400	+ 22

Bâtiment et matériaux

	30-10-92	Diff.
Bouygues	487	- 8
Ciments Français	260	- 21
Colas	680	+ 10
Surinval	30,10	- 0,05
Geogre	780	- 2
OTR Europe	287	- 12
Imtech, Philips	123	+ 24,20
Jean Lefebvre	630	- 40
Lafarge-Capelle	218	- 13
Poliet	190	- 8
Saint-Gobain	481,30	+ 6,30
SGE	144	+ 4
Spie-Satellite	219,40	- 0,80

Chimie

	30-10-92	Diff.
Air Liquide	744	- 3
ELF Solut	1 033	- 70
Geogre	380	- 58
Imtech-Milieu	7 780	+ 380
Michelin	152,90	+ 4,20
Plastic Omnium	767	+ 8
Rhône-Poul.	523	- 8
Rennet-Uclaf	410	- 8
Synthelabo	1 142	+ 31

Consommation non alimentaire

	30-10-92	Diff.
AC	870	+ 7
Christian Dior	269	- 20
Clarim	630	+ 31,10
DNR	289	+ 12
ESP	798	+ 27
Exelior	355	+ 13,80
Groupo André	710	+ 30
L'Oréal	978	- 10
Moulinex	86,50	+ 8,10
Solomon	1 230	- 10
SEB	330	- 5
Southern-Athens	1 080	- 8
Yves Saint Laurent	610	+ 70
Zelios	1 180	- 30

Crédit et banques

	30-10-92	Diff.
Credit Agricole	389,8	- 12,4
BNP	387,7	+ 10,5
Credit Lyonnais	854	+ 15
Compt. ext.	221	+ 22,5
CCF	204	+ 3,8
CFP	858	- 3
CLF	303	- 0,5
Crédit Lyonn.	399,5	+ 5,5
Crédit National	1 070	- 17
Société Générale	649	- 17
SOVAC	883	+ 38
UBF Local	185,9	+ 4,9
UCF	450	+ 13,2
Vie Banque	212	+ 4

Electricité et électronique

	30-10-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	841	+ 3
COSE	365	+ 33
Intercontinental	367	- 28
Labinal	328	+ 14
Legrand	3 832	+ 31
Meca	194,2	+ 1,8
Merle-Garin	432	+ 23
Radiorécepteur	288,5	- 1,5
Sagem	2 038	- 7
Schneider	818	- 10
Sextant Avionique	128	+ 18
Thomson CSF	118	+ 0,8

Distribution

	30-10-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	1 400	- 30
Benetton	470	- 10
Carrefour	2 291	- 114
Casino	148	+ 6,1
Castorama	454	- 0,2
COPIE	332	+ 5
Comp. Modernes	1 182	+ 42
Dodds de France	398	- 2
Galeries Lafayette	1 708	+ 87
Guyane-Ges	1 670	- 70
Pharmaparc	889	- 31
Promodis	626	- 18

Immobilière et foncier

	30-10-92	Diff.
Lucie	80	- 10
Oliver	73	- 10
Belin	402,50	- 6,10
Sho	302	- 29
Sho	407	+ 11
Sho	626	- 3
Sho	436	+ 10

Investissement et portefeuille

	30-10-92	Diff.
Assen et Assen	nc	-
Bollor	501	- 13
Carrefour	70,50	+ 2,80
COPIE	1 130	+ 46
Carrefour	1 080	+ 42
Carrefour	207	+ 2,10
Carrefour	765	- 3
Carrefour	113	+ 8,80
Carrefour	183	- 2
Carrefour	300	- 4,50
Carrefour	300	- 4,50
Carrefour	233,50	+ 8,80
Carrefour	242,80	+ 7
Carrefour	238,80	+ 1,10

Métallurgie, mécanique

	30-10-92	Diff.
Commissariat	178,1	+ 6,1
Commissariat	377	- 0,1
De Dietrich	1 481	- 38
Fluor	236	- 27
Indal	269	+ 18
Legris Industrie	143,7	- 18,3
Mécatronic	67,1	+ 0,1
Pechiney	228,8	- 0,1
Pechiney	514	- 2,5
Pechiney	828	+ 20
Pechiney	881	+ 21
Pechiney	121	+ 10

Mines d'or, diamants

	30-10-92	Diff.
Anglo-American	96,6	- 2,5
De Beers	80,46	- 0,05
De Beers	38	- 1,8
De Beers	11,8	- 0,25
De Beers	15,6	- 0,25
De Beers	13,8	- 0,8
De Beers	19,8	+ 0,2
De Beers	66	- 3,4

Pétrole

	30-10-92	Diff.
BP-France	88,10	+ 0,80
ELF-Airbus	380,20	+ 0,5
ELF-France	241,80	+ 0,30
ELF	789	+ 23
Geogre	618	+ 40
Total	243,30	+ 3,10

Sicomi ou ex-sicomi

	30-10-92	Diff.
Bell France	828	+ 19
Imtech	240,90	- 0,80
Imtech	378,90	+ 6,90
Imtech	487	- 1,50
Imtech	121	+ 1
Imtech	380	+ 19,90

Après une transaction financière dans l'affaire Toshiba

M. Georges Tranchant annonce le retrait de sa plainte contre M. Bernard Tapie

Homme d'affaires et député (RPR) des Hauts-de-Seine, M. Georges Tranchant a confié à l'hebdomadaire *le Point* du 31 octobre qu'il allait retirer « avant le 10 novembre » la plainte déposée contre M. Bernard Tapie dans l'affaire Toshiba, qui avait contraint ce dernier à démissionner du gouvernement avant d'être inculpé de complicité et recel d'abus de biens sociaux. La raison de ce revirement est financière : M. Tranchant, qui s'estime lésé de 13 millions de francs par son ancien associé, affirme avoir obtenu gain de cause dans le cadre d'une transaction amiable. M. Tapie ayant accepté de lui verser une somme considérable.

« Pour l'argent... Une somme considérable. » Dans ses déclarations au *Point*, M. Tranchant ne cache pas les motifs prosaïques de son changement d'attitude. « J'ai porté plainte parce que Bernard Tapie refusait de me fournir les comptes de notre ancienne société, ajoute-t-il. J'ai toujours affirmé que, après les avoir vus, je prendrais ma décision. Aujourd'hui, c'est

fait : Bernard Tapie est prêt à une transaction. Je l'ai rencontré il y a trois semaines, et nous sommes tombés d'accord sur la chose et sur la somme, dont je ne peux pas révéler le montant car nous retombons dans une transaction privée. Mais j'ai reçu des assurances : je serai payé par des filiales à ordre comptables et j'accepte un crédit de paiement avec un aval bancaire. Je considère donc que c'est une affaire réglée, et ma plainte sera retirée avant le 10 novembre. »

Vers un non-lieu

Devantant les critiques éventuelles de ses amis politiques, le député RPR, proche de M. Charles Pasqua, leur répond : « Êtes-vous prêts à me rembourser la place de Tapie ? Moi, je n'ai pas les moyens de refuser cette transaction. » De fait, M. Tranchant n'a guère varié depuis le début de cette affaire, qui avait contraint M. Tapie à abandonner le ministère de la ville en mai dernier : il réclamait son dû, ces 13 millions qu'il estimait indûment touchés par son ancien associé lors de la vente en 1985 de leur société NAVS à Toshiba. Sa plainte, disait-il, n'était pas politique, mais motivée par le refus de M. Tapie d'un règlement amiable.

Aujourd'hui, après avoir habilement fait monter les enchères, M. Tranchant obtient sans doute bien plus que les 13 millions litigieux. Les négociations entre ses avocats, M^{me} Georges Jourde et Jean Veil, et ceux du député des Bouches-du-Rhône, notamment M^{me} Francis Sapin, sont toujours en cours.

Cependant, l'issue ne fait plus de doute. Pour lever l'hypothèque que faisait peser sur sa carrière politique son inculpation, M. Tapie accepte aujourd'hui de faire ce qu'il refusait catégoriquement il y a quelques mois : indemniser son ancien associé en reconnaissant implicitement ses torts à propos de l'indemnité de 13 millions qui était au cœur du litige. M^{me} Edith Boizette, le juge d'instruction parisien chargé de ce dossier, n'aura dès lors d'autre solution que de conclure à un non-lieu, dans la mesure où la plainte de M. Tranchant avait été à l'origine de l'ouverture de l'information judiciaire, bien que celle-ci se soit aussi appuyée sur une enquête préliminaire de la police judiciaire plutôt défavorable à M. Tapie (*le Monde* du 26 mai).

En somme, ce feuilleton, qui avait donné lieu à une éphémère crise politique, se termine comme il avait commencé : en affaire d'argent.

E. P.

Quatre jours de plus en novembre ainsi qu'en décembre

Peugeot-Sochaut aura chômé 31 jours en 1992

La direction des usines Peugeot de Sochaut-Montbéliard (Doubs) a annoncé aux syndicats que le personnel de production (12 000 personnes sur un effectif de 22 000) serait placé en chômage technique pendant quatre jours en novembre ainsi qu'en décembre. Sur l'ensemble de l'année, cela porte à trente et un le nombre de jours chômés, juin ayant été le seul mois à avoir été intégralement travaillé.

Pour justifier sa décision, l'entreprise invoque la mauvaise situation économique, la faiblesse du marché de l'automobile et l'existence de sureffectifs. Les syndicats contestent ce choix et font observer que la productivité s'est améliorée de 8 % en moyenne, par an, depuis cinq ans, et sans doute de 12 % en 1992. Il y a dix ans, le centre de production comptait 42 000 salariés.

La chaîne payante francophone s'étend en Afrique

Canal Horizons décline ses programmes à Tunis

Rififi au Maghreb : depuis un mois, les décodeurs pirate de Canal Plus ne décodent plus rien. La chaîne payante a changé son mode de cryptage, et les antennes paraboliques ne donnent plus accès qu'à ses émissions en clair. C'était une des conditions préalables au démarrage, le 7 novembre, des émissions en Tunisie de Canal Horizons. Ce n'était pas la seule, pour la deuxième implantation africaine (après Dakar, où elle a séduit 8 400 abonnés en dix mois) de cette chaîne multinationale francophone, filiale notamment de Canal Plus et de la Sofitel. Il fallait aussi trouver un accord avec le gouvernement et des partenaires locaux para-publics et privés, majoritaires dans la société d'exploitation tunisienne : préparer les programmes en arabe qui seront diffusés en clair - une heure trente chaque jour d'abord, trois heures à terme, avec jeu et musique quotidiens, magazines de sport, de cinéma, de société chaque semaine -, recruter des animateurs tunisiens (imposée

d'âge : 22 ans), implanter des studios à Gammarth et un émetteur au mont Boukornine qui dessert les 400 000 foyers du grand Tunis.

Pour 150 dinars d'achat du décodeur, et 20 dinars mensuels d'abonnement (900 et 120 francs environ), Canal Horizons Tunisie offrira 21 heures d'un menu de base dérivé pour l'essentiel de Canal Plus. Mais Canal Horizons s'écarte de son modèle par une double abstention : ni information (demande trop sensible et trop violente sur le continent), ni films violents ou pornographiques. Elle ajoute ses propres émissions, films, sport ou musique destinés au public africain.

En Tunisie, la chaîne espère 50 000 abonnés d'ici un an, près du triple à terme, en s'étendant progressivement au reste du pays. Ce public attendu, 130 millions de francs investis et 90 personnes recrutées, lui permettent, en plus des émissions en arabe, de contracter d'autres engagements en faveur de l'audiovisuel tunisien (6 % du chiffre d'affaires est investi dans le cinéma) et d'acheter des programmes du « Sud », par la connivence des équipes de Canal Plus et Canal Horizons.

Après la Tunisie, Canal Horizons espère ouvrir des antennes en 1993 à Abidjan et Libreville, où des sociétés locales sont déjà créées, avant l'Égypte, le Liban et le Cameroun. Le 15 décembre, Canal Horizons Satellite va commercialiser son programme pour tous les « isolés » d'Afrique et du Moyen-Orient dotés d'une antenne captant le satellite Intelsat VI. Ils seraient environ 50 000, déjà courtisés par d'autres chaînes venues du ciel.

M. C. I.

En Angola

Le Conseil de sécurité a lancé une mise en garde au mouvement de M. Savimbi

Le Conseil de sécurité a, vendredi 30 octobre, prolongé jusqu'au 30 novembre le mandat de l'ONU en Angola (qui s'achevait le 31 octobre) et a adressé une sévère mise en garde à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), après les attaques lancées par ce mouvement contre l'aéroport de Luanda et dans une dizaine de villes, dont Huambo, capitale des hauts plateaux (*le Monde* du 31 octobre).

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité a averti que « toute partie qui ne respectera pas les engagements pris en vertu des accords de paix sera rejetée par la communauté internationale » et a appelé l'UNITA à « respecter les résultats » des élections. Il a demandé à M. Savimbi et au président José Eduardo Dos Santos « d'engager sans délai un dialogue » pour permettre « la tenue rapide d'un second tour des élections présidentielles » et a réaffirmé qu'il tiendrait « pour responsable toute partie qui refuserait de se prêter à un tel dialogue ».

Vingt et une personnes, dont trois ressortissants portugais, ont été tués lors de l'attaque lancée dans la nuit de jeudi à vendredi par un groupe de l'UNITA contre l'aéroport de Luanda, selon la police angolaise. Les troupes de M. Savimbi, qui ont avancé vers la piste de l'aéroport en faisant usage d'armes lourdes, ont tiré des coups de feu en direction d'un avion cargo appartenant à la Mission de vérification des Nations unies en Angola, sans l'atteindre.

Selon la télévision portugaise, Lisbonne a pris des dispositions pour évacuer les 40 000 Portugais résidant en Angola, au cas où la guerre civile reprendrait. L'agence Lusa a rapporté, de Luanda, que les ambassades des pays de la CEE étaient en état d'alerte maximale pour une éventuelle évacuation de leurs ressortissants. Le Foreign Office a recommandé aux Britanniques de quitter le pays sans délai.

La radio de l'UNITA a indiqué vendredi que M. Savimbi avait ordonné un cessez-le-feu à Huambo et que le calme était revenu dans cette ville, désormais coupée du reste du pays. La mission de l'ONU a confirmé que sept localités des provinces du Centre-Sud angolais étaient désormais sous le contrôle de l'UNITA. - (AFP, Reuters)

Au Kenya

Incertitudes sur l'organisation des premières élections pluralistes

Le président kényan, M. Daniel Arap Moi, a dissous le Parlement, mercredi 28 octobre, sans préciser la date des prochaines élections législatives et présidentielles. Celles-ci devraient avoir lieu en décembre ou en janvier, puisque la Constitution prévoit un appel aux urnes dans une période située entre trente-cinq et quarante-cinq jours à compter de la dissolution du Parlement.

NAIROBI

correspondance

« Le président ne s'est-il décidé un jour à abattre son dernier atout ? » L'auteur de ces mots, un étudiant membre de l'opposition, outrage contre M. Daniel Arap Moi, qui s'obstine à ne pas révéler la date des prochaines élections - le prochain scrutin pluraliste depuis vingt-six ans. Le silence de State House hypothèque lourdement la préparation du vote, tant au niveau du financement de l'opération par les bailleurs de fonds étrangers qu'à celui de la formation des observateurs et des officiels qui auront à surveiller près de 35 000 urnes, dispersées sur 9 000 lieux de vote.

Les ambassades occidentales à Nairobi se réunissent actuellement chaque semaine pour discuter de la

meilleure façon d'aider au bon déroulement des élections. Mais la volonté du gouvernement kényan d'organiser des élections honorables semble encore mise en doute, et il n'est pas exclu, reconnaît un diplomate, que les Occidentaux « retiennent leur soutien à un processus qui leur paraîtrait frauduleux ».

Aucun groupe d'observateurs, étranger ou kényan, proposant ses services, n'a encore reçu l'approbation de la commission électorale. Celle-ci ne s'est pas non plus prononcée sur le temps d'attente à accorder aux partis d'opposition à la radio nationale. On évoque aussi l'inévitable trafic d'influence parmi les électeurs. Les observateurs craignent des fraudes à grande échelle, qui provoqueraient une vague de contestation dans le pays.

Ces dernières semaines, plusieurs réunions politiques de KANU, l'ancien parti unique au pouvoir, ont été le théâtre d'affrontements entre adversaires et fidèles du régime, après l'arrestation de quelques figures de l'opposition qui avaient passé outre l'interdiction d'un rassemblement. Chaque parti tente de récupérer le plus grand nombre de députés, parmi ceux qui abandonnent la KANU, afin de renforcer sa position dans l'éventualité - encore lointaine - d'une alliance de l'opposition (*le Monde* du jeudi 22 octobre).

JEAN HÉLÈNE

M. Pierre Garrigue-Guyonnaud nommé ambassadeur au Nigeria

M. Pierre Garrigue-Guyonnaud, actuellement ambassadeur de France au Zimbabwe, a été nommé ambassadeur au Nigeria, en remplacement de M. Jacques Laureau, a-t-on annoncé vendredi 30 octobre au ministère français des affaires étrangères.

(Né en 1939, M. Garrigue-Guyonnaud a été notamment un poste à Aden-Alaba (1973-1974), à la mission permanente de la France auprès des Nations unies à New-York (1974-1978) et à Rome (1978-1981). Il était ambassadeur à Harare depuis mai 1986).

Réunies au Zimbabwe

Les Eglises africaines ont lancé un avertissement aux dirigeants du continent

Au terme de la sixième Conférence des Eglises de toute l'Afrique (AACF), réunie à Harare, capitale du Zimbabwe, les délégués ont, vendredi 30 octobre, averti les dirigeants du continent que les Eglises suivent attentivement leurs faits et gestes.

La Conférence a envoyé des lettres de mise en garde en Angola, au Mozambique et au Togo, en demandant que les groupes et factions qui s'y opposent cessent de détruire leurs pays et de menacer les populations. La liberté et la démocratie coûtent moins cher que la répression, ont-elles aussi fait savoir les Eglises aux autorités malawites, souvent dénoncées pour leurs violations des droits de l'homme, a déclaré le président de l'AACF, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu. Enfin, les 700 délégués, représentant 136 Eglises de 41 pays, qui assistaient à cette conférence ont rappelé qu'ils restaient la « voix des sans-voix ». - (AFP)

La tension entre l'Inde et le Pakistan

Le premier ministre de l'Azad Kashmir souhaite l'aide des Douze

Le premier ministre de l'Azad Kashmir (« Cachemire libre », placé depuis 1947 sous la tutelle du Pakistan, s'est rendu, mercredi 28 octobre, au Parlement européen de Strasbourg dans le but de révéler les conséquences occidentales sur le sort de ses « frères » du Cachemire sous contrôle de l'Inde. Inquiet de « l'intensification de la répression » de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu et de la « tension croissante » entre l'Inde et le Pakistan qui, selon lui, risque de déboucher sur un conflit armé, M. Abdul Qayyum Khan a appelé la Communauté européenne à se poser en « médiateur politique » et à encourager « le dialogue politique pour conduire à une solution pacifique ».

Dénonçant « l'obstination et la répression criminelle indienne », il a affirmé que la volonté de New-Delhi « de s'accrocher au Cachemire par le meurtre, le pillage et le viol avait créé une situation extrêmement explosive », une rupture quasiment irrémédiable entre Cachemirites musulmans et hindous. « Notre position est simple. Nous soutenons l'application des résolutions des Nations unies qui stipulent une plénitude d'autodétermination », a-t-il déclaré. M. Abdul Qayyum Khan devait par ailleurs se rendre au Sénat et rencontrer M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de France Libertés, mais il n'a pu honorer ces rendez-vous, son avion étant arrivé en retard.

O. B.

Deux nouveaux membres sont désignés au bureau politique du Front national

Lors de leur dernière réunion hebdomadaire, lundi 26 octobre, les membres du bureau politique du Front national ont désigné deux nouveaux membres dans cette instance : MM. Franck Timmermans et Jean-Claude Bardet. Tous deux siègent au comité central. Cinq candidats étaient en lice, dont notamment M. Michel de Rostolan et Jean-Claude Varanne.

Adjoint de M. Carl Lang au secrétariat général, M. Timmermans est conseiller régional d'Île-de-France et conseiller municipal de Saint-Denis. Secrétaire national à l'encadrement, il est secrétaire départemental du parti d'extrême droite en Seine-Saint-Denis. M. Timmermans, qui a été membre d'Ordre nouveau, a adhéré au Front national en 1972. Il est âgé de trente-six ans.

Ancien activiste de l'Algérie française, ancien dirigeant du GRECE et admirateur de Julius Evola, théoricien italien du fascisme, M. Bardet, proche de M. Bruno Mégret, député général, est président du groupe Front national au conseil régional de Lorraine et conseiller municipal de Nancy.

Rédacteur en chef de la revue *Identité*, publication théorique du parti, et président des comités d'action régionaliste (CAR), coordinateur de transmission du Front national, il est secrétaire départemental en Meurthe-et-Moselle. Adhèrent depuis 1988, il a cinquante et un ans. Avec la disparition de Pierre Sergeant, le bureau politique compte désormais trente membres, hormis le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen. Sa nouvelle composition, par ordre alphabétique, est la suivante : MM. Bernard Antony, Christian Baekkerot, Jean-Claude Bardet, Michel Bayvet, Martial Bida, Yann Biot, Jacques Bonnard, Dominique Chaboch, Charles de Chambrun, Michel Collinet, André Dufraisse, Pierre Durand, Roland Gaucher, Jean-Pierre Gendron, Bruno Gollisch, Roger Holmède, Jean-François Jalkh, Alain Janet, Carl Lang, Jean-Marie Le Chevalier, Jean-Yves Le Gallou, M^{me} Martine Lehideux, MM. Jean-Claude Martinez, Bruno Mégret, Jean-Pierre Reveau, Jean-Pierre Schenard, Jacques Tauran, M^{me} Marie-France Stirbois, MM. Franck Timmermans et Georges-Paul Wagner.

Par ailleurs, M. Lang, secrétaire général, a procédé à la nomination d'un nouveau secrétaire national, aux adhésions : M. Arnaud Soyec, qui remplace à ce poste M. Reveau. Membre du cabinet de M. Le Pen et candidat (non élu) au comité central lors du congrès de 1990 à Nice, M. Soyec a adhéré au Front national en 1988. Agé de trente-quatre ans, il ne dispose d'aucun mandat électif.

EN BREF

■ M. Le Pen dénonce la « dérive vers la gauche » de M. Gaudin. M. Jean-Claude Gaudin s'étant déclaré, jeudi 29 octobre, contre « la préférence nationale », M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, affirme, dans un communiqué, que « cette déclaration à l'emporte-pièce confirme, après Maastricht, la dérive vers la gauche » du président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de ses amis « qui multiplient, à l'égard du pouvoir, les gages de bonne volonté et vis-à-vis du Front national, les marques d'exclusion ». Il l'invite à « se ressaisir » avant les élections législatives.

■ Commande de 9 milliards de la RATP et la SNCF. - La SNCF et la RATP ont annoncé, vendredi 30 octobre, une commande de 143 trains automoteurs à deux niveaux pour un montant total de 9 milliards de francs. GEC Alsthom agit en tant que chef de file, en groupement avec ANF Indus-

trie. Ce matériel est destiné à circuler sur les lignes RER E (« Ecole ») et A, ainsi que sur la ligne B. Pour la RATP, la commande porte sur un montant de 2,4 milliards de francs. Pour la SNCF, il s'agit de 6,6 milliards de francs. Ce contrat se divise en une commande ferme de 70 rames (53 pour la SNCF et 17 pour la RATP) et une option sur 73 rames (50 et 23 respectivement).

■ Pinault décline 88,97 % du Printemps. - Le groupe Pinault décline désormais 88,97 % du capital du Printemps, à l'issue de l'offre publique d'achat simplifiée proposée du 7 au 23 octobre aux actionnaires minoritaires, a indiqué, vendredi 30 octobre, la Société des Bourses françaises (SBF). Pinault possède directement ou indirectement 6 867 256 actions de la société Au Printemps SA. Il détient auparavant les deux tiers des titres.

SOMMAIRE

DATES

Il y a soixante-dix ans : l'accession au pouvoir de Benito Mussolini... 2

ÉTRANGER

Bosnie-Herzégovine : des réfugiés sont la cible des bombardements... 3
Explications confuses à Moscou sur la suspension du retrait des troupes russes des pays baltes... 3
Loin des capitales... 4
Le différend frontalier entre le Qatar et l'Arabie saoudite... 5
La deuxième session des négociations multilatérales sur le développement économique du Proche-Orient... 5

POLITIQUE

Les contristes condamnent la tension d'une relance par l'inflation... 6
Le débat sur la colonisation... 6
Au conseil régional de Rhône-Alpes, M. Milon s'appuie sur les écologistes pour faire adopter le schéma d'aménagement... 6
Livres politiques : « Suprême de pouvoir », par André Laurens... 6

SOCIÉTÉ

Une partie des Africains de Vincennes restent sans logement... 7
M. Pasqua défend son projet de Grand Stade à Nanterre... 7
Le docteur Turquin renvoyé devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes... 8
L'institut Mérieux a exporté des produits sanguins non chauffés jusqu'en novembre 1989... 9
POINT/La législation antitabac 10

HEURES LOCALES

■ Anniversaire à Clermont-Ferrand : Cimetière en jachère • L'île-de-France et les autres • Les collectivités et la crise de l'immobilier • Les illusions perdues d'Orlyval • Débat : « Paris au service de la France », par Jean Tibéri... 11 à 13

CULTURE

Deux disparitions : le peintre Joan Mitchell et le philosophe Louis Marin... 15
Théâtre : l'éternelle énigme de Brecht... 15

ÉCONOMIE

Le chômage est repart à la hausse en septembre... 17
La sauvegarde du groupe Pellerin... 17
Revue des valeurs 18
Crédits, changes, grands marchés... 19

Services

Abonnements... 2
Carnet... 16
Météorologie... 16
Mots croisés... 7
Télévision... 16
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro de « Monde » daté 31 octobre 1992 a été tiré à 474 570 exemplaires.

قائمة المحتويات